II. L'ACTIVITE DE JOURNALISTE D'ANDRE LEO

Engagée dans la vie politique qui l'absorbe complètement, André Léo voit dans le journalisme l'un des plus efficaces moyens pour propagander ses idées républicaines et socialistes.

Ses articles partent le plus souvent de l'observation d'un fait particulier, réel, qui lui donne l'occasion de faire des considérations plus générales. Pour se faire comprendre, ceci est sûrement la méthode la plus efficace, car des discussions détachées de la réalité ne seraient pas comprises par le peuple, habitué à se mesurer seulement avec ses expériences concrètes et particulières. André Léo, considérant que la plupart des gens, encore ignorants, n'ont pas la capacité de raisonner sur des questions générales et abstraites, croit indispensable s'imposer cette méthode de travail, qui tienne compte des habitudes, du caractère et des connaissances du lecteur aussi.

Quand des faits très importants arrivent, comme la guerre déclarée contre la Prusse, comme la proclamation de la Commune et puis sa défaite, comme les décisions, à son avis despotiques, prises par le Conseil général de l'Association internationale des travailleurs (A.I.T.) à l'égard de quelques sections et groupes de l'Association-même, André Léo défend ses idées par des articles dans lesquels elle ne se propose pas seulement de critiquer certaines actions ou de blâmer le comportement de ce type ou de tel autre, car elle pense bien

qu'une action seulement destructive n'aboutit généralement à rien de persuasif; ce qu'elle fait, c'est de s'adresser directement à ses lecteurs, pour leur ouvrir les yeux, avant tout, afin qu'ils voient, qu'ils connaissent les hypocrisies et les iniquités de certaines formes de gouvernement, pour leur proposer ensuite les moyens concrets pour sortir d'une situation où l'injustice règne, et enfin pour leur montrer où la lutte doit aboutir, c'est-à-dire à l'égalité et à la liberté.
Aucun de ces quatre objectifs, si l'on considère la partie critique aussi, n'est jamais oublié. Par là, on ne veut pas dire que, systématiquement, dans tous ses articles, elle divise en deux ou quatre parties le texte; quelquefois on ne peut trouver, en effet, qu'un appel au peuple pour qu'il se réveille du sommeil duré déjà trop longtemps, ou bien seulement une prise de position personnelle à l'égard de certains événements particuliers; ce que l'on veut dire, c'est que dans leur complexe, dans leur ensemble, ses articles tiennent toujours compte de ces principes.
Ces "principes", comme on les a appelés, sont plus précisément des "exigences", car, sans en tenir compte, répétons le encore, la lutte pour le socialisme ne viendra jamais à bout de rien. Fondamental est le fait de s'adresser au peuple pour lui montrer sa véritable condition et, une fois qu'il en aura connues les causes, il voudra enfin se libérer de cette "trappe" dans laquelle il se trouvait prisonnier sans même le savoir, et il fera de tout son coeur sa révolution pour le socialisme.

Les exhortations directes sont donc fréquentes, le Peuple est souvent appelé en cause pour qu'il réfléchisse, pour qu'il réagisse et qu'il lutte pour défendre sa propre cause, ses droits et sa liberté.

La bataille pour la justice ne doit exclure personne: les femmes aussi doivent donner leur contribution,et dans ce but plusieurs articles lui sont dédiés, écrits surtout pendant la période de la Commune.

André Léo a collaboré à plusieurs journaux de la gauche: pendant les dernières années de l'Empire, puisque la presse n'était pas complètement libre, elle écrivait surtout pour des journaux qui étaient édités en Suisse ou en Belgique, comme "La Coopération", imprimé à Bruxelles, "Le Mirabeau", organe des sections de la vallée de la Vendre, en Belgique, "L'Egalité", journal de l'A.I.T. de la Suisse romande. Seulement "La République des Travailleurs sortait à Paris, mais cela se comprend, car son premier numéro est du 10 janvier 1871, c'est-à-dire après la chute de l'Empire.

Pendant la période de la Commune son activité de journaliste s'intensifie et des articles signés André Léo paraissent presque tous les jours dans "La Sociale" et, un peu moins fréquemment, dans "La Commune" et dans "Le Cri du Peuple".

Après la défaite de la Commune, A.Léo, qui est exilée en Suisse, collabore au journal "Le Réveil International", à "La Révolution Sociale", édités à Genève,à "L'Almanach du peuple", au "Socialisme Progressif", à"L'Ordre Social".

Rentrée à Paris après l'amnistie générale de 1880, elle a collaboré, dans un oubli relatif, à de petits journaux de l'extrême-gauche et fut rédactrice à l' "Aurore".

Dans cette thèse on prendra en considération l'activité de journaliste d'André Léo jusqu'au début de 1872 seulement, plus précisément jusqu'en janvier de cette année, date de la fin de sa collaboration avec "La Révolution Sociale". A partir de ce moment, on verra encore quelques articles d'André Léo, intéressants pour le sujet qu'ils traitent: l'éducation des enfants et la femme, mais ce ne sera plus une étude systématique, parce qu'on leur concèdera un moment seulement d'attention.
On espère que les collaborations d'André Léo qui suivirent cette date seront la matière d'un autre travail.

André Léo a été une journaliste d'une assez large renommée. Déjà en 1869, en effet, les rédacteurs de "L'Egalité" l'avaient définie l' "un des premiers écrivains socialistes de France".(I)
Peut-être quelquefois un peu trop impulsive, pendant la période de l'exil elle a fait par exemple naître une vive discussion à l'intérieur de l'Internationale à cause de certaines affirmations effectivement inexactes à l'égard du Conseil général de l'A.I.T., qu'elle avait dit être un comité allemand, dirigé par un cerveau bismarkien.
Mais, en général, elle s'est toujours montrée juste et impar-

---

(I)"L'Egalité", 27 février 1869, n° 6.

tiale à l'égard de ses adversaires, qu'elle a combattus démocratiquement, sans employer de subterfuges et en utilisant seulement, comme on le verra, les armes de la vérité et de la justice.

II.I. L'Activité de journaliste d'André Léo jusqu'en mars 1871

II.I.I. La collaboration à "La Coopération"

La première collaboration d'André Léo à un journal socialiste date de 1867. En cette période elle écrit pour "La Coopération" plusieurs articles et lettres où elle aborde des questions sociales:(I) la différence de salaire entre la campagne et la ville, entre l'homme et la femme, l'ivrognerie,la nécessité des associations ouvrières et des fêtes coopératives, l'instruction du peuple pour combattre la misère, quelques premières dénonciations de l'esprit autoritaire. Ces questions sont les questions fondamentales d'où se développe toute sa pensée et on les retrouvera donc, plus ou moins développées, le long de toute sa carrière d'écrivain.

André Léo débute par une lettre adressée à la rédaction du journal, où elle décrit les lieux et la situation des travailleurs en Bretagne et dans l'Anjou, situation qu'elle vient de

---

(I)"La Coopération", Paris, 9 septembre 1866-14 juin 1868. Imprimé à Bruxelles. Journal du progrès social, qui paraît tous les dimanches de tous les quinze jours.

connaître. Voilà tout de suite exprimées clairement les intentions d'André Léo, qui veut, après avoir elle-même mis le doigt dans la plaie de cette réalité misérable, la montrer à tout le monde, et dénoncer en même temps les causes qui l'ont produite, comme les effets qui en dérivent. La condition des travailleurs, mais des femmes en particulier, est bien triste, et nécessite d'une prise de position.
Ce témoignage, pour sa précision, devient, aujourd'hui aussi, pour nous et pour l'historien en particulier, un document intéressant de réflexion et d'études:

La misère, écrit-elle,y est grande, la mendicité y fleurit, l'école y est peu fréquentée. La Bretagne, en particulier, a toujours son poétique, mais pauvre manteau de bruyères, et la civilisation, sous la forme du chemin de fer, parcourt étonnée ces longues espaces incultes, peuplés d'habitants dont le type, le langage et le costume remontent aux temps antehistoriques, et dont les idées sont encore celles du moyen-âge. D'Angers à Morlaix, le prix de la journée de travail dans les campagnes est partout à peu près le même: pour les hommes un franc, avec la nourriture; ou deux francs sans être nourris. En hiver, souvent, la journée descend à 75 centimes. Pour les femmes le prix varie de 40 à 50 centimes, avec la nourriture, et s'élève à 75 centimes, quand elles ne la reçoivent pas. Ce que cette nourriture peut valoir, le prix l'indique. Les choux, les pommes de terre, les galettes de sarrazin, en font seuls les frais. Même chez les riches fermiers, la viande de porc est seule en usage, et ce n'est que dans les cas extrêmes de maladie que s'installe dans l'âtre un maigre petit pot au feu, composé d'une ou deux livres de viande de boeuf.
Dans les villes, le prix de la main d'oeuvre varie suivant l'industrie. Mais pour les ouvrières la journée est la même que celle des pauvres femmes des campagnes, 40 et 50 centimes.Cela est dû, dénonce André Léo, au travail des couvents, qui jettent

à prix réduit sur le marché d'énormes quantités de linge confectionné. Or, l'Anjou et la Bretagne sont couverts de ces communautés, dont quelques-unes ont pris une extension immense et disposent d'énormes ressources...Il y eut contre ces religieuses, en 1848,une émeute de la population ouvrière,que l'autorité apaisa, mais en stipulant avec les dames du Bon pasteur une convention, par laquelle elles ne s'engageaient à commencer qu'avec l'étranger. Il est inutile d'ajouter que cette convention n'est plus exécutée. Ce qui est certain, c'est que l'établissement d'un couvent de femmes dans une localité a pour résultat inévitable d'abaisser les prix de la main d'oeuvre.(I)

Les conséquences du travail fait dans les couvents, ici dénoncées, sont encore plus graves qu'il ne paraît à première vue, car l'abaissement de la main d'oeuvre, qui conduit à la misère, oblige une quantité de femmes ou à quitter leur pays, ou à aller travailler elles aussi dans ces couvents, où l'exploitation économique de la part des religieuses est très forte. Voici en effet ce qu'une ouvrière racontait à André Léo:

...nous n'avons que deux choses à faire: ou quitter notre pays, où nous ne pouvons plus vivre, ou tomber tout de suite au rang de ces filles repenties, dont les dames religieuses exploitent le travail contre nous. Sans doute, elles n'ont pas mauvaise intention; mais ce n'est pas le moyen de diminuer le nombre de ces malheureuses que d'abaisser le salaire déjà insuffisant de l'ouvrière...(2)

Dans cette même lettre André Léo se plaint du manque d'asso-

(I)A.LEO,Lettre au Rédacteur,in "La Coopération",IO février 1867, n°12.
(2)Id.

ciations ouvrières dans ces régions, associations qui seraient favorables à l'ouvrier surtout du point de vue économique, mais aussi moral, car de cette manière il trouverait un soulagement et des allégements de travail en même temps qu'il s'habituerait aux rapports démocratiques de parité. Mais ces associations ouvrières se heurtent malheureusement dans la réalité à des difficultés immenses de réalisation:

La raison évidente en est le statue qui exige de chaque sociétaire un apport de 2.000 francs. Condition, disent quelques-uns, peu démocratique.(I)

On peut comprendre ce règlement, ajoute André Léo, en considérant que l'association a besoin, dès ses débuts, d'hommes forts et capables de se sacrifier pour un idéal, pour un intérêt pressant. C'est pour cela qu'elle prend l'épargne comme une épreuve, comme une marque de force. Mais si ce règlement est compréhensible, dit-elle encore, il n'est pas justifiable, parce que de cette manière il exclue toutes ces personnes, et c'est la majorité, qui à cause de leur misère matérielle et intellectuelle ne comprennent pas l'importance des associations et qui plongent, au contraire, dans la dégradation morale:

Nous savons tous que si la misère est un fléau matériel, moralement elle n'est pas moins redoutable et que pour résister à ces énervements il faut une force assez peu commune.(2)

(I)A.LEO, Lettre au Rédacteur, in loc.cit.
(2)id.

Les pauvres s'abaissent donc, malheureusement souvent, au plaisir du boire:

...l'ivrognerie, seul plaisir du pauvre, dégrade l'ouvrier, ruine les familles, abaisse le niveau moral.(I)

Si l'association continue à exclure ces pauvres gens et à "exiger de l'associé certaines garanties, une force déjà acquise", continue André Léo, on ne sortira jamais du cercle vicieux de l'ignorance et de la misère, car on ne peut pas prétendre d'eux rectitude et vertus, tant qu'on ne leur offre pas les moyens pour les acquérir, tant qu'une instruction plus large et "certains plaisirs intellectuels" ne leur seront point offerts.

Nous le savons, le comportement de certains d'entre eux est à blâmer, mais nous ne pouvons pas nous refuser de comprendre comment ils sont arrivés à une telle dégradation d'eux-mêmes:

On s'éloigne avec horreur et dégoût du hideux spectacle de ces hommes avinés qui abaissent au-dessous de l'anomalité la nature humaine; on se demande par quelle profonde absence de coeur et de dignité ces misérables peuvent préférer le stupide plaisir de boire au bien-être de leurs familles, comment ils peuvent rester insensibles à la misère de leurs femmes et à la faim de leurs enfants? Sans doute cela indique chez ces hommes un caractère faible, de grandes lacunes dans le sens moral; mais où auraient-ils pris le goût de meilleurs plaisirs? Où, comment, auraient-ils développé ces qualités nobles, qu'on leur reproche de ne point avoir?...Tous les grands horizons de la pensée leur sont fermés...

(I)A.LEO, Lettre au Rédacteur, in loc.cit.

Que faire, au bout d'une longue semaine de travail, quand ce besoin naturel à l'homme d'un peu d'aise et de liberté, d'expansion enfin et de gaité devientimpérieux? Le foyer domestique est froid, sombre, [dénué].(I) La femme, écrasée de soins, fatiguée par les enfants, est triste, de cette tristesse pleine d'irritation qu'éprouve l'être humain, quand il se voit réduit au rôle tout animal de ne donner à sa vie d'autre but que la conservation de son existence...Sans doute, cet homme devrait rester avec les siens, souffrir ou se distraire avec eux, prendre sa femme sous le bras, ses enfants par la main et aller chercher avec eux, dans la campagne, un peu d'air pur et de loisir.(2)

Ce n'est donc pas en les excluant tout simplement qu'on résout cette difficile question. Cela peut se faire en haussant leur niveau culturel, en donnant au travailleur la possibilité de "trouver, aux heures trop rares de son repos, les délassements qui fortifient, au lieu de ceux qui énervent."
Sa critique, qui est partie de la considération d'une triste réalité, ne veut pas rester vaine, car aux yeux d'André Léo il faut toujours tirer des conclusions de toute sorte d'expérience. Dans ce cas, elle croit juste et nécessaire de dire, pour pouvoir espérer dans un futur meilleur, qu'

il ne faut pas bâtir la vie à l'usage seul des généreux et des stoïques. Le nombre en est trop petit. Il faut appeler de tous ses voeux, de toutes ses forces un milieu de plus en plus large, où la plus grande somme de vertu ne sera pas demandée au plus faible.(3)

(I)Ce mot est incertain, car il n'est pas bien lisible.
(2)A.LEO,Lettre au Rédacteur, in loc.cit.
(3)id.

Les faibles et tous ceux qui maintenant ne savent pas réagir à leur condition misérable, ont droit eux aussi à un peu de sérénité. La défense des droits de tous, même de ceux qui semblent ne pas les mériter à première vue, tourne en faveur d'André Léo, car, par là, elle montre son désir équitable de justice.

Surtout, elle sait toujours trouver, grâce à son esprit analytique, les vraies responsabilités des mauvaises situations, et non pas celles qui paraissent l'être à première vue. Si c'était vraiment la faute aux travailleurs de certaines de leurs conduites blâmables, elle n'hésiterait pas à les condamner, mais elle voit les vraies responsabilités ailleurs, dans l'éducation qu'ils n'ont pas reçue, dans leur condition matérielle misérable, dans le trop de travail; c'est tout cela qu'il faut donc changer: l'état de vie. Mais, en attendant, elle propose concrètement que ces travailleurs ne soient pas exclus, par un statut qu'elle condamne, de la participation aux associations, car c'est là, peut-être, un des moyens pour sortir du "cercle vicieux".

Les associations ouvrières une fois constituées, il faut bien que les associés s'adaptent aux règles du statut rédigé auparavant démocratiquement, tous ensemble. Mais cela n'arrive que très rarement, parce que, malheureusement, l'esprit autoritaire de la part de quelqu'un des adhérents vient souvent troubler l'harmonie du travail et des rapports personnels, de manière que l'association est obligée de déclarer faillite.

Les bons rapports entre les travailleurs, l'esprit de justice, le bon sens, la sincérité des vues, la cordialité sont en effet aussi importants que la science commerciale pour la réussite de l'association, car:

Ce n'est pas un simple rouage à forger, c'est un nouvel ordre de rapports à établir entre les hommes. Elle n'a pas seulement pour but le bien-être; elle oblige à être juste; elle élève nécessairement le niveau moral.(1)

Pour illustrer ses idées, André Léo cite plusieurs exemples d'associations qui ont échoué à cause du manque d'entente et du respect des libertés personnelles des associés. L'esprit autoritaire, empêchant la réalisation de la démocratie, sera toujours attaqué et condamné par André Léo. En réfléchissant sur cette nature de l'homme, elle voit dans l'égoïsme et dans l'amour propre la cause de ce comportement, qui pourra être "guéri" seulement par un effort de la volonté:

Il faut bien l'avouer, la démocratie dont on parle tant, n'a tant de peine à passer dans les faits que parce qu'elle n'est guère dans les individus. Pour ordre, il faut être, et l'on ne réalise que ce qu'on a en soi. L'esprit despotique se remarque souvent chez ceux qui réclament la liberté: c'est que l'amour propre révolté suffit pour faire haïr la tyrannie; tandis que pour être équitable envers tous il faut l'esprit de justice et l'immolation de l'égoïsme, en ce qu'il y a de malentendu. Dans le premier cas, il suffit de l'instinct, dans le second, la réflexion et l'effort de la bonne volonté sont nécessaires.(2)

---

(1) A. LEO, Les associations à Nantes, in "La Coopération", 5 mai 1867, n° 18.
(2) id.

André Léo critique aussi ceux qui, étant opprimés, défendaient la liberté, mais qui, après avoir conquis le pouvoir, trouvent bon de commander, tandis qu'ils se plaignent de devoir obéir à leurs supérieurs:

Ce qui se fait opposant...s'est levé au nom de la liberté;il s'assied, après ses conquêtes, sur le trône qu'il s'est construit; il continue de trouver mauvais ce qui le domine, mais il trouve bon ce qui lui est soumis. Du grand au petit, c'est ce qui se passe un peu partout, dans la ville ou dans l'Etat, dans le groupe ou dans la famille.(1)

Si l'esprit despotique est sans aucun doute à condamner, il est cependant facile de comprendre pourquoi il continue de s'exercer:

Et puis il faut dire que les moeurs ne se modifient pas si vite et que treize siècles d'infallibilité religieuse et de despotisme pesant sur une nation, ne la pétrissent pas de vrai droit et d'équité. Ces longues habitudes de l'esprit passent dans le sang, se sucent avec le lait et sont tenaces. Il en est bien peu d'entre nous qui ne vivent plus ou moins les traditions autoritaires...et voilà pourquoi tant de gens poursuivent le triomphe de leurs opinions plutôt que la vérité, et sont bien plus occupés de s'affirmer eux-mêmes que de réaliser une idée.(2)

Aujourd'hui si"généreuse", André Léo changera d'avis à ce propos: de dures expériences, comme la défaite de la Commune,feront qu'elle s'exprime beaucoup plus durement à l'égard de ces

---

(1)A.LEO, Les associations à Nantes, in "La Coopération",n°18.
(2)id.

faux démocrates, qui trament volontairement, dira-t-elle, contre la liberté.

La liberté, si souvent méprisée par l'injuste organisation de la société, dans l'Etat, donc, comme dans la famille, est au contraire le bien suprême de l'homme, parce que c'est seulement en la possédant et en l'utilisant que nous pouvons vaincre la "fatalité" et l'habitude, qui règlent le plus souvent seules notre vie, et choisir nous-mêmes nos règles et notre système de vie.

C'est la liberté d'agir qui permet que l'intelligence puisse faire face et résoudre, d'une manière personnelle et sans contrainte, toute question.

La liberté étant l'un des droits naturels de l'homme, il n'en devrait même pas être question et tout le monde devrait la respecter et la considérer comme le fondement naturel de toute société; mais ce n'est pas ainsi, malheureusement, et si nous en parlons tant aujourd'hui, si nous la considérons si importante pour la vie humaine et comme un bien exceptionnel, c'est parce que nous en sommes encore privés par les tyrannies du monde.

Liberté, ce n'est pas seulement liberté de résoudre à sa manière ses petits problèmes personnels, c'est aussi et surtout liberté d'agir pour "transformer les rapports humains en y faisant pénétrer la fraternité et la justice", car le sentiment, depuis toujours répudié, doit enfin avoir sa part, et

quand donc le sentiment proteste, mon avis est qu'avant de croire, il est bon d'y aller voir. Peut-être plus souvent, trouverez-vous qu'il a eu raison.(1)

Toutes ces réflexions, écrit André Léo, ont été stimulées par les provocations d'un économiste, disciple de Bastiat, qui affirmait, par des sentences autant rigoureuses que ridicules, cette valeur de la liberté:

La liberté, c'est la science et il n'y a pas d'autre science que la liberté. C'est elle qui rend plus ou mêins actives les forces humaines; mais quant à plier ces forces à d'autres lois que les lois inflexibles de l'échange, c'est une entreprise insensée. Couper tous les liens et laisser agir, il n'y a pas d'autre science que celle-là.(2)

Devant répondre à de telles opinions, André Léo affirme, au contraire de l'économiste, l'importance de l'association, notamment pour empêcher le libre cours des événements et la fatalité. Liberté d'agir, donc surtout, pour changer, à l'aide de l'intelligence et de la volonté, l'état de choses désormais impossible à supporter, et non pas "liberté de laisser faire". Selon sa méthode habituelle, André Léo fait suivre ces longues considérations d'un exemple concret: les difficultés de ménage d'une femme. Dans cette maison tout va mal, à l'excès. L'économiste, que voudrait-il faire? Rien. En effet,selon lui, il faut se laisser aller au cours naturel des choses, sans rien faire pour l'empêcher. Suivant cette doctrine, on devrait se

---

(1)A.LEO, L'économiste et la ménagère, in "La Coopération", 25 août 1867, n°26.
(2)Id.

résigner.Mais puisque la situation est véritablement insupportable, lui répond André Léo, il faut au contraire tout faire pour la changer, il faut user sa propre liberté pour faire affirmer ses propres droits, aujourd'hui reniés.(I)
L'exemple de la ménagère est symbolique, naturellement. Toute autre expérience injuste pouvait être mise à sa place. Ce qui compte, c'est la leçon: puisqu'on doit faire tous les jours les comptes avec la réalité, il nous convient de l'améliorer, en luttant, en s'unissant, en revendiquant ses droits.
André Léo combattra encore souvent les principes politiques des économistes, qui expriment en de termes clairs la doctrine chère aux pouvoirs absolus. Le lien qui les unit est clairement et ouvertement reconnu par les hommes du pouvoir, qui en admirent et en étudient les doctrines.
Dans La grande illusion des petits bourgeois,(1876), par exemple,un préfet monarchiste va expliquer à un jeune démocrate, sur la base des principes des économistes comme Dunoyer, Léon Rember et Renan, que l'inégalité est nécessaire sur cette terre:

"Lisez les économistes, monsieur Roger; ils vous diront que la misère est un mal nécessaire, que dans la meilleure organisation sociale, la misère et l'inégalité sont choses inévitables.
Le pieux Léon Rember vous dira...que vouloir supprimer la misère, c'est en quelque sorte condamner la Providence; qu'en retranchant la pauvreté, on en retrancherait le travail. Les économistes vous prouveront que l'aumône est un gaspillage de

---

(I)Cfr. A.LEO,L'économiste et la ménagère, in loc.cit.

fonds et ne sert qu'à contrarier les arrêts de la nature, qui veut que tout homme dont le riche n'a pas besoin disparaisse de ce monde...Oui, comme l'établit Renan, le spectacle du luxe, de la distinction et du bonheur des classes élevées, est le seul épanouissement auquel peuvent prétendre les classes pauvres, de même que dans la fleur, admirable de couleurs et de parfums, s'accomplit la destinée de l'humble racine; l'égalité, si elle était possible, serait la mort du beau, la fin de toute élégance.(1)

Et encore, il établit explicitement le lien qui les unit:

"...si vous voulez devenir homme d'Etat, vous devez perdre les illusions poétiques et enfantines du sentiment",(2)

tel que le désir d'égalité.

Les considérations d'André Léo prennent toujours essor de l'observation de la réalité, disions-nous, aussi bien de la réalité extérieure que de la réalité humaine. Tous ces exemples, qui s'ajoutent dans presque chaque article à ses considérations personnelles, veulent en être la démonstration. Sa volonté, son désir de changement, n'est donc pas aveugle, au contraire. Dans toutes ses observations, elle fait preuve non seulement de logique, mais surtout d'esprit réaliste. Inutile d'espérer, dit-elle en effet, dans un changement immédiat des moeurs et des habitudes des travailleurs. Ils ont trop de siècles d'obscurantisme derrière eux; une culture jusqu'à maintenant et encore aujourd'hui trop faible, une tradition religieuse considérée intouchable, une éducation familiale qui man

---

(1)A.LEO, La grande illusion des petits bourgeois, Paris, bureaux du "Siècle",1876, p.253.
(2)id.

que souvent de rapports vraiment humains et qui est le plus souvent réglée par l'autoritarisme et par la crainte les conditionnent encore. En tenant compte de ces réalités, comme, encore, des abrutissements que le dur travail comporte, il est pratiquement impossible de prétendre d'eux des efforts inouïs, car si toutes leurs conduites ont toujours été réglées par l'intérêt personnel et par l'habitude, ils ne changeront certes pas d'habitude tout d'un coup. Certes, quelques-une répondront, mais ce sera une minorité de forts; pour les autres, rien n'aura changé. L'expérience des associations, si bonne qu'elle soit, n'aura pas de futur si elle ne tiendra pas compte de tout cela, si on empêchera encore aux plus faibles d'y adhérer;les cours du soir, si juste qu'il soit de les multiplier, n'éliminerons certes pas l'ignorance des masses, car ils seront sans doute peu fréquentés, à cause de l'effort suprême qu'ils demandent au travailleur.

On s'est occupé de l'instruction du peuple; des bibliothèques, des cours du soir ont été fondés qui mettent le manoeuvre à même de développer dans une certaine mesure son intelligence. Mais a-t-on assez réfléchi au courage exceptionnel qu'il faut à un ouvrier pour s'en aller, au sortir d'une journée de travail, de dix à douze heures, aussitôt après son repas, quand ses nerfs lassés se détendent et que ses forces alanguies l'invitent au repos,[pour aller se renfermer dans une école, à étudier]?
Pour avoir ce courage, et l'on peut dire cette austérité,... il faut assurément une volonté peu commune, et ce sont les forts seulement qui peuvent être ainsi aidés.Les autres, c'est-à-dire le grand nombre,...restent indifférents à l'avantage qui leur est offert...

Sans méconnaître tout le bien opéré par les établissements d'instruction à l'usage du peuple, et tout en désirant qu'ils se multiplient,....je crois donc qu'ils ont pour résultat de mieux trancher les différences naturelles et de séparer, du trop peu des faibles, l'élite des forts.(1)

Ce qu'il faut faire, c'est attaquer le mal efficacement, en combattant la misère elle-même dans ses causes, en rendant accessibles à tous les conditions de moralité et d'intelligence nécessaires à tout être humain.

Pour y parvenir, suggère André Léo,....c'est de la masse qu'il faut s'occuper; ce sont les enfants, les pères de famille indifférents, les abrutis eux-mêmes et les débauchés qu'il faut attirer aux idées fécondes, non pas en les invitant à des efforts, dont s'effraierait leur faiblesse, mais en frappant leur imagination, en séduisant leurs désirs.(2)

La morale de l'homme a toujours été son intérêt. Ce qu'il faut faire, c'est donc lui montrer que c'est précisément grâce à l'instruction qu'il aura les moyens pour se défendre. Mais il ne faut pas lui présenter cette tâche comme un effort; au contraire, l'attirer à soi par une présentation agréable:

L'avenir de l'éducation est tout entier dans la possibilité de rendre la morale attrayante et de la faire pénétrer dans la vie comme le parfum dans la fleur. On commence, pour l'éducation des enfants, à placer le stimulant des recompenses au-dessus de la crainte des punitions. La crainte est dans l'ordre moral

---

(1)A.LEO, Les fêtes coopératives, in "La Coopération", 24 mars 1867, n°15.
(2)id.

comme le froid dans l'ordre physique; elle resserre et comprime l'essor de la vie. Tout ce qui est active, au contraire, et favorise cet essor, est condition de santé, de vigueur, de grâce, de richesse.
Le peuple, sans le comparer aux enfants, car nous le sommes tous, à cet égard, le peuple a besoin d'expansion, de gaité, de mouvement, de spectacle, de quelque chose enfin qui satisfasse en lui la recherche instinctive du beau et le goût... de la diversité dans la vie. Il a besoin de fêtes.(I)

Mais ces fêtes, pour qu'elles attirent, doivent être animées par un idéal, qui, seul, passionne les gens. Les fêtes religieuses et publiques ne les enthousiasment plus, parce qu'ils y assistent en simples spectateurs, sans y participer par le sentiment. Les fêtes qu'André Léo souhaite doivent au contraire être animées par une idée puissante et être organisées par un groupe qui, aujourd'hui restreint, s'élargira sans doute, parce que lorsqu'on connaîtra ses idéaux, tout le monde s'y joindra. En effet,

il y a, il y aura toujours, des idées générales, universelles, reconnues de tous. L'Association des travailleurs est, nous le croyons tous, une de ces idées qui sont destinées à changer la face du monde et à rallier tous les esprits. Elle est la mise en pratique, par la science des rapports humains, de la fraternité, jusqu'ici vainement prêchée.
Toutes les corporations, autrefois, avaient leurs fêtes. Pourquoi l'Association des travailleurs, unis en vue d'arriver, par le bien-être, à l'indépendance, n'aurait-elle pas les siennes, qui seraient les anniversaires de ces principales fondations?

(I)A.LEO, Les fêtes coopératives, in loc.cit.

La force du principe qu'elle porte en elle ne produirait ici, assurément, rien de conventionnel ni de factice; mais une fête véritable, où la joie des résultats acquis, l'espoir des conquêtes futures, animeraient d'un même esprit tous les assistants.(1)

André Léo se soucie que ces idées deviennent véritablement vivantes et universelles: à ce propos, il faut qu'on en parle, qu'on en discute, il faut que la famille croie dans ces principes, que ceux-ci s'affirment aux yeux de tous. Il s'agit donc de croître ensemble, en s'engageant dans une réflexion suggérée par les quelques "privilégiés" et qui conduise à l'universalisation des principes de l'Internationale.
La tâche, pas impossible à réaliser, n'est pas facile non plus, car il s'agit d'ébranler des mentalités qui refusent maintenant même toute réflexion. Mais l'optimisme d'André Léo se voit clairement dans la joie qu'elle fait percer dans ses paroles à la pensée de l'effet qu'auront ces fêtes:

Ces fêtes, dont chaque association ferait elle-même le programme, seraient entre associés l'occasion d'une fraternité de mieux en mieux établie, elles seraient l'attrait, le rayon destiné à fertiliser, peu à peu, ces lieux sombres, où la vie ne produit que des végétations malsaines; elles seraient, au dehors, l'éclat, l'illumination et le retentissement de l'idée.(2)

La question, ainsi amorcée, des rapports entre les travailleurs

---

(1)A.LEO, Les fêtes coopératives, in loc.cit.
(2)id.

qui ont déjà pris conscience de l'importance de la lutte pour la revendication des droits et ceux qui refusent encore, pour des raisons compréhensibles mais non justifiables, même d'en discuter, va se précisant chez André Léo peu à peu, jusqu'à aboutir à la formulation d'un programme clairvoyant, qui dépasse à la longue les simples déclarations idéalistes de quelques autres socialistes. Il s'agit pratiquement de la conviction qu'il est impossible de pouvoir arriver au socialisme en combattant, au lieu d'aider, ceux qu'elle appelle des "attardés", c'est-à-dire ceux qui, tout en aspirant à l'égalité, n'ont pas encore clairement aperçu les moyens pour y parvenir. Ceux-là, il faut les faire raisonner, il faut leur faire comprendre quels sont les vrais buts des socialistes. Ils s'en apercevront, mais très lentement.Il ne faut donc pas perdre patience, mais espérer, car si le chemin à faire est long et fatiguant, il n'est toutefois pas impossible.
Ce dont il faut toujours tenir compte, c'est surtout de ne jamais nous comporter en despotes: jamais mépriser, mais toujours comprendre, car si nous croyons vraiment à la liberté, il serait contradictoire de s'autoriser à condamner des hommes pour la seule raison qu'ils ne pensent pas comme nous. C'est une leçon de justice qu'André Léo va nous donner.

Ces idées représentent la conclusion d'un discours anti-autoritaire et en faveur de l'alliance et de la coopération commencé déjà il y a quelque temps et qui s'était exprimé concrètement dans sa prise de position enfaveur des associations

ouvrières ouvertes à vraiment tous les travailleurs et en faveur des fêtes coopératives qu'elle voyait comme une des conditions essentielles pour leur maturation politique; Conclusion du discours, donc, qu'elle avait commencé en se montrant critique à l'égard de l'esprit autoritaire qui dirige malheureusement encore nos actions; en comprenant, au lieu de condamner, les conduites blâmables d'un grand nombre de travailleurs. Toutes questions, celles-ci, qu'on vient d'examiner. Conclusion d'un discours déjà commencé, disions-nous, mais seulement dans le sens qu'il comprend des idées déjà formulées séparément et dont il représente la synthèse; il ne s'agit pas du tout d'un discours conclusif ou final, car il sera au contraire confirmé et même approfondi plus tard, le long de toute sa carrière d'écrivain.

II.I.2. La lettre à "L'Egalité"

Cette doctrine antiautoritaire est clairement décrite dans une lettre qu'André Léo envoye à "L'Egalité",(I) justement po

---

(I)Hebdomadaire qui fut fondé à Genève à la fin de décembre 1868, "L'Egalité" était l'organe de la Fédération des sections romandes de l'Internationale. Bakounine,Perron,J.Guillaume et Schwitzguébel furent les principaux rédacteurs jusqu'au 3 janvier 1870, jour dans lequel la majorité du conseil de rédaction, sept membres sur neuf, annonça qu'elle se retirait et qu'elle cédait la place à Waehry. La raison de cette décision était dans

pour préciser son programme, vu que la direction du journal lui avait demandé sa collaboration.

De cette lettre, il nous semble important de reproduire au moins les passages les plus significatifs, car on y lit les idées qui représentant l'ossature de tout le système politique d'André Léo:

...Je suis d'accord avec vous sur le but; nous différerons quelquefois sur les moyens. Je sens toutes les tristesses et t toutes les colères que doit exciter le spectacle d'un monde où la misère des travailleurs est la condition nécessaire de l'abondance des oisifs. Un tel système inique, meurtrier, dépravant pour tous, doit être changé. S'il peut être expliqué du point de vue historique, il ne peut être justifié du jour où la conscience humaine a admis les principes supérieurs qui le condamnent...Un ordre prétendu qui admet la souffrance comme condition de ce qu'on appelle la paix, n'est que le désordre, et il n'y a point de science économique, si profonde qu'elle se dise être, que ne réduise à néant la protestation du plus humble des travailleurs, réclamant avec le sentiment de son droit le bien-être, l'instruction, et le loisir nécessaire à toute créature morale et intelligente.

---

le fait que "celui-ci prétendait continuer à rester membre du Conseil -où la présence de ce pauvre homme ne pouvait faire aucun mal. Ils étaient sept contre un, (Paillard ne comptait pas)et les sept battirent en retraite, laissant le grotesque fantoche maître du champ de bataille!"(J.GUILLAUME,L'Internationale, op.cit.,t.I,p.270.) De cette manière "L'Egalité" tomba des mains de l'Alliance de la Démocratie Socialiste à celles des sections romandes de l'A.I.T.

La justice, en un mot, n'a qu'une base, qu'une définition, l'égalité. Mais nous ne pouvons arriver à ce qui doit être qu'en comptant avec ce qui est, je veux dire avec les conditions naturelles, et même actuelles, de la pensée et de l'action dans l'être humain.
Avant d'agir, il faut connaître le terrain sur lequel on doit marcher; la volonté est un grand levier, mais tout levier doit porter sur quelque chose.
D'un autre côté, qui revendique au nom de la justice doit l'observer. Les soutiens du droit, cause sacrée, doivent-ils imiter les actes de ceux qui, n'ayant en vue que des intérêts, y marchent par tous les moyens?

Si la colère est facile à ceux qui souffrent, si leur impatience est légitime, ceux qui acceptent la noble tâche de répandre l'idée,....ont besoin de juger les choses d'un point de vue général, avec une réflexion impartiale et une connaissance aussi approfondie que possible de l'état des esprits et des possibilités d'action.

On arrive alors à constater que même parmi les privilégiés du système, l'ignorance -l'ignorance véritable, celle du vrai- n'est pas moindre généralement que parmi ceux qui ne savent ni lire ni écrire. En mettant hors de cause la classe des exploiteurs de profession, l'inconscience est générale. Elle existe dans les foules de toutes les classes, de même que dans toutes les classes les intelligences d'élite aspirent au bien, reconnaissent l'égalité, et cherchent les moyens de l'établir. Il s'agit à mes yeux, vous le voyez, de s'entendre bien plus que de se haïr, de s'éclairer bien plus que de se vaincre.

Sans doute,il y a des cercles vicieux qu'il faut rompre, parce qu'ils empêchent tout progrès;... il faut avant tout se faire comprendre...;...rien ne vit en ce monde que par concours et consentement, l'organisme social comme l'individu.

C'est pourquoi rien ne me semble plus funeste aux intérêts de la démocratie que cet esprit d'attaque et de dénigrement... La démocratie -une minorité- en face du pouvoir armé, en face d'une foule ignorante, que son inertie morale et intellectuel

le donne presque tout entière à l'ordre établi, semble prendre à tâche de se diviser à l'infini...par l'intolérance des opinions.

Chacun de ces groupes...jette aux groupes voisins des regards de défi, des paroles d'insulte et les traite en ennemis. Qu'ont fait ces criminels? Ils ne pensent pas tout à fait comme nous.

Est-ce une raison de soupçonner leur bonne foi? Et de les traiter avec mépris?...Nous flétrissons les moyens odieux du despotisme, qui règne par la violence et par la terreur;nous raillons...le joug insolent de ces clergés qui prétendaient régler l'essor de la pensée et gouverner la conscience. En répudiant ces vieux et sanglants dogmatismes, devons-nous garder leur esprit?...Allons-nous aussi excommunier?...Nous croyons à l'égalité. Soyons conformes à notre foi en respectant la dignité d'autrui comme la nôtre...

...Car tous les yeux ne voient pas de la même manière. Nous-mêmes nous avons changé. Nous pouvons nous modifier encore et nous devons même l'espérer -à moins d'être absolument sûre que nous possédons la science complète et la perfection absolue...

Ce sont des attardés; je vous l'accorde; eh bien? Mais ils sont en route; mais ils suivent le chemin que vous avez déjà parcouru...

Qu'on manque de tolérance pour les gens qui vous pillent, vous calomnient, vous emprisonnent, vous mitraillent, à la bonne heure. Ces gens-là sont bien nos ennemis et le cas de légitime défense nous oblige à les combattre avec les armes qu'ils emploient eux-mêmes. -Mais ceux qui adoptent le même but que nous, qui cherchent comme nous la justice dans l'égalité des conditions sociales pour tout être humain, ceux même qui, n'adoptant pas nettement ce but y tendent en définitive, en s'efforçant d'élargir la vie commune, ceux-là, les combattre et les écarter parce que leurs moyens diffèrent des nôtres, c'est frapper sur nous-mêmes, combattre notre propre armée, jouer le jeu de nos ennemis.

...Sans doute, l'homme "peut" quand il "veut".Mais il ne veut qu'en raison de ce qu'il est, de sa situation, de ses lumières...Ils sont rares ceux qui peuvent être subitement éclairés par le choc d'idées contraires.

S'il était facile de transformer les esprits, les transformations sociales aussi seraient faciles, immédiates. Il suffirait de montrer l'intérêt commun, qui est le fond de toute amélioration vraie. Il n'en est pas ainsi. Constater cette vérité est-ce donc s'en réjouir?...

...Lenteur fâcheuse! -Oui, mais que voulez-vous, l'homme est ainsi fait qu'il doit, pour arriver en un lieu, parcourir successivement tous les points de la distance. Et sa volonté, de même, est ainsi faite que si vous l'entraînez de vive force où il ne veut point aller, il luttera, vous échappera et s'enfuira plus loin qu'il n'était auparavant. Est-ce un mal? Non, puisque c'est par là qu'il rejette le despotisme dès qu'il ne le consent plus...

Ces manières de voir ne me paraissent pas celles de la plupart de vos collaborateurs. A mon avis, il importe peu, puisque notre but est le même...Seulement, après l'annonce que vous avez bien voulu faire (en termes trop flatteurs)de ma collaboration,(1)j'ai dû signaler ces différences et m'expliquer. ...(2)

II.I.3. La réponse de Bakounine et de Perron

Mais ces réflexions semblèrent aux rédacteurs de "L'Ega

---

(1)Dans son n°6(27 février 1869),"L'Egalité" annonçait en effet en ces termes que Mme Champseix allait écrire dans ses colonnes:"Nous enregistrons une nouvelle qui fera, nous n'en pouvons douter, le plus grand plaisir à nos lecteurs. Un des premiers écrivains socialistes de France,Mme André Léo,a bien voulu nous donner l'assurance qu'elle consentait à prendre place parmi les collaborateurs de "L'Egalité".

(2)A.LEO,Lettre du 2 mars 1869 adressée à l'un des membres de

lité", notamment à Bakounine et à Perron, antirévolutionnaires. Sans comprendre la cohérence de la pensée d'André Léo, qu'ils avaient jusqu'à ce moment là appréciée, ils la condamnèrent aussitôt après. Sa "tactique" fut publiquement réprouvée et désavouée, ce qui coupera à André Léo la rupture immédiate avec "L'Egalité".(I) A ce propos, Perron commente:

Nous comprenons le sentiment élevé qui a dicté la lettre qu'on vient de lire,(2)mais nous ne saurions nous laisser entraîner par ces élans de coeur; nous savons trop qu'ils ont toujours réussi à perdre la cause du peuple, et nous ne pouvons, nious devons oublier quelles tristes conséquences l'esprit de conciliation a eu pour la classe ouvrière, pour cette classe qui, ayant toujours souffert, s'est toujours révoltée et a toujours été trompée par trop de confiance, par trop de bonté, pour cette classe qui a si généreusement versé son sang pour le plus grand profit de ceux à qui elle avait fait des concessions, pour la bourgeoisie, qui maintenant l'opprime et l'affame.(3)

---

l'association de "L'Egalité", in "L'Egalité",I3 mars I869,n°8.
(I)Comme épilogue à cet"incident","L'Egalité"du I0 avril I869, n°I2, publia ce simple avis: "Nous avons le regret d'annoncer que Mme André Léo ne continuera pas de collaborer à la rédaction de "L'Egalité"."
(2)Ces lignes suivaient en effet tout de suite la lettre citée d'André Léo.
(3)[C.PERRON], [Critique à A.Léo], in "L'Egalité",I3 mars I869, n°8. L'article n'est pas signé, mais J.Guillaume affirme avec assurance qu'il est à Perron.(J.GUILLAUME,L'Internationale,op. cit.,t.I,p.I50.)

Perron ajoutait que"tout compromis, toute concession aurait pour effet de reculer l'émancipation complète du travail"; et que c'est pour cette raison que le Congrès de Bruxelles avait "manifesté la volenté des travailleurs de rompre avec la démocratie bourgeoise, et déclarant en quelque sorte que l'A.I.T. ne veut plus reconnaître d'autre politique que celle qui aurait pour but immédiat et direct l'affranchissement radical du dernier des misérables."(1)

André Léo et quatre de ses amis envoyèrent alors à"L'Egalité" des reponses que celle-ci refusa de publier; et cette fois ce fut Bakounine lui-même qui se chargea de répondre aux "conciliateurs":(2)

Nous avons reçu deux lettres, l'une de Mme André Léo, l'autre signée collectivement par quatre personnes: MM Elie Reclus, Louis Kneip, A.Devaud, et Albert, cordonnier. Ces lettres sont inspirées du même esprit de conciliation vis-à-vis de cette bonne classe bourgeoise qui nous mange si tranquillement tous les jours, comme si c'était la chose la plus naturelle et la plus légitime du monde, et de protestation contre les tendances de notre journal, parce qu'ayant arboré le drapeau de la franche politique du prolétariat il ne veut consentir à aucune transaction. C'est vrai, nous avons les transactions en horreur. L'expérience historique nous démontre que dans toutes les luttes politiques et sociales elles n'ont jamais servi que les classes possédantes et puissantes, au détriment des tra-

---

(1) [C.PERRON], [Critique à André Léo], in loc.cit.
(2) "L'entrefilet n'est pas signé, mais certains coups de boutoir en indiquent suffisamment la provenance".(J.GUILLAUME, L'Internationale, op.cit., t.I, p.150.)

vailleurs.

Le défaut d'espace ne nous permet pas d'insérer ces deux lettres. En présence de la coalition des patrons qui menace de nous affamer, nous avons autre chose à dire et à faire qu'à polémiser contre le socialisme bourgeois.(I)

II.I.4. "L'Agriculteur"

André Léo reste pourtant toujours fidèle à son idée et elle fait encore plus: elle cherche à la réaliser concrètement.

Un programme d'information socialiste est en effet souhaité et puis précisé dans ses lignes particulières. Seulement, elle limite le champ d'action aux paysans, qui représentent toutefois la majorité des "réactionnaires".

André Léo a compris d'avance que la coalition, l'alliance de tous les travailleurs, était nécessaire pour former un mouvement capable de revendiquer, par son unité, et par sa force, les droits qu'une minorité d'usurpateurs lui avaient abusivement enlevés. Ce manque d'unité a été selon elle la cause des malheurs passés de la France et il le sera des futurs aussi, si la minorité privilégiée continuera à avoir encore le monopole des masses. Les pertes des républicains aux suffrages universels, et plus tard, la défaite de la guerre contre la

---

(I)[M.BAKOUNINE],[Critique à André Léo],in "L'Egalité",27 mars 1869,n°10.

Prusse, l'échec de la Commune, auront pour André Léo leur cause principale dans le manque d'unité, dans l'isolement dans lequel se trouvent les grandes villes, où la cause républicaine est fortement défendue, par rapport aux provinces, où les travailleurs, au contraire, n'ont pas encore pris conscience des causes de leur condition.

Les différences entre les deux parties seront plus profondément expliquées dans le premier paragraphe du prochain chapitre.

André Léo croit donc qu'une oeuvre de propagande bien faite pourrait éviter à la France d'autres malheurs et permettre l'organisation d'un mouvement ouvrier fort et uni.

C'est dans ce but qu'avec d'autres amis elle propose la réalisation d'un journal fait exclusivement pour les paysans et qui tienne compte de leurs intérêts, de leurs préjugés, de leurs goûts, de leur nature. Il devrait s'appeler "L'Agriculteur".

Paul Lacombe, J.Toussaint, Elysée Reclus rédigent avec André Léo une circulaire où ils apprennent leur résolution à entreprendre une oeuvre d' "éclairage" pour illuminer tous ces gens qui, vivant dans un obscurantisme séculaire, ne s'aperçoivent pas être économiquement et politiquement (par le vote) exploités. Ils écrivent en effet:

> ...le moyen le plus légitime et le plus sûr de triompher des vices et des incohérences du régime actuel est d'éclairer les masses populaires.

Les vrais coupables, ce ne sont donc pas les paysans, mais ceux qui les ont trompés. Seulement contre ceux-ci on doit diriger l'attaque, les autres, on doit les aider à comprendre:

Voici plus de dix-huit ans que les paysans gouvernent la France -par délégation.

Nous respectons en droit le suffrage universel. Le peuple est et doit être souverain. Mais, au sortir d'un long abaissement, le peuple, ignorant et crédule, pauvre et dépendant, privé de tout moyen de juger les faits et les hommes, ne pouvait qu'abdiquer, en abaissant avec lui sous le même joug, par la force du nombre, la partie éclairée de la nation.

A partir de l'établissement du suffrage universel, la tâche de la démocratie était évidente: éclairer le peuple, et particulièrement celui des campagnes, plus ignorant et plus nombreux.

De grands obstacles sans doute se sont opposés tout d'abord à l'accomplissement de cette tâche. Mais depuis que les droits imprescriptibles de la parole et de la pensée ont repris quelque autorité, c'est vers les campagnes qu'auraient dû se tourner tous les efforts de la démocratie, puisque c'est là, on le sait trop bien, que se trouve le noeud d'une situation si lourde à tout ce qui pense et si funeste à l'honneur et à la prospérité réelle du pays.(1)

Toujours lucide, concrète, André Léo et ses amis pensent que "L'Agriculteur" devra être un journal particulier, différent des autres. Les questions du style et du contenu sont considérées comme fondamentales, les thèmes à discuter, la manière

---

(1)P.LACOMBE,J.TOUSSAINT,E.RECLUS,A.LEO, A tous les démocrates. "L'Agriculteur", journal du dimanche,(circulaire) Paris, impr.de J.Voisvenel,14,rue Chanchat,1870,p.1.

de les exposer, la progression des pages, tout cela aussi est le sujet de leur attention. Ils résolvent ces problèmes en considérant la nature particulière du paysan:

...le mouvement démocratique des villes ne s'étend pas aux campagnes...Nous parlons un langage qu'ils ne comprennent pas. C'est pour cela que l'envoi des journaux de Paris dans les villages n'a aucune utilité, et produit bien plutôt un effet contraire à celui qu'on attend.
...La langue politique et la langue lettrée sont pleines d'allusions et de finesses qu'il n'entend pas...Privé d'éducation morale et intellectuelle, il croit n'avoir que des intérêts matériels, et ceux-là mêmes il les connaît mal. Comme il n'a aucune base pour asseoir son jugement, il s'en rapporte forcément à la routine, au pouvoir, à la peur de tomber dans un mal pire. Sa politique suit les cours du marché.

Il est donc nécessaire d'écrire pour le paysan un journal spécial, qui lui parle surtout de ses intérêts, mais en s'efforçant d'en agrandir le cercle. Une propagande trop ouverte serait imprudente et vaine: le paysan est prévenu par la calomnie, et sa défiance est justifiée par son ignorance. Pour tourner ses préventions et son parti pris, il faut mettre de côté les noms et les mots, ne le conduire à l'idée que par le chemin des faits; ne l'entretenir tout d'abord, dans un langage simple mais pur, que de ce qui le touche et l'intéresse déjà. ...si on l'amène à la volonté de connaître ses propres affaires et d'y voir clair, on aura déjà fait plus de la moitié de la tâche, et l'idée républicaine seule en profitera.

Ce n'est point par la violence qu'on gagne les esprits. Pour se faire entendre du paysan, il faut tenir compte de ses préjugés, de ses goûts, de sa nature. Il faut, en un mot, composer le journal pour ses lecteurs. La politique n'occupant dans leurs préoccupations tout au plus que la seconde place, "L'Agriculteur" consacrera ses premières colonnes au bulletin agricole de la semaine, contenant les nouvelles générales des

récoltes et des marchés, et des conseils sur les travaux de la ferme, suivant la saison.
Viendra ensuite le bulletin politique, rendant compte des faits principaux avec impartialité; mais toutefois en signalant les conséquences de ces faits au point de vue des intérêts populaires. Puis, une page d'histoire de France, non la vieille histoire des faits et des gestes des rois; mais celle du peuple. Des articles de science appliquée aux usages de la vie; les grandes inventions et leurs conséquences; un chapitre de droit usuel; des biographies, des préceptes d'hygiène; des faits divers avec leur moralité; un feuilleton dont le sujet sera pris dans le milieu populaire, achèveront de remplir les colonnes de "L'Agriculteur".(1)

Construit de cette manière, le journal ne pourra qu'avoir du succès:

Ainsi approprié aux goûts et aux besoins de ses lecteurs, ce journal doit réussir.(2)

Les signataires, croyant que ce journal ne sera probablement pas acheté au début, ajoutent qu'il serait opportun que les démocrates s'abonnent eux-mêmes et qu'ils prêtent le journal, car seulement après l'avoir connu les paysans l'achèteront. Ce que les démocrates auront alors fait, ce sera une oeuvre de "salut commun". Quant aux fondateurs du journal, ils consacreront gratuitement leur travail.

Ce journal n'eut pas de futur. Tant souhaité, dans cette période de régime impérial les difficultés pour organiser une oeuvre de propagande démocratique étaient vraiment énormes.

---

(1) P.LACOMBE, J.TOUSSAINT, E.RECLUS, A.LEO, A tous les démocrates. "L'Agriculteur", op.cit., pp.1-2.
(2) id.

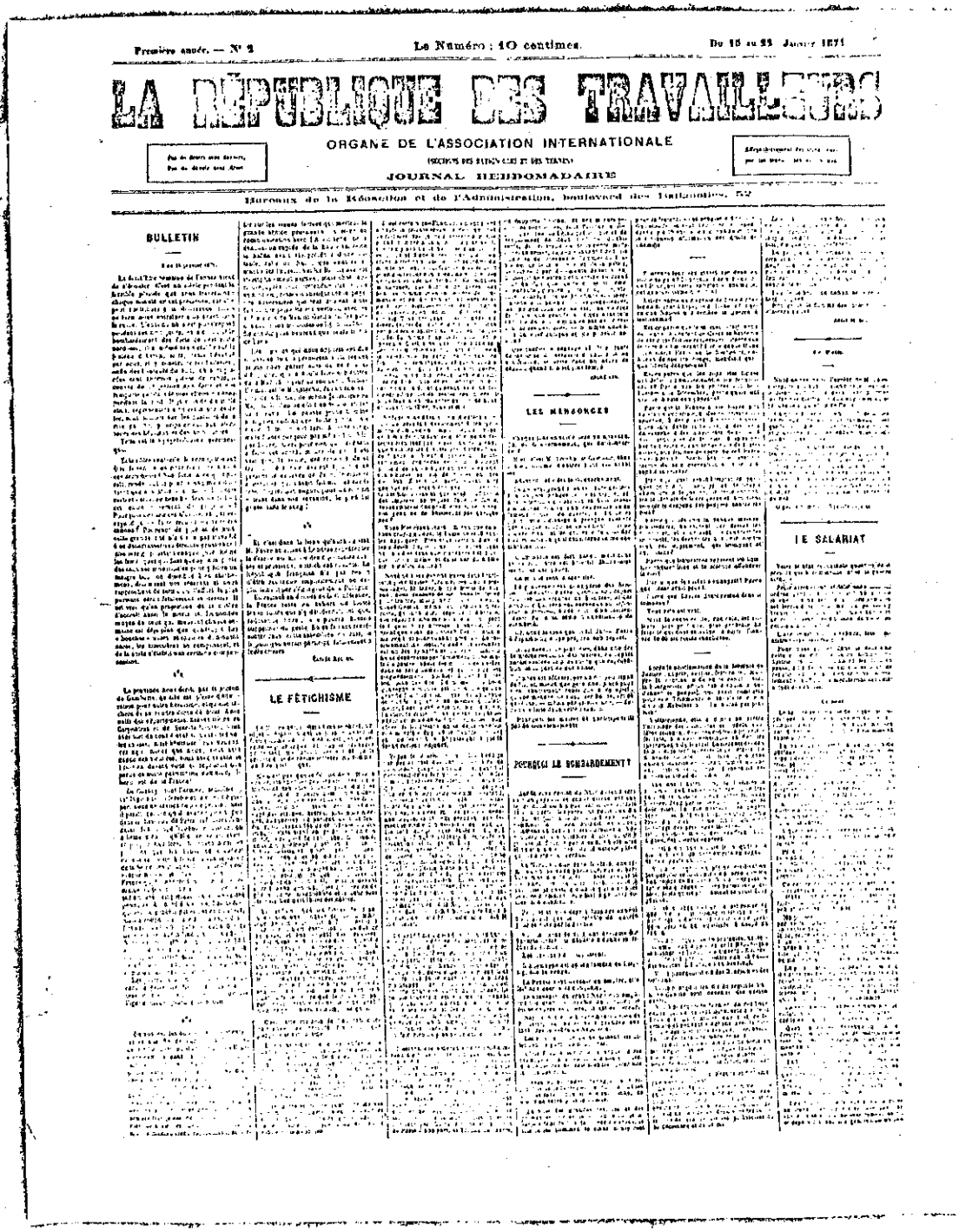
II.I.5. "La République des Travailleurs"

Mais André Léo ne perd pas de courage. L'Empire tombé, elle fonde avec d'autres compagnons, parmi lesquels ses amis inséparables B.Malon, Elie et Elysée Reclus, un journal, "La République des Travailleurs".(I)
Ici l'on trouve plusieurs articles signés par son nom. Il s'agit surtout d'articles où elle invite le peuple à prendre conscience, à réagir de sa condition de spectateur, à condamner le gouvernement qu'elle ne cesse jamais de stigmatiser.
Le but du journal, explicitement et clairement traité dans le premier numéro et repris dans le numéro 5, est d'inciter le peuple à la lutte pour

l'accomplissement des promesses de la Révolution française, l'institution d'un ordre nouveau, fondé sur la justice, à la place de l'ordre ancien, fondé sur le privilège.(2)

(I)"La République des Travailleurs", organe de l'Association Internationale, sections des Batignolles et des Ternes, était un hebdomadaire. Dès le 3 février 1871 il devint un quotidien. Paris, IO janvier 1871(n°1)-4 février 1871(n°6).En marge du titre on lit des devises:"Pas de droits sans devoirs, pas de devoir sans droit" et "affranchissement des travailleurs par les travailleurs eux-mêmes".
(2)A.LEO,BERTEAULT,BUISSON,CHALAIN,CHATE,COUPEHY,DAVOUST,DIANOUX,DOBY,HUET,LANJALLEY,MALON,MANGOLD,E.RECLUS,E.RECLUS,A.REY,R.SEVIN,Notre programme,in"La République des Travailleurs", IO janvier 1871,n°2. Les mêmes idées,on les trouve dans: LA REDACTION,Notre programme,in "La République des Travailleurs", 3 février 1871,n°5.

Un exemplaire de "La République des Travailleurs"



Première année. — N° 2 Le Numéro : 10 centimes. Du 15 au 22 Janvier 1871

LA RÉPUBLIQUE DES TRAVAILLEURS

ORGANE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE

SECTIONS DES BATIGNOLLES ET DES TERNES

JOURNAL HEBDOMADAIRE

Bureaux de la Rédaction et de l'Administration, boulevard des Batignolles, 52

BULLETIN

LE FÉTICHISME

LES MENSONGES

POURQUOI LE BOMBARDEMENT ?

LE SALARIAT

Les difficultés pour triompher sont pourtant reconnues énormes, car

Tous les commandements, toutes les forces publiques sont encore et toujours aux mains des libéraux. La presse, qui leur appartient pour la plus grande part, soutient leurs intérêts et répand leurs opinions; leur voix seule se fait entendre.(I)

Outre à la propagande que fait le parti opposant pour s'attirer les sympathies des travailleurs, une autre importante question, la répétion des événements, l'habitude, conditionne ceux-ci, qui, n'ayant jamais vu de changement possible, désespèrent de l'obtenir et qui croient que le mauvais gouvernement doit être la règle de tout régime. Pour cela, au lieu de le combattre,ils s'y abandonnent et l'acceptent sans lui faire opposition. La situation politique va en effet malheureusement se répétant depuis longtemps, et même si aujourd'hui le gouvernement est nommé républicain, les hommes du pouvoir se portent toujours en monarchistes:

La situation est la même qu'en 1848, sauf qu'elle est plus tranchée, plus nette et que beaucoup d'illusions ont disparu. Personnellement ou représentativement les hommes du pouvoir sont toujours les mêmes. Nous connaissons les préjugés, les ignorances, les antipathies et l'absence de principes de ces libéraux, qui n'ont pour politique et pour croyance que l'expédient, la peur de l'inconnu et le respect d'un ordre factice. Entre l'ordre ancien et l'ordre nouveau, malgré leurs hésitations, au

---

(I)A.A.V.V.,Notre programme; in loc.cit.

bout de tous leurs tâtonnements, ils se rangeront toujours du côté de l'ordre ancien. Le privilège a toutes leurs tendresses et garde pour eux tout son prestige. L'égalité n'est pour eux qu'un rêve coupable et ils ne connaissent d'autre justice que celle des faveurs arbitraires du sort...L'histoire du despotisme au point de vue social, comme au point de vue politique se recommence éternellement sous différents noms. C'est toujours le petit nombre bien armé, bien discipliné, contre la foule, lésée, mécontente, mais sans cohésion, sans lien, sans mot d'ordre, ignorant ses forces et ne sachant pas les employer.(I)

Le but principal des socialistes et de ce journal en particulier, est de donner au peuple précisément ce lien, ce mot d'ordre, afin qu'il reconnaisse la vérité de leurs paroles,ou mieux, de leurs actions, et qu'il participe activement à la lutte pour le progrès social.Mais de quelle manière le peuple comprendra-t-il ces paroles et ces actions? Le journal donne la réponse:

C'est par l'examen de la vie réelle, par cette appréciation des faits injustes, touchants, sublimes,...., c'est par cet enseignement vivant et pénétrant, que l'idée révolutionnaire saisira promptement les masses et s'y répandra largement. Voici les causes de votre souffrance, voici ce qui devrait être. (2)

Pour que la prise de conscience soit possible, la politique ne devra plus être la "science mystérieuse" dont le vulgaire ne

---

(I)A.A.V.V.,Notre programme, in loc.cit.
(2)id.

parle jamais; il faut qu'elle devienne la "science de tous", mise à la portée de toutes les consciences, des femmes aussi.Donc:

Il est temps d'appeler à la démocratie la femme, dont on a fait l'adversaire par une exclusion insensée.(1)

Mais la tâche la plus urgente est l'union des travailleurs pour libérer la France du joug des Prussiens, et pour sauver la République:

Tâche nécessaire, urgente, car dans l'état actuel des divers groupes révolutionnaires, l'absence de lien, de communication immédiate entre les intéressés laisse toutes facilités aux empiètements du pouvoir...Nous avons la République de la liberté à défendre, nous avons la République de l'égalité à fonder. Nous avons enfin, à l'heure actuelle, à combattre de toute notre indignation les inerties, les platitudes et les incapacités de ceux qui ont osé se charger de sauver la France et qui la perdent; nous devons tripler nos courages pour triompher à la fois des obstacles intérieurs et de l'ennemi du dehors. Peuple de Paris, à l'oeuvre, à la lutte, à la bataille! De tout bras, de tout coeur, de toute pensée! car la vie ou la mort, la renaissance ou la décomposition, sont au bout de cette épreuve.
L'année qui s'ouvre dira le mot du problème;...il faut triompher; il faut être, et le seul moyen est de se grouper pour l'action commune sous le même drapeau.(2)

Mais, en ce moment précis, l'union de tous les travailleurs n'est pas suffisante pour venir à bout de la guerre et de la mauvaise administration du gouvernement: "La République des

---

(1)A.A.V.V., Notre programme, in loc.cit.
(2)id.

Travailleurs"croit indispensable que les libéraux aussi se désolidarisent du gouvernement et qu'ils en finissent avec leur défiance envers le peuple et les socialistes. Si leur intérêt est le même que le nôtre, il faut que nous nous unissions pour sauver la République contre les bonapartistes et la France contre la Prusse. Seule notre union pourra garantir notre honneur et notre vie:

En somme, ce qui nous enchaîne à ces incapacités, à ces faiblesses, qui n'ont écarté de nous aucun danger et sont devenues le danger même, ce sont nos divisions;c'est la défiance des libéraux contre le peuple, contre le socialisme. Et bien! Ces divisions, il faut les étouffer, car l'union seule peut nous sauver. Cette phrase, que les libéraux ont tant répétée, sans l'avoir assez à coeur, nous la répétons à notre tour. A l'heure qu'il est , il n'y a plus qu'une question sociale: sauver notre vie et notre honneur.Après, la discussion recommencera,vive, ardente, emportée peut-être; aujourd'hui, qu'elle soit suspendue pour ce but instant, suprême, le salut commun.(I)

Si le gouvernement n'est pas capable de défendre son pays, qu'on le change, qu'on mette à sa place des chefs habiles;les libéraux, qui en font partie, pourraient l'obliger à renvoyer plusieurs de ses représentants:

Il faut en finir avec ce fétichisme gouvernemental,qui voit la chute d'un monde dans un changement de personnes.S'il ne se retire pas, retirez-vous de lui;...il ne vit que par vous. On a donné un mandat, on le reprend;quoi qûe plus simple?Chez

---

(I)LA REDACTION, L'union pour le salut, in "La République des Travailleurs",du 22 au 29 janvier 1871,n°3.

un peuple imbu de l'esprit de liberté, ces choses-là se feraient d'elles-mêmes. Que nous faut-il? Des chefs habiles, énergiques. Sauf les bonapartistes et les Prussiens, tout le monde est de cet avis.(1)

Mais André Léo et assez camarades ne s'arrêtent pas aux propositions de principe; incapables, à la différence de bien des autres, de regarder en silence les désastres de la France et de toutes ces gens qui meurent inutilement, ils proposent des solutions concrètes pour sortir de la situation. En incitant à faire vite, ils s'adressent à la population:

-qu'un meeting solennel ait lieu dans chaque arrondissement, sur la place publique. Pas de fusils, les mains dans les poches,...Deux questions [seront] à l'ordre du jour:(2)
1°Retrait du mandat confié au gouvernement actuel;
2°Elections immédiates.
...Chaque arrondissement [nommerait] trois délégués,(3)sans autre programme que ces mots:Honnêteté,intelligence,énergie républicaine...Ces délégués...choisiraient, par une élection nouvelle, trois citoyens pour chefs de la défense. Le rôle de ces citoyens serait de nommer le général, peut-être le capitaine, chargé de diriger les opérations militaires et révocable à leur volonté; de réformer les administrations publiques; de rechercher les traîtres, et d'organiser le rationnement général des subsistances. Les autres délégués administreraient l'arrondissement par lequel ils auraient été nommés.(4)

---

(1)LA REDACTION,L'union pour le salut,in loc.cit.
(2)Le mot est incertain, car il n'est pas bien lisible.
(3)Le mot est incertain, car il n'est pas bien lisible.
(4)id.

André Léo écrit souvent à son nom contre le gouvernement actuel. Dans son premier article paru dans ce journal, elle établit une comparaison entre le pouvoir religieux et le pouvoir politique, qui, dit-elle, ne sont jamais contestés par personne; et pourtant notre raison devrait nous porter à croire seulement en ce qui donne preuve d'existence, d'une part, de justice, de l'autre.

Si elle comprend que les peuples sauvages pouvaient adorer des dieux, car ils étaient les jouets et les victimes des forces naturelles invisibles qu'ils ne savaient pas s'expliquer, aujourd'hui que les forces de la nature sont mieux connues, et que l'homme, leur ancien esclave, les a faites à leur tour esclaves, il aurait dû se libérer de ce "fétichisme", mais ce n'a pas été ainsi. En effet, au lieu de douter ce qu'il ne connaît pas, l'homme croit encore à des forces surnaturelles invisibles agissant sur nous. La raison principale est que

...l'humanité a si bien pris l'habitude de croire que le doute lui paraît insupportable et que le plus grand nombre préfère croire à n'importe quoi.(I)

Ce sont donc seulement l'ignorance et l'habitude qui engendrent ces adorations irraisonnées et ce respect irréfléchi, qu'André Léo appelle "fétichisme".

Selon elle, c'est le fétichisme religieux qui a engendré le fétichisme politique: l'homme du peuple qui croit à l'égalité, ne

---

(I)A.LEO, Le fétichisme, in "La République des Travailleurs", du I5 au 22 janvier I87I, n°2.

se sent pourtant pas à son aise dans un palais, observe André Léo, tandis qu'il l'est dans une mansarde; il ne salue pas de la même manière ces deux hôtes: c'est que, habitué à voir toujours dans les chefs religieux et dans Dieu des supériorités morales, il les transpose dans les chefs politiques aussi et dans tout autre haute personnalité:

Il est certain que l'humanité n'eût point accepté la criante inégalité de pouvoir et de richesse, qui jusqu'à présent a mis le grand nombre à la merci du plus petit, si elle n'y avait attaché l'idée d'un devoir religieux et d'une nécessité sociale. Dieu étant le chef de voûte, le chef suppême du monde ancien, il lui faut nécessairement, pour gouverner son royaume visible, des délégués et des lieutenants. Ce sont les monarques, qui s'intitulent pères des peuples, comme Dieu est le père de l'humanité, et qui à leur tour ont leurs délégués: les nobles, les riches, les distingués de tout ordre, en un mot, la hiérarchie sociale.Tous ces gens-là sont investis à divers degrés de l'autorité divine, puisque par elle seule existe tout ce qui est, ce qui fonde du même coup le "statu quo" et la tyrannie.C'est ainsi que l'idée d'une supériorité morale s'est toujours attachée à la supériorité de rang, de fortune, de fonction. Et remarquez bien que tout cela dure encore; qu'il ne nous sert guère, que tout cela soit si creux, grâce à l'empire de l'habitude et de l'éducation sur l'esprit humain, et qu'avant de nous déclarer affranchis de toutes ces choses, il nous faut bien regarder autour de nous et nous bien tâter, vous et moi. (I)

Les hommes politiques ont donc, malgré tout, pour nous du prestige: on peut les haïr, mais si l'occasion vient de les accuser directement, on balbutie, et cela est toujours du fétichisme.

(I)A.LEO,Le fétichisme, in loc.cit.

me. Une autre cause de ce "phénomène"est quéon

ne se débarrasse pas facilement d'une maladie passée depuis des milliers de siècles dans le sang humain, et qui de plus est soigneusement inoculée à l'enfant dès son plus bas âge.(1)

La faute est alors en ce cas à l'éducation religieuse de l'enfant.

La critique est enfin directement adressée aux faux républicains qui gouvernent maintenant:

Et les deux principes qui se rencontrent sur le champ de bataille du dix-neuvième siècle sont encore si bien définis et si peu compris, que tout mandataire de la République se considère aussitôt comme mandataire du Père éternal, c'est-à-dire comme infaillible et inviolable.(2)

Ce qui est mal, c'est que l'opinion publique, fétichiste encore, ne sent pas la bouffonnerie de toute cette prétention et qu'elle se résigne à lui succomber:

Le chef est encore pour elle un être à part, dont la chute pourrait ébranler le monde. Le changer lui semble devoir tout perdre; aussi aime-t-elle mieux tout perdre que de le changer... En droit, rien de plus simple que de renvoyer un homme qui s'est montré notoirement incapable de sa fonction; en fait, rien de plus bêtement difficile...Toute une population qui se voit perdue, beaucoup disent trahie par ses chefs, réclame leur démission et ne l'obtient pas. Entre la ruine et la honte de Paris d'une part, et Trochu de l'autre, on supporte Trochu. Et nos moeurs politiques sont telles, sous l'étiquette République, que l'élan patriotique et du dévouement de deux millions d'ha-

---

(1)A.LEO,Le fétichisme, in loc.cit.
(2)id.

bitants, du courage de trois cent mille citoyens armés, du génie inventif de toute une élite de cerveaux enflammés du double amour de la science et de la patrie, de tout ce foyer d'éléments ardents, sublimes, il ne s'extrait et n'arrive au grand jour du fait que cette chose informe, écoeurante, plate, coupable, stupide: l'incapacité de Trochu...Sommes-nous si loin du chef antique et du pouvoir absolu?(I)

Trochu, général de l'armée française, président du gouvernement de la Défense nationale et gouverneur de Paris était sans doute le responsable le plus direct de la ruine de la France et de Paris. C'est uniquement contre lui et contre le pouvoir établi qu'il représente, qu'André Léo adresse ses attaques. Le peuple, au contraire, qui est toutefois celui qui permet la conservation de ce régime, est, dans un certain sens, excusé, parce que de puissantes forces l'ont conduit à un tel état d'apathie, notamment l'éducation et l'habitude. Si ce n'est donc complètement sa faute, il faut toutefois que maintenant il se "réveille" et qu'il réagisse à ses oppresseurs. C'est, nous le croyons, encore le même raisonnement déjà abordé dans sa lettre adressée à "L'Egalité" qu'André Léo nous propose ici: les travailleurs conservateurs ne sont pas à condamner à priori, mais à sauver par la réflexion.
Cette réflexion doit partir de l'analyse de faits concrets, comme la discussion des décisions prises par le gouvernement en cette période de guerre: le rationnement du pain et les nouvel

---

(I)A.LEO, Le fétichisme, in loc.cit.

les retraites militaires sont en effet l'objet d'une autre attaque contre le gouvernement.
Le peuple des campagnes, en écoutant ces injustes décisions, devrait enfin comprendre et se résoudre à prendre position contre ceux qu'il a toujours favorisés.
André Léo, qui exalte continuellement la bravoure des citoyens parisiens qui meurent héroïquement par centaines par jour à cause de leur misère et pour défendre leur pays, condamne publiquement l'action du gouvernement et Jules Favre, qui ont pris la décision de rationner le pain après avoir assuré qu'il ne serait pas manqué dans Paris. André Léo défend de toute son ardeur, avec véhémence et avec amour ce peuple parisien qui est au bout de ses forces, mais qui résiste encore. Il est isolé, il se trouve seul à combattre , ses chefs militaires s'étant désintéressés du sort de la France.
C'est là un très bel article , car on y sent le sentiment sincère et la passion ardente qui animent cette femme toutes les fois qu'il s'agit de défendre la justice et l'honneur de la France:

On se demandait ce que faisait le gouvernement civil, en dehors des hésitations de M.Jules Favre. Dormait-il, foudroyé par la stupéfiante énergie du gouvernement militaire?On n'en parlait plus; il ne disait rien; il ne faisait même plus d'arrestations. On le croyait mort.Eh bien non, il travaillait, et chose étonnante il s'occupait de réalités. Il se mettait en mesure d'apprendre ce qu'il aurait dû savoir dès le commencement du siège, c'est-à-dire l'état de nos subsistances...Donc, il a fait ses calculs, et le résultat est le rationnement du pain, malgré l'affiche d'il y a trois semaines, où l'on jurait que le

pain ne serait pas rationné. Et ce rationnement, venu trop tard, comme tout ce que fait le gouvernement, est meurtrier: 300 grammes!

300 grammes au pauvre!Y pensez-vous? 300 grammes à des estomacs qui sont habitués à remplacer la qualité par la quantité. Bon pour les besoins du riche ou de l'homme d'étude,(I) qu'alimentent sous un petit volume les viandes succulentes et les vins capiteux. Mais 300 grammes pour le pauvre qui n'a rien de plus,même avec votre 5e de litre, c'est la mort après l'agonie.

Pauvres, pauvres gens! qui n'êtes jamais sortis de vos livres et n'avez pas su douter de vous-mêmes, avant de vous charger de cette tâche immense, qui exigeait à la fois le génie des grandes révolutions et la connaissance de la vie pratique. Vous voici donc arrivés, après tant de jours perdus, tant de ressources gaspillées, après tant d'énergies éteintes, à demander à cette population si patiente, trop patiente, hélas!le dernier sacrifice. Mais de quel droit?

De quel droit, quand vous refusez encore d'immoler vos préjugés, lui demandez-vous sa vie?

Les souffrances, les privations, les tortures de ce long siège, qui les a souffertes jusqu'ici? Le pauvre, le pauvre seul. Et par pauvres s'entendent tous ceux qui ne sont pas riches, tous les ruinés de la guerre, tous les travailleurs qui depuis des mois n'ont plus de travail.

(I)Il est sans doute intéressant de relever la position favorisée qu'occupe selon André Léo l'homme d'étude, qui est placé près du riche et contre le travailleur pauvre. Il ne devrait pas avoir, lui,besoin de pain, mais seulement d'un peu de viande et de vin. Et pourtant, lui aussi, il dépense beaucoup d'énergies dans son activité. On se demande alors pourquoi André Léo, qui était elle-même femme de lettres, et qui devait certainement savoir qu'une alimentation variée et substantielle est nécessaire au travailleur comme à l'homme d'étude, pourquoi, disions-nous,elle établit cette différenciation, même cette opposition, qui ne se justifie d'aucune manière logique. Cela

Pour tous ceux-là, 300 grammes de pain, sans autres aliments confortables, qu'ils ne peuvent pas acheter, c'est la mort, je le répète. De quel droit cette condamnation qui, dans le malheur commun, choisit ses victimes?

C'est le peuple qui doit mourir, c'est le peuple qui paye tout, sous la République comme sous l'Empire. Et pourtant ce n'est pas le peuple qui a décidé la guerre. Ce sont les riches, ce sont les bonapartistes. -Et ce sont eux seuls qui échappent aux maux qu'ils ont causés!

Eh bien, non! cela est inique, cela est odieux. Et votre appel ne me touche point parce qu'il exclue la justice et consacre cette criante inégalité. Quoi! à cette heure désespérée, où nous ont acculés vos stupides lenteurs, vos fautes, c'est encore au peuple seul de tout souffrir et de tout supporter! C'est à lui de mourir pour expier les crimes de l'Empire et vos incapacités? Non, la cause est commune, le péril commun, donc, tout doit être commun, nos ressources comme nos sacrifices. Le rationnement général de toutes les denrées alimentaires existant dans Paris et leur distribution égale, voilà la mesure de nécessité, de justice, qui doit suivre le rationnement du pain, et qui aurait dû l'accompagner.(I)

---

peut se comprendre, on le croit, seulement en considérant le caractère souvent impulsif d'André Léo, qui se fait ici partisane de cette mentalité qui aime considérer comme le seul vrai travail celui qui se fait à l'usine ou dans les champs et qui estime tous les autres seulement des passe-temps, qui ne fatiguent pas l'homme physiquement.

(I)A.LEO, Bulletin, in "La République des Travailleurs", du 22 au 29 janvier 1871, n°3.

Pourrévitter que les défaites qui sont arrivées à cause de l'incapacité des chefs militaires causent un malheur trop grand pour la France, André Léo appelle le peuple entier à combattre pour se défendre lui-même. Les chefs ont démontré qu'ils ne méritaient pas la confiance des soldats, et alors ceux-ci, s'ils ne veulent pas succomber, doivent faire tout seuls leur bataille. Aux armes, donc!

Les chefs ont fait leur temps en ce monde. A l'élément populaire de surgir, d'agir, de vaincre, d'exécuter ces prodiges dont la routine a douté, que le patriotisme sait accomplir! En avant les hommes! aux remparts les vieux! aux barricades les femmes! et que la République française, la vraie, dégagée de ses entraves: les Trochu, les Favre, les Picard jette le grand cri qui rend les forts à eux-mêmes, survexcite les faibles, terrifie les traîtres. A bas les incapables! Mort aux Prussiens! Et vive la France! car la République et le droit ne peuvent périr.(I)

André Léo, qui combat pour la vérité et pour la justice, ne se lasse jamais de dénoncer les subterfuges et les lâchetés de ceux qui spéculent sur l'honnêteté du peuple. Toujours, à Waterloo comme aujourd'hui, dit-elle, ces hommes se défient de la République qui rendrait le peuple instruit et avisé contre eux; eux, qui se sont préoccupés toujours seulement de leurs affaires économiques, tandis que les gens pauvres moutaient héroïquement. Pour que cette République ne réussisse pas, ils font maintenant le jeu des Prussiens et ils deviennent leurs alliés à l'insue et contre les Français. Pour que l'intérêt

---

(I)A.LEO,Bulletin, in loc.cit.

personnel l'emporte toujours sur l'intérêt public, il vaut, selon eux, la peine de sacrifier la France.
André Léo s'adresse au peuple, espérant qu'il comprenne et qu'il se révolte indigné contre ces manoeuvres mesquines:

Peuple, voici la question sociale et politique tout entière. Ceux qui vivent de ta vie comme le lierre du chêne, ceux qui pompent le suc de ton travail par tous les suçoirs de leurs monopoles et de leurs fraudes, les voilà qui triomphent et se rassurent, parce que la lâcheté l'emporte sur l'héroïsme, par ce que, une fois de plus, la République succombe sous leurs coups. Car, ce dont ils ont peur par dessus tout, peuple, c'est de te voir libre et intelligent, sachant bien qu'alors ils ne pourraient plus vivre en parasites de ta sève.
La fortune des Rothschild date de Waterloo. Eh bien, ce siège pendant lequel tu as souffert seul la faim, le froid, la fatigue, ce siège a fait de belles fortunes dans Paris.
De belles fortunes pétries de tes misères, de la souffrance de ta femme, de la mort de ton enfant. Et maintenant que cette curée s'achève, on va reprendre plus que jamais les errements de l'Empire et tripoter comme auparavant sur les fonds publics et les entreprises publiques.
Il n'y a que la monarchie sous laquelle tout cela puisse fleurir en paix. On ne se plaint certes pas des avocats; ils ont pieusement conservé les traditions de l'Empire; mais la République n'offre pas de sécurité; on y parle trop d'instruire le peuple et de l'affranchir. Ils vont maintenant faire -ils ont déjà fait- des affaires avec les Prussiens, et le petit peuple paiera les milliards. Voilà pourquoi les dés roulent joyeusement sur la tombe de la Patrie. Vive la Bourse! la France se meurt.(I)

Selon André Léo, le gouvernement a expressément laissé

(I)A.LEO, Les spéculateurs, in"La République des Travailleurs", du 29 janvier au 5 février 1871,n°4.

"les services publics, les hautes emplèdes, les subsistances aux mains des bonapartistes", car de cette manière il a pu s'établir un lien précis entre eux et les Prussiens, qui s'en servent à leur gré, et ce lien est pour le gouvernement français très important, parce qu'il permet la continuation de l'ordre ancien, à lui économiquement et politiquement favorable.(I) Traîtres, ces gouvernants, que l'on défend tant dans les provinces, ne sont encore que des "arrivés", qui se sont imposés, non par leur talent, mais par des subterfuges et qui ont empêché à des vrais et honnêtes talents de s'affirmer.

Dans un monde fondé sur le privilège et la faveur, très grand est le nombre des talents morts sans avoir pu se faire se connaître; plus grand encore celui des caractères sacrifiés. Chercher dans les salons, dans les chaires d'enseignement, dans les bureaux des journaux capitalistes, dans tous les postes occupés par les favorisés de l'état social actuel, les caractères intègres, les patriotes ardents, les croyants sincères qui se dévouèrent au salut commun, folie! Ils ne s'y peuvent trouver que par hasard. Car on n'arrive généralement à de tels postes qu'au prix de complaisances et de concessions fâcheuses pour la dignité personnelle et souvent mortelles pour la conscience.(2)

Et c'est pourtant là que le peuple croit trouver ses défenseurs et ses guides. Ces hommes-là,

Ils ne savent plus aimer; ils ne saventp plus haïr; ils n'ont jamais su souffrir, et s'ils ont eu des répugnances, elles sont mortes. Ils n'ont de ressort que pour plier. La parole n'est

---

(I)A.LEO, Les Prussiens de Paris, in "La République des Travailleurs", du 29 janvier au 5 février 1871, n°4.
(2)A.LEO, Les arrivés, in "La République des Travailleurs", 3 février 1871, n°5.

pour eux qu'un beau vêtement, destiné à couvrir honorablement les laideurs et les hassesses de la vie, et ces mots éternels qui te prennent le coeur à toi: honneur, justice, patrie, ne résonnent en eux que comme des échos dans une caverne.(1)

Un bon gouvernement doit être représenté par de vrais ouvriers et par de vraie paysanne, qui parlent sans rhétorique un langage simple et honnête. Mais, malheureusement, le peuple des campagnes, quand il va voter, choisit toujours des représentants de l'ordre établi:

Il met la main sur le plus gros propiétaire du département, duc ou financier et l'envoie à Paris livrer la France à l'agiotage, à la guerre et à l'ignorance.(2)

Il faudrait choisir des représentants, conseille André Léo, qui aient des qualités moins prisées, mais qui offrent des garanties plus sûres, comme la simple droiture, le fait d'être peu bavards mais réfléchis et modestes. Ces qualités-ci, malheureusement, se font peu connaître, tandis qu'il serait dans l'intérêt commun de les découvrir, de les garantir et de les prôner.

S'il avait été ainsi, continue-t-elle, aujourd'hui, au lieu de se meurir, le peuple aurait la victoire en poche, car ces hommes n'auraient commis ni les fautes ni les cascbarderies d'un Trochu; ils n'auraient pas écrit sur les murs de Paris:"le gouverneur de Paris ne capitulera pas"; ils n'auraient pas berné de

---

(1)A.LEO, Les arrivés, in loc.cit.
(2)id.

lâches mensonges à la crédulité d'un peuple qui se confiait à eux; mais

Dès octobre, ils auraient fait tonner sur toutes nos hauteurs une effroyable artillerie; ils seraient allés au combat au lieu d'aller à Versailles; ils auraient brisé la Prusse sous Paris, et nous célébrerions aujourd'hui la victoire du droit sur la force, au lieu de courber la tête sous la honte que nous inflige l'imbécillité morale de ces prétendus grands hommes, arrivés de chute enchute à la possession d'un piédestal.(1)

Mais le peuple des provinces s'est toujours fié,et, s'il continuera ainsi, il signera la ruine définitive de la France. Aujourd'hui, seule l'union de toutes les forces des travailleurs contre le gouvernement et contre les Prussiens peut encore donner quelque espérance; c'est pour cela qu'André Léo met tout en oeuvre, maintenant que la patrie est en si grand danger,pour rassembler toutes les énergies, pour prêner tous les courages. Jusqu'au dernier elle restera confiante dans la victoire finale, mais pourvu que tout le peuple veuille bien s'unir contre ses ennemis, pourvu qu'il veuille vraiment vaincre. Ce n'est pas elle seule qui pense ainsi, il y en a

300.000 qui se désespèrent de se voir voler leur honneur et leur patrie par une poignée de lâches et de coquins!(2)

Si l'on se rebelle contre le pouvoir établi, si l'on combat tout seuls contre les Prussiens et contre le gouvernement-même,

---

(1)A.LEO, Les arrivés, in loc.cit.
(2)A.LEO,Vouloir,in "La République des Travailleurs",du 29 janvier au 5 février 1871,n°4.

on pourra encore espérer dans la victoire. Conduisons nous-mêmes la guerre, incite André Léo, réapproprions-nous de nos canons, car c'est seulement sans Trochu qu'on ne tombera pas sous le joug de l'étranger:

Qu'on prenne l'artillerie de la garde nationale; qu'on somme le gouvernement de rendre les canons que le patriotisme lui a donnés, ne sachant pas les donner à l'ennemi, ces canons achetés des bijoux des femmes, du dernier des pauvres, fondus par la foi et l'honneur français. Qu'ils prennent avec eux M.Dacanis et son feu grégeois. Et maintenant que les drapeaux se déploient au chant de la Marseillaise et que les légions se mettent en marche.Ils n'ont plus Trochu; ils vaincront. Ils feront dans cette capitulation de honte une telle trouée qu'il n'en restera plus rien. Et ils laisseront à leurs femmes furieuses le soin de faire justice ici des alliés de von Bismark.(I)

Certes, ce sera dur, il y aura bien des morts, mais la vie, quel sens aurait-elle si la France mourait?
De cette ardeur qui est propre à André Léo en ces moments difficiles, où le sort de la France se décide, elle exalte la nécessité de la bataille, car se rendre sans avoir combattu, ce serait stupide et honteux. C'est la même ardeur qu'on trouvera chez elle lors des derniers jours de la Commune, quand la lutte sera jugée indispensable pour le salut de Paris:

Non, cette honte est trop insensée!Une nation debout, et qui peut rester debout, ne consent pas ainsi à se retrancher elle-même du nombre des vivants.
Nous avons derrière nous une immense histoire; nous sommes la vie; nous sommes l'avenir; nous avons trop d'ancêtres pour

---

(I)A.LEO,*Vouloir*, in *loc.cit.*

renoncer au droit des fils. Nous ne pouvons oublier à la fois la tombe de nos pères et le berceau de nos enfants. La mémoire des morts n'est pas vaine. Cracher sur Duguesclin! renier Jeanne d'Arc, effacer '92! Mentir au propre sang de nos veines! se rendre sans combat! Après avoir flétri Napoléon III et Bazaine, les imiter! ajouter Paris à Sedan! Voir le sang-froid de notre patrie, la France, dont nous étions fiers, égorgée et prostituée à ce vainqueur insolent, à ce vainqueur dont toute la force fut dans la trahison et l'inertie, auxquelles nous avons nous-mêmes follement confié nos destinées. Ressaisissons-les; elles changeront. A nous, Danton et Hoche! à nous l'audace et l'héroïsme, seuls moyens de vaincre qu'on n'a pas encore essayés. Citoyens de Paris, formez vos bataillons! La capitulation c'est la ruine; la honte, c'est la mort. On ne vit pas sans honneur et sans patrie, et nous languirions sur la France éteinte, comme l'enfant languit et meurt à la mamelle desséchée du cadavre de sa mère.(I)

La grandeur oubliée de l'histoire de France, les figures lugubres d'un futur honteux nous sont représentées dans un but précis: celui de pousser tous les parisiens à s'engager dans la lutte, car seule la lutte peut encore sauver la France. La douleur d'André Léo est vraiment très vive à la pensée d'une France esclave, soumise à l'ennemi, d'une France qui deviendrait pour son peuple comme une mère morte, à la mamelle desséchée, à laquelle s'attacherait désespérément l'enfant, sans pourtant y trouver ni de la nourriture, ni du soulagement. L'image est certainement l'une des plus belles d'André Léo, pour tout ce qu'on peut y deviner de tristesse, d'amertume et de douleur à la vision d'un si triste futur.

(I) A. LEO, Vouloir, in loc. cit.

Seulement, pour espérer quelque chose, vraiment tout le monde devrait combattre, au lieu qu'une foule inepte continue encore de protéger, même sans conviction, le gouvernement. Sans le savoir, elle a fait le jeu des Prussiens,en insultant encore, le 22 janvier, ceux qui tentaient un effort désespéré pour défendre la Patrie, et en répétant, hier encore, cette rengaine, qui fera de Paris la risée du monde: "Le gouvernement ne nous défend pas, mais il faut le conserver à cause des Prussiens." (I)

Mais André Léo, tout en voyant la situation très difficile, ne désespère pas encore; la dernière possibilité va en effet avoir lieu: les élections générales sont convoquées pour le 8 février. Les derniers efforts pour éclairer le peuple, pour l'inciter, sont faits le 4 février dans un article au titre significatif: Non, tout n'est pas fini.Si la volonté est forte, les événements se passeront comme nous le voulons, car ils ne sont pas une fatalité ou un "décret divin", ou un "obus céleste", ou une "chute du ciel":

Non, l'événement est le produit de la volonté humaine: c'est un effet, qui dépend nécessairement de sa cause. Ce que la volonté humaine a fait, elle le peut changer; il s'agit seulement qu'elle change elle-même. L'événement odieux et terrible, qui se nomme capitulation de Paris, est le résultat, non seulement de la lâche duplicité de tes gouvernants, peuple pari-

---

(I)A.LEO, Les Prussiens de Paris?in loc.cit.

sien; mais de ton aveuglement et de ta sottise. Maintenant que tes yeux se sont ouverts, accepte-en l'expiation pour toi-même, c'est juste; mais ne désespère pas de la France.(1)

Le 8 février, quand le peuple français entier ira voter, il aura la possibilité de se racheter. De ces votations, il en sortira ou la mort, ou le miracle.
Comme en 1792, affirme André Léo, la République française, envahie par les ennemis, tout en manquant d'argent, de munitions, d'armes et d'équipements, tout en vivant les problèmes de la guerre civile, vainquit parce que sa volonté de vaincre était forte, ainsi doit-il être maintenant pour notre République. Mais, alors, elle avait de l'audace, tandis que nous, nous restons inactifs; elle eût des chefs sublimes, tandis que nous, nous n'en avons eu que d'indignes.
Si la France le voulait vraiment, "fût-elle acculée jusque dans ses bois et ses montagnes", elle renaîtrait plus forte et plus grande, "épurée des hontes monarchiques, et républicaine à jamais, car après avoir vu ce que valent les sauveurs, elle aura su se sauver elle-même"(2)

Mais la France a démontré ne pas vouloir, les élections du 8 février ayant en effet déterminé la victoire éclatante du parti conservateur.

---

(1)A.LEO, Non, tout n'est pas fini, in "La République des Travailleurs", 4 février 1871, n°6.
(2)id.

André Léo, qui avait tout essayé pour montrer aux Français la vérité, a échoué dans son but et avec elle ont échoué tous les républicains fervents.
Le "fétichisme" et le préjudice semblent donc démontrés plus forts que la vérité, l'ignorance plus puissante que la justice. Aux appels à l'unité, les Français ont voulu au contraire répondre par la division.
Les conservateurs ont par là démontré qu'ils étaient le parti le plus fort, ou mieux, celui dont la propagande était le mieux et le plus largement diffusée, celui qui pouvait s'appuyer sur la collaboration d'un grand nombre de personnalités dans la province, comme le clergé, la noblesse et les gros propriétaires. Habitués depuis toujours à ne pas réagir à leur sort, à supporter les conséquences des inégalités sociales, à croire, par habitude, sans y réfléchir, que ce que faisaient les hautes personnalités était toujours juste et bon, la plupart des Français, c'est-à-dire les paysans et les travailleurs petit bourgeois, n'ont pas su réagir. Encore une fois dupés par ces gens qui n'ont d'autre intérêt que l'intérêt personnel, ils leur ont encore cru et ils se sont laissés jouer.
Mais cette bonne foi a coûté cher à la France, qui n'a pas perdu seulement la guerre, mais aussi deux de ses régions, l'Alsace et la Lorraine, sans considérer qu'à la suite des élections l'Assemblée législative était formée pour les deux tiers par des monarchistes.

Toutefois, l'espérance, si profondément déçue à cause de

toutes ces expériences funestes, n'est pas encore morte définitivement chez André Léo, car le 18 mars une grande joie va lui donner de nouveau confiance dans l'avenir de la France.

L'ardeur, la passion et la vigueur qu'André Léo a montrées avoir en ces années pour convaincre le paysant, pour l'inciter à la révolte, pour condamner les hommes du gouvernement, on les retrouvera intactes dans les articles et dans les appels qu'elle écrira pendant la Commune.
Depuis le début jusqu'à la fin de sa carrière de journaliste, André Léo a en effet toujours maintenu cette fougue, cet esprit de révolte, ce désir pressant de changement qui l'animait dès qu'elle racontait la situation des travailleurs en Bretagne.

Mais, ce qu'il est important de mettre en relief, alors comme aujourd'hui, c'est que cette passion a toujours été lucide. André Léo, on l'a vu, n'a jamais proposé, en effet, des solutions chimériques ou irréalisables, au contraire, elle a toujours été animée par un esprit réaliste, bien consciente des limites des hommes et du pouvoir de l'habitude.

Enthousiasme et raison, passion et lucidité ne s'opposent donc jamais chez André Léo, au contraire, elle sait bien les concilier, car c'est justement en n'espérant jamais en rien de plus que ce que la réalité peut nous promettre, que nous ne serons jamais déçus au point de perdre complètement l'enthousiasme qui nous animait ou la confiance dans un avenir, même si lointain, de justice effective, c'est-à-dire d'égalité et de

liberté pour tout le monde.

II.2. L'activité de journaliste d'André Léo pendant la Commune de Paris

Pendant la Commune de Paris, l'activité politique d'André Léo s'intensifie au maximum. Jamais, comme pendant ces trois mois, on ne l'a vue et on ne la verra engagée si constamment, sans relâche, pour le triomphe de ses idées.

On a déjà un peu parlé dans le chapitre biographique des initiatives auxquelles elle a participé pendant cette période. Maintenant on en parlera plus particulièrement, en se rapportant aux articles-mêmesaet aux appels qu'elle a écrits.

André Léo écrit le plus souvent dans le journal qu'elle a fondé avec Anna Jaclard,(1)"La Sociale", mais on a publié de ses articles même dans "La Commune"(2)et dans "Le Cri du Peuple".(3)

---

(1)A.Léo "était très liée avec la femme du fameux Jaclard,femme d'origine russe et très distinguée. Le socialisme et ladite émancipation de la femme étaient le sujet favori de leurs entretiens".(P.DELICN,Les membres de la Commune et du Comité Central,Paris, Alphonse Lemerre éd.,1871, p.374.)
(2)"La Commune", journal du soir,n°1(20 mars 1871)-n°60(19 mai 1871),Paris,Impr.Dubuisson.
(3)"Le Cri du Peuple",journal politique quotidien,22 février-12 mars 1871,21 mars-23 mai 1871. Rédacteur en chef J.Vallès.

"La Sociale", journal politique quotidien du soir, paraît pour la première fois le 31 mars 1871 et sa publication est arrêtée le 18 mai,(1)dix jours avant la capitulation définitive de Paris, comptant donc quarante-huit numéros. Naissant avec l'essor de la Révolution, il meurt avec elle pendant la semaine sanglante.

On y attaque inlassablement la conduite malhonnête des versaillais, en défendant toujours, au contraire,la cause révolutionnaire. Mais l'on se tromperait si l'on croyait qu'il s'agit d'un quotidien aveuglément favorable à toutes les décisions prises par la Commune; au contraire, il sait rester critique à l'égard de plusieurs questions: il s'indigne, par exemple, des silences de la Commune, particulièrement dans les cas graves, comme celui de l'arrestation de Rossel, délégué à la guerre; il condamne la conduite du Comité Central et André Léo, en particulier, en se désolidarisant dans cette circonstance des autres rédacteurs de "La Sociale", n'hésite pas à s'indigner de la suppression des journaux réactionnaires.

"La Commune" et "Le Cri du Peuple", les deux autres journaux pour lesquels André Léo a quelquefois écrit en cette période, font partie, avec "La Sociale", de la myriade de ces journaux qui sont nés ou qui ont eu leur plus grande diffusion et influence politique et sociale en cette période révolutionnai-

---

(1)Le dernier numéro, le n° 48, est du 17 mai 1871.

re.

Généralement, les rédacteurs ne travaillent pas rigidement pour l'un ou pour l'autre de ces journaux, mais ils écrivent en même temps pour plusieurs d'entre eux. C'est le cas, on l'a vu, d'André Léo.La raison est que ces journaux se ressemblent presque tous pour ce qui regarde les idées qu'ils y défendent: ce sont tous des journaux politiques favorables à la Commune. Parmi eux, c'est "Le Cri de Peuple" qui a le plus de diffusion, atteignant un tirage de 80.000 à même 100.000 exemplaires par jour, ce qui est vraiment beaucoup, si l'on tient compte qu'à cette Epoque Paris ne comptait deux millions d'habitants. Les raisons du succès résidaient surtout, selon Vito Carofiglio, dans la simplicité du langage, que J. Vallès, son rédacteur en chef, considérait une nécessité politique, et non seulement stylistique. Pour J.Vallès, en effet, être socialiste signifiait avant tout se mesurer avec les problèmes du langage: négativement, cela conduisait à la libération de la "métaphore sans caresse", positivement, à la conquête d'un langage"à la fois simple et large" dans le moment où, en face de l'histoire, le peuple "prend la parole".(1)Voilà en effet ce qu'il écrit:

---

(1)V.CAROFIGLIO, Vallès,"Le Cri du Peuple" e la scrittura in rivolta,in A.A.V.V.,Ricerche sulla Comune,Milano,Centro grafico S,1974, p.32.

...il fallait prêter au peuple un langage à la fois simple et large. Devant l'histoire, il prenait la parole, dans le plus terrible des orages, sous le feu de l'étranger.(1)

André Léo croyait elle aussi à l'importance d'un style clair et simple pour que les masses comprennent et répondent par une participation directe aux événements. Se faire comprendre étant le but essentiel, le style a sans doute une importance fondamentale. Il s'agit surtout, pour André Léo, de montrer les responsabilités, les causes et les effets de la Commune, les conditions pour qu'elle ne succombe pas, il s'agit de faire connaître les obstacles qui viennent de toute part et auxquels il faut faire face si l'on veut survivre.(2)
Tous ces thèmes ont toujours été traités avec rigueur par André Léo, qui, d'un ton souvent ironique, mais jamais indulgent, a su rester constamment juste et impartiale, constamment critique à l'égard des corrompus et des corrupteurs, des "faux démocrates" et de tout esprit autoritaire.(3)

---

(1)J.VALLES, L'affiche rouge, in "Le Cri du Peuple", 7 janvier 1884. Maintenant in J.VALLES, Oeuvres complètes, Paris, les éditeurs français réunis, 1951-1968, vol.IX, p.314.
(2)Quelques aspects de "La Sociale" ont déjà été analysés dans les pages 53-54 de cette thèse.
(3)Le style d'André Léo et les caractères principaux de la littérature communarde ont été traités et mis en rapport dans les pages 55-56 de cette thèse.

II.2.1. La question Paris-province

L'une des questions auxquelles André Léo tient le plus est celle du rapport entre Paris et la province.
C'est là, en effet, un problème très important du point de vue politique, parce que c'est précisément des conceptions différentes que ces deux forces sociales ont en ce domaine que naissent toutes les hostilités caractéristiques de l'époque.

Les paysans étaient des conservateurs. Sans expérience politique et ignorants des problèmes sociaux, ils se sont toujours fiés aux conseils de leurs anciens tuteurs: le curé, le maire, la noblesse locale, qui ont naturellement fait leur jeu. Dépourvus d'instruction, qui est le moyen nécessaire pour prendre conscience personnellement des questions publiques, lors des suffrages universels ils ont toujours démontré leur désintéressement pour la cause des opprimés, qui était leur même cause, et leur méfiance à l'égard d'un bouleversement politique.

S'il est vrai que lors du coup d'état de Napoléon III les campagnes se sont révoltées contre l'Empire, ce qui devrait démontrer leur amour pour la République, il est vrai aussi qu'un an plus tard, déjà lors du plébiscite universel convoqué le 21 e et le 22 novembre 1852, plébiscite qui devait décider l'approbation ou non de l'Empire, presque toute la France vota favorablement à l'Empire.

André Léo a bien compris les causes de ce conservatisme, et au lieu d'attaquer les pauvres paysans, coupables seulement de

mettre trop de confiance dans leurs "tuteurs", elle dénonce les vrais responsables de la situation. Elle critique vivement la monarchie, qui est la seule coupable, puisque c'est elle qui maintient l'ignorance et donc la misère du peuple:

C'est un système admirable, un cercle où l'on peut tourner indéfiniment sans en sortir: l'ignorance et la misère du peuple faisant la monarchie, et la monarchie entretenant l'ignorance et la misère du peuple.(I)

Mais la plupart des autres républicains ne pensent pas comme elle et ils s'attaquent avec haine à ces paysans qui annullent par leur vote toutes leurs révolutions, leurs émeutes. Rappelons par exemple la déception de ces républicains fervents en 1848 et en 1871, quand ils virent tomber leur République avancée à cause des élections générales. On reproduit à cet égard un extrait significatif de Pierre Albouy, qui résume bien la distance psychologique qui sépare la province de Paris et qui montre les réactions de cette dernière:

Paris, fier de sa mission historique, pense être investi d'un mandat pour la France entière. La province se défie de cette ville qui fait et défait les gouvernements, lui signifie par télégraphe les changements de régime qu'elle décrète sans la consulter et entretient au coeur du pays un foyer permanent de désordre et de subversion. Le résultat des élections matérialise le désaccord: Paris élit des républiques avancées, la province envoye une majorité conservatrice. Le choix de Thiers

---

(I)A.LEO, Le complot monarchique en province, 1ère p., in "La Sociale", 12 mai.

est ressenti comme un défi; la population de la capitale voit en lui l'homme de la rue Transnonain, l'inspirateur de la loi du 31 mai 1850 abolissant le suffrage universel. Le pacte de Bordeaux et l'accord qu'il implique pour ne reconnaître à la République qu'un caractère provisoire et conditionnel irritent une ville qui n'est pas habituée à ce qu'on conteste ses initiatives. Aussi est-elle conduite à son tour à contester les résultats du suffrage universel et à dénier à la représentation nationale le droit de revenir sur ses décisions. Une motion du comité central de la garde nationale en date 4 mars déclare que "la République ne peut être subordonnée au suffrage universel qui est son oeuvre". Prise de position significative: la République est un absolu supérieur à la volonté du peuple même réputé souverain. Elle implique un différend sur la légitimité du pouvoir.(1)

Le devoir de Paris est maintenant celui d'éduquer la province, oeuvre d'autant plus difficile qu'il existe cette hostilité foncière dans les esprits des paysans envers les Parisiens. Paris devient "la ville de l'idée, la ville d'où la vérité ne rayonne sur le monde".(2) Il devient un mythe, mais un mythe tout différent de celui qu'il est pour ces jeunes de la province, désireux d'une vie brillante et luxueuse. Pour ceux-ci Paris est le symbole de l'aisance, des mollesses d'une vie riche;(3)pour nos révolutionnaires il est le représentant par

---

(1)P.ALBOUY, Le mythe de Paris et la Commune, in A.A.V.V., Ricerche sulla Comune, op.cit., p.24.
(2)R.REMOND, La vie politique en France depuis 1789, Paris, Colin, 1965, t.II(1848-1879), pp.274-275.
(3)Il nous a paru utile de faire cette comparaison pour repousser les raisons de ceux qui voient dans la plupart des chefs de la Commune des anciens jeunes ambitieux venus de la province pour réussir et aigris par leur échec, en escomptant par

excellence de l' "idée sociale", qu'il a le devoir de faire connaître à tout le monde.
Paris n'est plus une ville quelconque, souvent on en parle d'un langage particulier.(I)Il est continuellement exalté et la vision de"la ville" est exceptionnelle: seul "Paris est libre", crie André Léo de joie dans "La Sociale" du 20 avril;et tout de suite après: que toutes les villes "fassent comme Paris".

Une oeuvre d'information pour faire connaître l' "idée sociale" est retenue nécessaire, car on s'aperçoit que c'est seulement avec le consentement de la France entière que la Révolution pourra espérer dans un futur solide, sans rien craindre

---

(I)raisonnement le fait de la lutte des classes. L'idée de la grande ville dangereuse, qui arrive de chez Balzac et que Du Camp a fait sienne, serait ici donc reprise et le "phénomène" parisien,c'est-à-dire la Commune,serait expliqué par une "pathologie propre à Paris". Au contraire, le problème n'est pas seulement sociologique, mais principalement politique.
(I)Le langage que Lissagaray emploie dans Histoire de la Commune de 1871 est un langage vraiment mythologique: riche en tropes, qui fait usage constant de la métonymie. Chez lui, Paris signifie les Parisiens, les fédérés, la Commune, et il devient le héros constant de son récit épico-lyrique. A ses tropes, il ajoute un code mythologique, une palingénésie ou un discours repris, et l'on plonge dans la mythologie.(Voir P.ALBOUY, Le mythe de Paris et la Commune, in A.A.V.V., Ricerche sulla Comune, op.cit., p.24.)

de ses adversaires: "...qu'il[Paris] fasse entendre sa voix à la France entière et au monde".(I)Tous les travailleurs la comprendront, car l' "idée sociale" c'est la doctrine qui permet la création d'une vie meilleure, fondée sur de justes et démocratiques valeurs.

Cette oeuvre d'information est maintenant d'autant plus difficile que le "complot monarchique", tel l'appelle André Léo, déjà commencé, continue de plus en plus pressant. Il a déjà donné ses fruits lors des élections du 8 février I87I. Pendant ces cinq mois de séparation, en effet,(elle parle du siège de Paris par les Prussiens) il n'avait été possible ni de s'écrire, car la poste était contrôlée par les "geôliers", qui n'étaient pas seulement les Prussiens, précise-t-elle, ni d'envoyer les journaux en province. Leur but était celui des élections; en effet, pendant tout ce temps, c'était seulement la propagande royaliste qui arrivait en province, tandis que la républicaine y arriva seulement au dernier. André Léo est convaincue que c'était Jules Favre qui empêchait les communications, et non pas les Prussiens.(2)

Si les difficultés que les républicains et les socialistes rencontraient étaient énormes déjà avant le I8 mars, après la

---

(I)A.LEO, La France avec nous, in "La Commune", 9 avril,n°2I.
(2)Cfr.A.LEO, Le complot monarchique en province, Ière P.,in loc.cit.

proclamation de la Commune les possibilités d'organiser un mouvement républicain et socialiste dans la province diminuèrent encore plus, car l'Assemblée législative résidente à Versailles mit tout de suite en action un programme de propagande anti-communarde.

André Léo expose et critique très souvent, dans son journal, les conduites des hommes de Thiers. Le 12 mai, par exemple, dans un article du titre Le complot monarchique en province, elle raconte ce que les Versaillais ont réussi à faire croire au sujet des Parisiens:

Que si le grand Trochu n'avait pas vaincu les Prussiens, c'était la faute à ces Parisiens indignes, qui ne voulaient se battre que dans les rues, et qui, au lieu d'aider l'armée, l'avaient empêchée d'agir puisqu'elle n'avait été occupée en grande partie qu'à contenir leurs émeutes.(1)

Et le 23 avril elle écrit indignée:

Le mensonge officiel va-t-il régner sur le silence absolu de la conscience?...Les calomnies les plus honteusement été répandues en province par les journaux de Versailles:...si quelques coups de canon se font entendre, c'est pure feinte de la part des insurgés, qui veulent faire croire qu'ils combattent, n'osant se faire voir.(2)

---

(1)A.LEO, Le complot monarchique en province, 1ère p., in Loc. cit.
(2)A.LEO, Appel aux consciences, in "La Sociale", 23 avril et in "La Commune", 22 avril, n°33.

Ailleurs elle écrit: à cause de l'influence des journaux versaillais dans la province "la province s'agite plus faiblement en faveur de Paris qu'on ne veut le croire".(1)
Benoît Malon se trouve d'accord avec André Léo sur ce point:

On tenait absolument à la haine de la France contre Paris. C'est ainsi qu'un beau matin, les journaux conservateurs de province, obéissant à je ne sais quel mot d'ordre, apprirent aux Français que Paris insurgé était à feu et à sang. Ces journaux ajoutèrent, dans le langage dont les hommes d'ordre ont seuls le secret, qu'il fallait que cette fois la France fît respecter ses décisions, en mettant dans l'impuissance de nuire "ces misérables agitateurs, cette lie impure des faubourgs", trop peu exterminée en juin.(2)

Il était donc dans les buts de l'Assemblée monarchiste, qui peut surveiller et diriger les forces organisées de la France, de réaliser la scission entre Paris et les départements, en adressant contre Paris les mensonges les plus injustes, comme quand elle disait que si Paris était tombé contre les Prussiens, c'était parce que la population avait refusé de se battre ou en rappelant la prétention que Paris avait toujours eue de régenter la France.
Malon, lui aussi, attaque Thiers, qui

---

(1)A.LEO, Le socialisme aux paysans, in "La Sociale", 3 mai.
(2)B.MALON, La troisième défaite du prolétariat français, op. cit., p.58.

continua d'inonder la province de ces odieux et ridicules bulletins où l'on décernait les éloges les plus hyperboliques aux gendarmes, sergents de ville, soldats et autres sicaires de l'ordre: le bonapartiste Mac-Mahon était transformé en "nouveau Bayard", les soldats avaient toujours "bien mérité"; quant aux Parisiens, c'était un "ramassis de bandits cosmopolites, de lâches scélérats, de brigands, etc.".(1)

A ces injures, croit André Léo, il faut répondre, mais non par d'autres mystifications, au contraire, par la vérité, qui doit être portée dans la province, qui doit être connue par tout le monde. C'est dans ce but qu'il faut absolument organiser un comité d'information publique:

Qu'un élan d'honnêteté, d'indignation, suscite une action prompte, énergique, en faveur de la vérité. Qu'on se réunisse ...Qu'un rapport succint, impartial des faits, soit porté deux fois par semaine en province et publié, soit dans un journal spécial, soit adressé à tous les journaux des départements. Que des noms respectés signent ce rapport.(2)

André Léo croit que l'Union Républicaine pourra bien atteindre ce but et elle en hâte l'organisation:

Qu'elle se hâte! Il ne s'agit ni de soutenir ni de combattre la Commune. Il s'agit de...la vérité.(3)

Le succès de la vérité est très important pour la victoire immédiate de la Commune de Paris:

---

(1)B.MALON, La troisième défaite du prolétariat français, op. cit., p.388.
(2)A.LEO, Appel aux consciences, in loc.cit.
(3)id.

Le succès final de cette cause n'est pas douteux, mais peut-être plus ou moins long, plus ou moins douloureux, plus ou moins sanglant, suivant que l'emporteront momentanément la vérité ou le mensonge...A l'oeuvre donc, toute conscience honnête pour la vérité.(I)

André Léo, tout en se rendant compte des difficultés immenses qui empêchent les paysans de se rallier tout de suite à la Commune, reste toujours confiante dans les effets d'une propagande en faveur de la Révolution sociale et du socialisme, qui touche les paysans du côté de l'intérêt:

...une trop grande distance intellectuelle existe entre Paris et la province, pour que celle-ci accepte la Commune de Paris. La Révolution de Paris c'est le socialisme. La province est monarchiste d'abord, républicaine ensuite, socialiste peu ou point...Le socialisme doit conquérir le paysan comme il a conquis l'ouvrier...Et puis, son intérêt comme le nôtre n'est-il pas là?...Autant la politique trouve les paysans rebelles et indifférents, autant, par ce côté de l'intérêt, le socialisme les touche.(2)

L'opinion d'André Léo à l'égard de la province est complexe mais cohérente. Les yeux bien ouverts sur cette réalité, elle ne s'arrête pas à cette phase d'observation: l'histoire doit être vécue, l'homme doit agir concrètement s'il veut changer l'état de choses qu'il n'aime pas. Fut-il que tout le monde comprenne la validité et l'universalité de la cause de Paris afin que celle-ci réussisse? Alors, il n'y a pas une minute à

(I)A.LEO, Appel aux consciences, in loc.cit.
(2)A.LEO, Le socialisme aux paysans, in loc.cit.

perdre pour convaincre l'opinion publique, les paysans surtout, de la nécessité de leur ralliement au socialisme. Il faut agir, créer, comme on l'a vu, des comités d'information dans la province et rédiger des affiches de propagande.
Le travail, difficile, n'est pas impossible. La plus grande difficulté est l'organisation de la propagande, qui n'est pas libre:

...si la propagande démocratique était libre de s'exercer,le peuple des campagnes et celui des villes n'en feraient bientôt plus qu'un, désormais tout puissant contre ses exploiteurs.(I)

Connaissant bien le caractère des paysans,leurs préoccupations, leurs soucis, leurs intérêts, et surtout sachant que le manque d'instruction leur interdit une réflexion personnelle, elle est profondément convaincue que, dans leurs décisions politiques, ils ne suivent que leurs propres intérêts. Ainsi en a-t-il été pendant la grande Révolution, qui les a vus se ranger de son côté parce qu'elle les a affranchis des dîmes et de la corvée et que leur a donné la terre;(2) Si pendant les élections du 8 février I87I ils ont voté monarchique, ce n'a pas été par ce qu'ils étaient politiquement convaincus de leur choix, au contraire, leur décision dérivait d'une exigence pratique de paix et peu importait pour eux quel était le parti qui s'en était fait le partisan:

(I)A.LEO,Le complot monarchique en province, 2e p.,in "La Sociale", I6 mai.
(2)A.LEO,Le socialisme aux paysans, in loc.cit.

Après l'armistice tout le sort des élections fut donc dans ces deux mots, paix ou guerre. Les républicains voulaient continuer la guerre, les monarchiques voulaient la paix. C'est pour la paix que le paysan les prit, sans s'inquiéter du drapeau qu'ils avaient en poche. Voilà toute l'histoire de ces élections funestes.(1)

Se fiant à tout ce qu'on lui dit, ne pas ayant les moyens pour développer une idée personnelle, la province n'a donc agi que suivant ses besoins pratiques. Et maintenant aussi, si nous voulons réussir, dit André Léo, il faut la prendre par ce côté: "Les monarchistes l'emportent par le préjugé. Agissons sur l'intérêt."(2)

Il faut, surtout, faire comprendre aux paysans que leurs intérêts sont les mêmes que ceux des ouvriers, que tous les travailleurs, aussi bien ceux de la campagne que ceux de la grande ville, ont une caractéristique en commun. Ce point en commun, c'est l'oppression qu'ils subissent, c'est leur aspiration à la justice et à la liberté. L'ouvrier et le paysan se trouvent donc tous les deux dans la même condition d'exploités: "leurs intérêts sont les mêmes. Ils ont les mêmes oppresseurs, le même but à atteindre de justice et de liberté."(3)

Ce qui les sépare est appelé un "terrible malentendu", car, au fond, "il s'agit de la grande querelle du pauvre contre le privilégié, du travailleur contre le parasite, du peuple contre les exploiteurs. Eh bien, les travailleurs, les pauvres, les

---

(1)A.LEO,Le complot monarchique en province,2e p.,in loc.cit.
(2)A.LEO,La France avec nous,1ère p.,in "La Commune",9 avril.
(3)A.LEO,Ibid.

exploitées rempliseent la province comme Paris...Il ne faut donc que savoir toucher le point sensible, et le faire entendre en parlant net. Le préjugé contre Paris et contre la République est très fort chez le paysan; mais il y a en lui quelque chose de plus fort encore: l'intérêt."(1)
Toute la question réside maintenant dans une propagande bien faite, capable de convaincre les paysans de l'universalité des propositions socialistes,ou, au moins, républicaines.

André Léo est confiante dans une réponse des paysans,car, si d'une part elle reconnaît que "la province hait et maudit Paris",(2)de l'autre elle s'aperçoit que "la province est honteuse" de l'oeuvre de l'Assemblée "dite nationale".(3)
Cette dernière affirmation veut être une nouvelle confirmation du fait que la province n'a pas voté pour la monarchie parce que convaincue de sa politique, mais, au contraire, tout en la blâmant. Ce fait tourne certainement en faveur des républicains, qui, dit-elle, doivent en profiter pour les attirer à eux.
La chose est d'autant plus possible que le peuple des provinces est, "s'il ne comprend pas encore, bien préparé à comprendre",(4)car "il a saisi dans ses dehors du moins, ce complot monarchique".(5)

---

(1)A.LEO,La France avec nous,1ère p., in loc.cit.
(2)id.
(3)id.
(4)A.LEO,Le complot monarchique en province,2e p.,in loc.cit.
(5)id.

En effet, lors de la guerre contre l'Allemagne, la province s'était tristement aperçue du désintéressement de ses chefs militaires envers la cause française et de leur autoritarisme envers les soldats. Ceci les avait profondément déçus et leur avait fait choisir le parti de renoncer la bataille, en "se voyant vaincus d'avance par la trahison".(I) Voici à ce propos un extrait qui expose bien les rapports entre les militaires et leurs chefs, rapports qui sont la preuve de l'opposition, au lieu de la solidarité qu'il devrait y avoir, entre ces deux classes, hyérarchiquement différentes, mais qui devraient lutter ensemble, avec accord, contre l'ennemi commun. Contre cette opposition intérieure, le soldat-paysan s"est révolté et a choisi la voie de la paix:

...dès que l'avantage s'accusait, nos chefs nous rappelaient, arrêtaient le combat, puis on cédait le terrain; on reculait. Est-ce naturel ça? A quoi bon alors se faire tuer? -Nos chefs! bons pour injurier et malmener le soldat; mais se battre, pas si bêtes!...Il y en a de braves, oui, mais ce n'est pas la quantité...Des chefs aux soldats, nuls rapports que ceux d'une discipline brutale et odieuse. On ne sait pas trouver une parole pour enflammer ces hommes, ces Français, levés pour défendre leur patrie; mais on les fusille à tort et à travers pour un mot, pour un geste, pour une parole...De là est résulté chez le soldat, chez le paysan, le mépris et la haine de tout ce qui porte galons au képi, avec le dégoût profond de la guerre. Ce

---

(I)A.LEO,Le complot monarchique en province, 2e p..in loc.cit.

n'est point par lâcheté, mais par la conviction de l'inutilité de tels efforts avec de tels chefs; c'est en se voyant vaincus d'avance par la trahison, qu'ils voulurent la paix, en gardant l'espoir d'une revanche, sous l'empire de conditions meilleures. (1)

Pour confirmer la haine des paysans envers leurs chefs militaires, elle ajoute que ce que le peuple des provinces a pardonné le plus volontiers à la Révolution de Paris, c'est d'avoir tué des généraux.

Revenons maintenant de plus près au problème de la propagande, qu'André Léo prend si à coeur.
Dans "La Commune" du 10 avril et dans "La Sociale" du 3 mai on reproduit le texte d'un manifeste qui fut rédigé presque entièrement par André Léo.(2) Il était adressé aux travailleurs des campagnes et il fut distribué dans les provinces à plus de 100.000 exemplaires. Malon, qui en parle dans son livre La troisième défaite du prolétariat français, écrit qu'il a été reçu "avec faveur" des paysans.(3)
Ce texte, bien explicatif de la pensée de notre auteur, en le reproduit en entier:

Frère, on te trompe. Nos intérêts sont les mêmes. Ce que je demande, tu le veux aussi; l'affranchissement que je réclame, c'est le tien. Qu'importe si c'est à la ville ou à la campagne

---

(1)A.LEO, Le complot monarchique en province, 2e p., in loc.cit.
(2)E.THOMAS, Les Pétroleuses, op.cit., p.143.
(3)B.MALON, La troisième défaite du prolétariat français, op. cit., p.169.

que le pain, le vêtement, l'abri, le secours, manquent à celui qui produit toute la richesse de ce monde? Qu'importe que l'oppresseur ait nom: gros propriétaire ou industriel? Chez toi, comme chez nous, la journée est longue et rude, et ne rapporte pas même ce qu'il faut aux besoins du corps. A toi comme à moi, la liberté, le loisir, la vie de l'esprit et du coeur manquent; Nous sommes encore et toujours, toi et moi, les vassaux de la misère.

Voilà près d'un siècle, paysan, pauvre journalier, qu'on te répète que la propriété est le fruit sacré du travail, et tu le crois. Mais ouvre donc les yeux et regarde autour de toi; regarde-toi toi-même, et tu verras que c'est un mensonge. Te voilà vieux; tu as toujours travaillé; tous tes jours se sont passés, la bêche ou la faucille à la main, de l'aube à la nuit, et tu n'es pas riche cependant, et tu n'as pas même un morceau de pain pour ta vieillesse. Tous tes gains ont passé à élever des enfants, que la conscription va te prendre, ou qui, se mariant à leur tour, mèneront la vie de bête de somme que tu as menée, et finiront comme tu vas finir, misérablement, car, la vigueur de tes membres s'étant épuisée, tu ne trouveras plus guère de travail; tu chagrineras tes enfants du poids de ta vieillesse et te verras bientôt obligé, le bissac sur le dos, et courbant ta tête, d'aller mendier, de porte en porte, l'aumône méprisante et sèche.

Cela n'est pas juste, frère paysan, ne le sens-tu pas? Tu vois donc bien que l'on te trompe;car s'il était vrai que la propriété est le fruit du travail, tu serais propriétaire, toi qui as tant travaillé. Tu posséderais cette petite maison,avec un jardin et un enclos, qui a été le rêve, le but, la passion de toute ta vie, mais qu'il t'a été impossible d'acquérir -ou que tu n'as acquise peut-être, malheureux, qu'en contractant une dette qui t'épuise, te ronge et va forcer tes enfants à vendre, aussitôt que tu seras mort, peut-être avant, ce toit qui t'a déjà tant coûté. Non, frère, le travail ne donne pas la propriété.Elle se transmet par hasard ou se gagne par ruse. Les

riches sont des oisifs; les travailleurs sont des pauvres, -et restent pauvres. C'est la règle, le reste n'est que l'exception.

Cela n'est pas juste. Et voilà pourquoi Paris, -que tu accuses sur la foi de gens intéressés à te tromper, -voilà pourquoi Paris s'agite, réclame, se soulève, et veut changer les lois qui donnent tout pouvoir aux riches sur les travailleurs. Paris veut que le fils du paysan soit aussi instruit que le fils du riche, et pour rien, attendu que la science humaine est le bien commun de tous les hommes, et n'est pas moins utile pour se conduire dans la vie que les yeux pour voir.

Paris veut qu'il n'y ait plus de rois qui reçoivent 30 millions de l'argent du peuple et qui engraisse de plus sa famille et ses favoris; Paris veut que cette grosse dépense n'étant plus à faire, l'impôt diminue grandement. Paris demande qu'il n'y ait plus de fonctions payées 20.000-30.000-100.000 fr.- donnant à manger à un homme, en une seule année, la fortune de plusieurs familles; et qu'avec cette économie, on établisse des asiles pour la vieillesse des travailleurs.

Paris demande que tout homme qui n'est pas propriétaire ne paie pas un sou d'impôt; que celui qui ne possède qu'une maison et son jardin ne paie rien encore; que les petites fortunes soient imposées légèrement, et que tout le poids de l'impôt tombe sur les richards.

Paris demande que ce soient les députés, les sénateurs et les bonapartistes, auteurs de la guerre, qui paient les cinq milliards à la Prusse, et qu'on vende pour cela leurs propriétés, avec ce qu'on appelle les biens de la couronne, dont il n'est plus besoin en France.

Paris demande que la justice ne coûte plus rien à ceux qui en ont besoin, et que ce soit le peuple lui-même qui choisisse les juges, parmi les honnêtes gens du canton.

Paris veut enfin, -écoute bien ceci,- travailleur des campagnes, pauvre journalier, petit propriétaire que ronge l'usure, berdier, métayer, fermier, vous tous qui semez, récoltez, suez, pour que le plus clair de vos produits aille à quelqu'un qui

ne fait rien; ce que Paris veut, en fin de compte, c'est la terre au paysan, l'outil à l'ouvrier, le travail pour tous.

La guerre que fait Paris en ce moment, c'est la guerre à l'usure, au mensonge et à la paresse. On vous dit: les Parisiens, les socialistes, sont des partageux. -Eh! bonnes gens, ne voyez-vous pas qui vous dit cela? Ne sont-ils pas des partageux ceux qui, ne faisant rien, vivent grassement du travail des autres?N'avez-vous jamais entendu les voleurs, pour donner le change, crier au voleur? Et détaler tandis qu'on arrête le volé?

Oui, le fruit de la terre à ceux qui la cultivent. A chacun le sien; le travail pour tous. Plus de très riches, ni de très pauvres. Plus de travail sans repos, plus de repos sans t travail. Cela ne peut, car il vaudrait mieux ne croire à rien que de croire que la justice ne soit pas possible. Il ne faut pour cela que de bonnes lois, qui se feront quand les travail leurs cesseront de vouloir être dupés par les oisifs.

Et dans ce temps-là, croyez-le bien, frères cultivateurs, les foires et marchés seront meilleurs pour qui produit le blé et la viande, et plus abondants pour tous, qu'ils ne furent jamais sous aucun empereur ou roi. Car alors, le travailleur sera fort et bien nourri, et le travail sera libre des gros impôts, des patentes et des redevances, que la grande Révolution n'a pas toutes emportées, comme il paraît bien.

Donc, habitants des campagnes, vous le voyez, la cause de Paris est la vôtre, et c'est pour qu'il travaille, en même temps que pour l'ouvrier. Ces généraux qui l'attaquent en ce moment, ce sont les généraux qui ont trahi la France. Ces députés, que vous avez nommés sans les connaître, veulent ramener HenriV. Si Paris tombe, le joug de la misère restera sur votre cou et passera sur celui de vos enfants. Aidez-le donc à triompher,et, quoi qu'il arrive, rappelez-vous bien ces paroles - car il y aura des révolutions dans le monde jusqu'à ce qu'elles soient accomplies: - la terre au paysan, l'outil à l'ouvrier, le tra-

vail pour tous.(I)

Dans ce manifeste André Léo a focalisé les idées sur lesquelles elle s'appuie pour décider les paysans à sortir de leur conservatisme. Comme on le voit, elle ne veut pas les condamner, ni les accuser, mais leur expliquer par de simples raisonnements, par des constatations, que leur situation n'est pas différente de celle des ouvriers des villes. Aussi bien à la ville qu'à la campagne il existe des oppresseurs et des opprimés: il faut s'en rendre compte et ne plus croire à ceux qui ont le courage d'affirmer que la propiété est le fruit du travail, quand les faits montrent qu'elle est obtenue seulement par la ruse et par l'hérédité. Ceux-là mentent par intérêt personnel; ceux-là sont de ceux qui accusent pour ne pas être accusés; il ne faut pas leur faire confiance, au contraire, les combattre. André Léo est sûre que"ces paroles seront entendues",car,écrit-elle, la "terre est la passion du paysan, le prix sans pareil auquel tendent tous ses efforts, tous ses rêves. Une telle proclamation, répandue dans les campagnes, y produirait un effet puissant."(2)

Toujours concrètement, elle conseille de former un comité composé de parisiens pour en organiser la diffusion.

(I)[A.LEO],Au travailleur des campagnes,in"La Commune",IO avril et in "La Sociale",3 mai.On le trouve reproduit aussi dans B. MALON,La troisième défaite..., op.cit.,pp.I69-I73.
(2)A.LEO,La France avec nous, 2e p.,in "La Commune", IO avril.

Dans le même article du 10 avril, André Léo explique la"tactique" qu'elle a employée pour s'adresser aux paysans:

Considérez ce qui a profondément attaché le paysan à la première révolution, c'est l'abolition des redevances et corvées, et la vente des biens nationaux.

Privé d'instruction,son intelligence des conquêtes révolutionnaires s'est arrêtée là. Tout ce qui est d'intérêt moral ou intellectuel lui échappe ou le touche peu. Parlez-lui politique;...; énumérez les réformes nécessaires, vous le laisserez à peine ébranlé, défiant encore, bientôt oublieux. -Parlez-lui de diminution d'impôt, d'institution, de crédit, d'affranchissement des droits excessifs qu'il paie au capital, son regard s'anime et il vous dira cordialement: si c'est ça, j'en suis... La politique le laisse froid; le socialisme le prend. C'est par les mêmes moyens que la Révolution de '89; c'est en affranchissant la terre du droit seigneurial actuel qu'on attachera le paysan à la Révolution nouvelle, complément de la première.(1)

Si la propagande s'appuyant sur l'intérêt était pour André Léo la seule voie possible en ce moment pour attirer à soi le paysan,pourtant, elle-même admet qu'en voie de principe elle n'est pas la meilleure, ni la plus juste:

Oh! certes; il vaudrait mieux l'élever doucement à la vérité, s'adresser à l'intelligence et au cœur plutôt qu'aux appétits matériels.(2)

Mais tout de suite après elle donne les raisons qui obligent la Commune à faire une propagande pareille:

---

(1)A.LEO,La France avec nous,2e p.,in loc.cit.
(2)A.LEO,La France avec nous,1ère p.,in loc.cit.

Mais à qui la faute si nous n'avons pu le faire? S'il nous est encore défendu d'espérer une propagande libre et paisible? Est-ce nous qui avons supprimé la presse populaire et l'apostolat? Est-ce nous qui avons refusé au peuple l'instruction large et sérieuse, sans laquelle le suffrage universel n'est qu'un piège, où se prend et périt la démocratie?...Est-ce nous qui avons appelé sur le territoire ces bêtes de proie, ces princes,qu'allèchent les malheurs de la Patrie, comme l'odeur du cadavre allèche le chacal?...Est-ce nous qui faisons d'une guerre de principes une guerre de vengeances?(I)

Dans le même article André Léo se demande le pourquoi de la situation actuelle entre la province et Paris. Puisque leur division est causée par un "malentendu", outre que par l'influence malhonnête des "hommes de l'ordre", qu'est-ce que Paris a fait pour rallier les paysans à son idée? Peut-être seulement aujourd'hui s'aperçoit-il de l'opposition entre leurs opinions? Non, certainement. André Léo s'élève en arbitre de la situation et devient neutre pour un instant. Elle critique les paysans,mais plus encore les Parisiens:

Paris, en ce moment, hait et maudit la province, et la province hait et maudit Paris. On a élevé entre eux une montagne de mensonges et de calomnies. Ils ne se connaissent pas et sont injustes l'un pour l'autre. Tous les deux ont tort, et Paris, le plus intelligent, a peut-être les torts les plus graves. Il avait, par devoir et pour son intérêt le plus cher, à éclairer le peuple des campagnes...Il s'est contenté de dédaigner la province, de n'en tenir compte;il a cru pouvoir l'entraîner à

(I)A.LEO,La France avec nous,Ière p.,in loc.cit.

sa suite. La province l'écrasait et il ne la sentait pas;elle lui crevait les yeux, et il ne la voyait pas; elle le tenait à la gorge et il l'oubliait. Il ne voyait que l'empire, et ne semblait pas comprendre que l'empire n'était autre chose que la province. Il lui a dû vingt-deux ans de fer. Qu'importe? Il a continué de croire qu'il pouvait agir sans elle et maintenant, dans cette lutte inégale, il semble près de périr terrassé sous le robuste genoux du paysan, son frère égaré.(1)

La critique qu'elle adresse ici aux parisiens rappelle les considérations faites dans la lettre du 2 mars 1869 et adressée au journal "L'Egalité". Ici, comme là, en effet, elle se soucie d'éviter les intolérances,qui divisent, au lieu de rallier. Ce qu'il faut faire, ce n'est pas se haïr, mais s'entendre; s'éclairer plutôt que se vaincre. "...il faut avant tout se faire comprendre".(2)

Et peu après elle écrit: "...rien ne me semble plus funeste aux intérêts de la démocratie que cet esprit d'attaque et de dénigrement."(3)

Ce qu'elle veut faire comprendre, c'est que c'est seulement par le respect des opinions d'autrui qu'on obtiendra un progrès de la démocratie. Si l'on ne prend pas en considération, ou, pis encore, si l'on hait et si l'on méprise les idées et les moyens d'agir de ceux qui aspirent comme nous à la justice et à l'égalité des conditions sociales, mais qui utilisent des moyens différents que les nôtres pour y parvenir, si l'on maudit nos

---

(1)A.LEO,La France avec nous,1ère p.,in loc.cit.
(2)A.LEO,Lettre du 2 mars 1869, in "L'Egalité",13 mars 1869,n°8.
(3)id.

"frères égarés" sans comprendre qu'ils ont les mêmes exigences que nous, nous nous portons de la même façon que ceux que nous critiquons: nous nous disons des démocrates, mais nous nous portons en despotes. Il faut donc de la cohérence. Et maintenant, pendant la Commune, deux ans après la publication de sa lettre dans "L'Egalité", elle ne peut que critiquer vivement ces prétendus démocrates, qui, par un sentiment de dédain, n'ont pas voulu se mesurer avec la force populaire tout entière et sont restés dans l'isolement. Seulement maintenant ils s'en aperçoivent et commencent l'oeuvre d'éclairage; mais, qui sait si c'est trop tard!

Autrefois on l'avait vivement critiquée pour ses affirmations qui avaient l'air d'une trahison de la cause populaire; rappelons à ce propos les critiques de Ferron et de Bakounine dans "L'Egalité" respectivement du 13 mars et du 27 mars 1869.

Ces intransigeants refusèrent alors tout "esprit de conciliation vis-à-vis de cette classe bourgeoise qui nous mange si tranquillement tous les jours" et ils affirmèrent que le prolétariat "ne veut consentir à aucune transaction."

Mais André Léo n'a pas changé d'avis, elle continue de penser que pour pouvoir se définir démocrate, il faut avant tout se porter en démocrate. C'est pour cela, écrit-elle, qu'il ne faut pas

imiter les violences, les attentats contre la pensée et la liberté, qui sont la raison d'être de nos revendications. Il faut soutenir dignement sa foi; montrer dans tout son éclat l'idée qu'on a l'honneur de représenter; ne pas la violer de ses er-

reurs ou de ses colères; ne pas troubler la conscience de ceux qui ne voient les idées qu'à travers les hommes. Il faudrait ne pas suivre deux chemins différents: dire je suis "Commune" et agir en "Constituante".(1)

La question de la fin et des moyens est donc ici posée et en même temps résolue. La vérité doit être toujours cherchée et déclarée. Par exemple, maintenant Paris a déjà fait son choi choix, il a déjà choisi son rôle et son but, et il n'a guère qu'à y marcher fermement. Paris, en tant que commune, devait accepter l'Assemblée élue par la province. Paris ennemi de l'Assemblée n'est plus la Commune, il est la Révolution. Qu'il le soit donc franchement,...qu'il fasse entendre sa voix à la France entière et au monde...ou qu'il succombe en laissant au peuple ignorant et pauvre les legs de la vérité qui l'affranchira."(2) Il convient donc d'avouer franchement l'idée sociale, l'idée révolutionnaire qui la représente; il faut déclarer qu'il s'agit de la "lutte à mort entre la Révolution et la Monarchie."(3)
Nos armes sont "le droit, la justice, l'égalité! qu'elles marchent à défaut des mitrailleuses."(4)

"L'idée sociale" que possède Paris devrait être donnée à toutes les autres villes "nettement et clairement". Mais il a à faire avec un pouvoir "haineux","décidé à étouffer la révolu

---

(1)A.LEO,La France avec nous,1ère p.,in loc.cit.
(2)id.
(3)id.
(4)id.

tion, coûte que coûte", qui a voulu la lutte à mort. Paris eût offert au reste de la France le modèle de la Commune républicaine, propagande de fait, qu'il eût appuyée de la propagande écrite et parlée...Mais les violences de part et d'autre ont débordé.(1)

Si les révolutions des grandes villes qui ont soutenu la Commune de Paris pendant quelque temps ont presque aussitôt échoué, c'est que, dit-elle, il leur manquait l' "idée sociale" que Paris, au contraire, possède.

...Paris a fait appel aux grandes villes de France pour le soutenir dans sa révolte. Elles ont voulu répondre; mais ce mouvement s'est aussitôt apaisé. Pourquoi? Parce qu'on ne se soulève pas uniquement pour se soulever. Il faut avoir un droit à revendiquer, un but à poursuivre. Après que Lyon, Marseille, Toulouse, Avignon, Limoges, etc, ont eu crié: Vive Paris? elles ne se sont trouvées plus rien à faire. On a été si embarrassé de la victoire qu'on l'a laissée échapper. Ces villes avaient leur Commune, ou croyaient l'avoir. Il n'était question que de Paris.
Tout se fût passé autrement s'il eût été question d'autre chose,...s'il se fût agi d'un de ces intérêts qui passionnent toutes les consciences...L'idée, poursuivie dans une lutte à mort, acculée dans Paris, son dernier refuge, se défend. C'est vous, hommes du mensonge et de trahison, qui avez voulu la bataille sans merci, la bataille sanglante!(2)

L'idée devient pour notre auteur la cause et le but de la révolution: sans cet élément nécessaire toutes les révoltes échouent, et les faits, l'histoire, l'ont démontré. Quand, au contraire, on la possède, on se sent fortifié et disposé à tout

---

(1) A.LEO, La France avec nous, 1ère p., in loc.cit.
(2) id.

faire pour la défendre, même à mourir. "L'idée sociale" est donc exaltée, "bénie", et l'oeuvre de la Commune doit être de la diffuser, de la faire connaître et aimer.

II.2.2. La nécessité de la lutte armée

André Léo l'avait dit clairement le 9 avril: la Commune de Paris, n'acceptant pas l'Assemblée législative, élue par les Français, se posait en adversaire du gouvernement et elle devenait par nécessité la révolution.(I)

Du moment que les Versaillais refusaient d'accepter la Commune, et qu'ils voulaient la soumettre au gouvernement national coûte que coûte, la lutte devenait nécessaire, car les Parisiens tenaient absolument à leur indépendance.
Mais il existait aussi des républicains qui voulaient organiser des démarches pour favoriser la conciliation. Dans ce but avaient opéré des journaux républicains comme "Le Rappel", "Le Temps", "Le Siècle", "La Vérité", puis la Ligue d'Union Républicaine des droits de Paris et surtout les francs-maçons. Toutes leurs initiatives avaient réussi à obtenir seulement neuf heures d'armistice le 25 avril et encore vingt-sept heures quarante cinq minutes de trêve entre le 29 et le 30 avril. Le 29 avril, une grande manifestation, organisée par la franc-maçonnerie et appuyée par la Commune, avait eu lieu en faveur

---

(I)A.LEO,La France avec nous,1ère p.,in loc.cit.

de la paix et de l'alliance fraternelle. Ce fut à la suite de cette manifestation qu'une délégation alla à Versailles pour faire sa dernière tentative de conciliation, mais en vain, car ils obtinrent seulement les vingt-sept heures quarante cinq minutes de trêve.(I)

André Léo, au contraire, s'est toujours montrée favorable à la lutte et contraire à toute démarche qui visait à un accord, car celui-ci ne pouvait pas être durable et définitif. Dès le 4 avril (la première attaque versaillaise avait été du 2 avril) on trouve écrit dans "La Sociale": "Le seul objectif, c'est Versailles. C'est à Versailles qu'il faut aller; c'est Versailles qu'il faut prendre. La guerre est déclarée." Deux fois, le 10 et le 20 avril, elle critique les partisans de la conciliation, qui "veulent demander la grâce à l'ennemi". Parmi ceux-là on trouve, écrit-elle, des républicains de bonne foi comme Félix Pyat, un socialiste dont l'influence est considérable sur l'opinion révolutionnaire, des groupes de commerçants, des associations politiques républicaines, les municipalités des premières villes de France. André Léo explique que si elle est contraire à la conciliation, c'est parce que celle-ci ne résoudrait pas la question définitivement, car Thiers, ne changeant certainement pas d'avis à l'égard de la Commune,

---

(I)A la suite de ces échecs la franc-maçonnerie se rallia à la commune,en prêchant l'amour fraternel. Sur leurs drapeaux on lisait en effet: "Aimons-nous les uns les autres".

ferait toujours son possible pour l'abattre.

M.Thiers nous promette de maintenir la République Française, le droit communal...., l'autonomie de la garde nationale,et mille autres choses encore....Nous savons bien que rentré dans Paris il commencera par affirmer ses pouvoirs et par prouver sa force par une énergique répression, en déférant aux juridictions exceptionnelles tous ses adversaires désarmés, et en rouvrant l'ère des enquêtes militaires, des transportations sans jugement et de la guillotine sèche. Pas d'illusion!(1)

En outre, les Versaillais avaient déjà montré ne vouloir accepter aucune conciliation. D'abord, ils l'avaient déclaré clairement: "Nous ne pactisons pas avec les assassins" avait dit l'avocat Mendlé, secrétaire de Jules Favre, après avoir su que la foule parisienne avait tué le général Lecompte et Clément Thomas.Puis des actes l'avaient montré: le 22 mars ils essayèrent d'organiser une manifestation contre-révolutionnaire et des "hommes d'ordre" avaient attaqué la place Vendôme à main armée".(2) Et encore: tout de suite après la proclamation de la Commune ils tâchèrent "d'ameuter la province contre Paris et d'appeler à Versailles, avec le consentement des Prussiens,tout ce qu'il y avait en France d'armées disponibles pour les lancer contre Paris."(3)
Il est naturel qu'avec des préambules pareils un accord ne pouvait pas se faire, et si André Léo refuse toujours de pactiser

---

(1)[A.LEO],Pas de conciliation, in "La Sociale",20 avril.
(2)B.MALON,La troisième défaite...,op.cit.,p.105.
(3)B.MALON,Ibid.,p.75.

avec Versailles, c'est qu'elle est sûre qu'une conciliation définitive ne pourra jamais avoir lieu sur de tels fondements. En définitive, elle a cru tout de suite à ce que toute la Commune croira fermement seulement après les échecs des démarches conciliatrices, quand continuer de faire de la conciliation aurait signifié faire le jeu des gens de l'Assemblée ou de la réaction, c'est-à-dire renoncer à la révolution communale et à la République. Dès le IO avril on trouve ceci écrit dans "La Sociale":

Il n'estaaucune conciliation qui ne serait une trahison à la cause républicaine...Malgré tout, la lutte engagée doit continuer jusqu'à ce qu'un des combattants reste à terre...Traiter avec l'Assemblée de Versailles, ce serait,...,affirmer la souveraineté de cette Assemblée et sa raison d'être; tandis qu'aujourd'hui...elle ne doit plus être aux yeux de tous qu'une réunion de factieux en révolte ouverte contre la République et contre la Commune librement élue.(I)

Du côté d'André Léo se trouvaient des généraux populaires tels que Bergeret, Eudes, Duval, Flourens, qui, poussés par l'opinion publique des faubourgs, voulaient "la descente torrentielle sur Versailles,"(2) Au contraire, la Commune ne voulait pas un mouvement offensif, d'abord parce que la France devait voir de quel côté la guerre civile allait commencer, et puis parce que la garde nationale fédérée était trop désorgani

---

(I)[A.LEO],Les conciliateurs, in "La Sociale",IO avril.
(2)B.MALON,La troisième défaite...,op.cit.,p.189.

sée pour mener à bien une expédition extérieure. Cluseret était de cet avis. Puisque Paris avait renoncé à prendre Versailles le 19 ou le 20 mars, quand l'armée en désordre fuyait Paris, puisque le Comité Central n'avait pas profité de ce moment favorable, il fallait maintenant se résigner, bon gré , mal gré, à la défensive.

La garde nationale était effectivement la moins indiquée à une attaque, car voici comment Benoît Malon s'en souvient, incapable même de la défense:

> La garde nationale, si profondément agitée depuis la fin du siège, était complètement désorganisée. Un état major sans direction; des officiers improvisés, incapables pour la plupart; intendance nulle; administration nulle; tel était le côté militaire. En outre, s'il y avait là une admirable foule armée qui savait héroïquement combattre et mourir pour une idée, il n'y avait pas les éléments de discipline nécessaires à une force armée, chargée de l'oeuvre patiente et difficile de la défense d'une ville comme Paris.(I)

Et si on y pense bien, ajoute justement Malon,il ne pouvait pas en être autrement, car le socialisme, le fédéralisme, la fraternité entre les peuples, idées sur lesquelles s'organisait la Commune, étaient en contradiction avec la guerre.

La Commune, ayant donc refusé d'attaquer Versailles, organise la défense de la ville. Tout de suite, André Léo s'engage dans la lutte. Elle organise un bas d'initiatives concrètes et

---

(I)B.MALON, La troisième défaite..., op.cit., pp.205-206.

une oeuvre importante d'incitation pour convaincre tout le monde, les femmes aussi, de combattre pour la défense de Paris.

Elle critique vivement ces journaux qui ironisent sur la participation des femmes au combat et elle défend, au contraire, leur adhésion active à la Commune:

...les mêmes journaux qui relatèrent à l'occasion l'héroïsme de Jeanne Hachette, criblèrent de traits sarcastiques une telle idée[le fait que les femmes participent au combat]. A moins du parti pris, il faut reconnaître que tout grand intérêt excite les mêmes sentiments dans tout coeur humain et que, à moins d'être simples phénomènes négatifs, les femmes doivent ressentir forcément en de telles crises les mêmes passions que les hommes...et la démocratie ne triomphera qu'avec elles.(I)

Ces mots, prononcés durement, résonnent comme une leçon d'égalité qui ne doit pas être seulement formelle, comme beaucoup de républicains voudraient, mais au contraire appliqués et vécue dans la réalité. Les femmes, il n'y a pas de doute, ont effectivement la même sensibilité que les hommes, les mêmes passions, les mêmes désirs, les mêmes haines; pourquoi ne devraient-elles donc pas lutter comme eux et avec eux?

Pendant le premier siège de Paris, comme il y avait encore beaucoup d'hommes qui pouvaient combattre, André Léo conseillait aux femmes d'attendre le moment de la lutte suprême, pour la bataille des rues. Mais, écrit-elle, "maintenant Paris est loin d'avoir trop de combattants...Maintenant le concours des femmes devient nécessaire...Qu'elles entrent donc d'action

---

(I)A.LEO,Toutes avec tous, in "La Sociale",12 avril et in "La Commune",14 avril.

dans la lutte autant qu'elles y sont de coeur." Des femmes comme Louise Michel, comme Mme de Rochebrune, ont donné l'exemple et "font l'orgueil et l'admiration de leurs frères d'armes". Que les femmes combattent aux côtés de leurs fils, de leurs maris, de leurs frères; et les soldats de Versailles, que l'on trompe par des calomnies, comprendront alors qu'ils n'ont pas en face d'eux un groupe de factieux, mais le peuple tout entier.(1)

Cependant, toutes les femmes ne doivent pas aller combattre, car il y a aussi d'autres nécessités: soigner les blessés et préparer les repas. A ce propos André Léo fait un appel au général Cluseret:

...qu'on ouvre immédiatement trois registres sous ces titres: "Action armée, Postes de secours aux blessés, Fourneaux ambulants". Les femmes s'inscriront en foule, heureuses d'utiliser la sainte fièvre qui brûle leur coeur.(2)

Le général n'a pas répondu à la démarche d'André Léo, mais ce fait n'empêche pas nos femmes révolutionnaires de continuer leur activité pratique:

Les citoyennes de Montmartre, réunies en assemblée le 22 avril, ont décidé de se mettre à la disposition de la Commune pour former des ambulances qui suivent les corps engagés avec l'ennemi, et relever sur le champ de bataille nos héroïques défenseurs.

---

(1) A. LEO, Toutes avec tous, in loc.cit.
(2) id.

les femmes de Montmartre, animées de l'esprit révolutionnaire, veulent témoigner par des actes leur dévouement à la Révolution.
Signé Anna Jaclard, André Léo, Poirier, Buisard.(1)

Elles lancent des appels aux autres femmes, et leur donnent des directives pour leur engagement:

Les femmes du XVIIe arrondissemebt qui veulent concourir à la défense de Paris,
Soit pour le soulagement des blessés dans les ambulances, soit à la suite de nos bataillons pour relever, sur le champ même du combat, les blessés et les mourants,
Soit enfin derrière les barricades, si les ennemis du peuple forçaient nos remparts;
Toutes celles qu'anime l'amour de la justice, toutes celles qui sentent que leurs intérêts les plus chers sont, comme ceux des hommes, attachés au succès de la Révolution;
Que ces courageuses et patriotes citoyennes viennent se faire inscrire au comité, I3, rue du Boulevard; qu'elles y apportent leur concours et leurs dons.
Dans cette lutte du passé contre l'avenir, de l'injustice contre le droit, insensé qui se croit désintéressé, coupable qui reste neutre.

Paris, le 28 avril 1871

Le comité des citoyennes du XVIIe arrondissement: André Léo, A. Jarry, A.Collet, E.Fallen, Gaudon, E.Reiche, M.Briffant, M.Feuriant, Olivier Rupper.(2)

Mais lorsque les femmes veulent contribuer par leur activité à la réussite de la Commune, elles se heurtent à l'incompréhension des médecins et des officiers. André Léo s'en plaint et

---

(1)A.JACLARD, A.LEO, S.POIRIER, BUISARD, [Témoignage de dévouement à la Commune], in "Le Cri du Peuple", 26 avril, n°53.
(2)A.LEO et a., [Appel aux femmes], in "Le Cri du Peuple", 2 mai.

raconte dans "La Sociale" les mésaventures de neuf ambulancières à la recherche d'un poste de travail. Munies d'une commission de la municipalité du XVIIe arrondissement et d'un brassard de la Croix-Rouge, elles se rendent à la porte de Clichy, pour offrir leurs services. Le commandant du 34ebataillon en accepte quatre. Les autres vont à Levallois, d'où on les renvoie à l'état major du général Dombrowski, qui se trouve à Neuilly. Là, les officiers leur adressent des plaisanteries équivoques. "Pourquoi tous ces obstacles? leur demande la déléguée. Paris et la Révolution ont-ils donc à leur service trop de dévouement?" Elles rencontrent Louise Michel qui, avec de ses camarades, se morfond dans une petite chambre. Elle a quitté le fort d'Issy pour Neuilly, où l'action militaire est la plus violente. Mais on refuse de l'utiliser. "Ah! dit-elle, si l'on me permettait seulement de secourir nos blessés. Mais vous ne sauriez croire que d'obstacles, que de taquineries, que d'hostilités!"

Oui, ces femmes venues pour servir, au péril de leur vie, la révolution et ses défenseurs, on les faisait reconduire par des hommes armés, comme des coupables. Leur indignation était vive, profonde. Naïvement, elles se croyaient humiliées d'un pareil traitement, sans réfléchir que l'odieux et l'humiliation n'en revenaient qu'à ceux qui l'avaient ordonné.(I)

(I)ATLEO, Aventures de neuf ambulancières à la recherche d'un poste de dévouement, in "La Sociale", 6 mai.

Elles inspiraient des sentiments qui variaient:

du côté des officiers et des chirurgiens, sauf exception, une absence de sympathie, qui varie de la sécheresse à l'insulte; du côté des gardes nationaux, un respect, une fraternité,mêlés souvent à une émotion sincère...pour le citoyen qui défend son droit et son foyer, la présence de la femmes est une joie,une force. Elle double son courage et son enthousiasme, en lui apportant ses soins matériels, ce secours moral dont il se sent parfois cruellement privé.(1)

La différence de comportement consiste dans le fait que tandis que "la plupart des chefs ne sont encore que...des militaires,les soldats sont bien des citoyens."

Ils croient, eux, aux grandes forces qui sauvent le monde et les accèptent au lieu de les proscrire: ils sentent le droit de tous dans leur droit. Ils sentent que la révolution actuelle est l'expression des facultés ardentes et généreuses,trop longtemps comprimées, et qu'ils s'indignent de voir comprimer encore.(2)

A côté de ce sentiment élevé des soldats, il existe malheureusement encore un esprit bourgeois, autoritaire et mesquin de la part de beaucoup de chefs.
Les gardes nationaux ont montré ouvertement qu'ils appréciaient le dévouement des ambulancières et le Club de la Révolution Sociale, qui les représente, écrit dans un entrefilet du journal "Le Cri du Peuple" "son mécontentement de l'opposi

---

(1)A.LEO, Aventures de neuf ambulancières à la recherche d'un poste de dévouement, in loc.cit.
(2)id.

tion faite à ces braves filles du peuple par différents chefs de bataillon." Il fait aussi appel à la municipalité du XVIIe arrondissement, à l'effet d'assurer une bonne et cordiale réception aux citoyennes dévouées pour le service des blessés sur le champ de bataille,

citoyennes toujours acceptées avec bonheur par les chefs de bataillon, les officiers et les gardes, mais toujours repoussées, ou souvent du moins, par l'obstination systématique des chirurgiens-majors. Le Club déclare que ce serait un acte de lèse-humanité de refuser le concours de ces braves et dévouées patriotes, alors que les combattants se plaignent amèrement, comme sous les autres gouvernements, de la pusillanimité du service médical et du manque de brancardiers. En outre le Club insiste pour que la Municipalité et le chef de légion fassent connaître, à chaque bataillon, que des fourneaux sont établis et desservis par ces citoyennes, afin de délivrer les aliments cuits à nos braves gardes nationaux.(1)

André Léo résume dans une très belle phrase la condition de ces femmes qui, dévouées à la Révolution, voient pourtant refuser leur contribution:

Et quand, poussée par l'instinct sublime, qui entraîne heureusement en ce siècle tous les coeurs vers la liberté, elle offra malgré tout son dévouement à cette Révolution qui l'oublie, on la rejette avec insulte et avec mépris!(2)

---

(1)LE CLUB DE LA REVOLUTION SOCIALE,[Témoignage de solidarité avec les femmes révolutionnaires], in "Le Cri du Peuple",20 mai,n°80.
(2)A.LEO, La Révolution sans la femme, in"La Sociale", 8 mai.

André Léo reste toujours critique à l'égard de ces prétendus démocrates, comme le général Dombrowski, qui croient pouvoir faire la Révolution sans la femme. Elle veut leur faire comprendre que si l'on continue même maintenant, comme pendant la première Révolution, à vouloir nier à la femme ses droits, si l'on continue à refuser sa contribution révolutionnaire, il est logique qu'elle s'éloigne de la juste cause et qu'elle se rallie encore à l'Eglise, éternelle adversaire de la Révolution. L'Eglise, en effet, en enseignant le renoncement à l'égalité économique, justifie les divisions des classes; en promettant aux opprimés le bonheur dans l'au-de-là, voudrait empêcher la justice effective sur cette terre. De cette manière elle s'est faite le porte-parole des pouvoirs absolus, qui se fondent justement sur les inégalités et qui veulent conserver tout espèce de privilège pour leur classe.

Les femmes, exclues depuis toujours de la vie politique et par fois même de la vie sociale, réduites par un code civil abject et par des moeurs ignobles à la dépendance économique, morale et intellectuelle des hommes auxquels elles "appartenaient", empêchées de décider librement de leur avenir, ne se rendaient le plus souvent pas compte de leur position d'infériorité, qu'elles acceptaient de bon coeur. Parfaitement intégrées dans le système, elles ne manquaient pas à leurs devoirs religieux, qu'elles considéraient au contraire indispensables et particulièrement indiqués aux femmes. Quand la Révolution française éclata, une grande partie d'elles se rendit compte de la néces

sité de transformer la société sur la base de nouvelles et plus justes valeurs, qui tiennent compte des droits de tous les hommes, et donc des femmes aussi. Mais déçues tout de suite après à cause de la fausseté des promesses, croyant désormais impossible que la justice puisse concrètement se réaliser sur cette terre, elles se sont de nouveau rangées du côté du catholicisme, qui leur promettait le bonheur de l'au-de-là et qui leur a fait accepter comme naturel l' "ordre" d'ici-bas, c'est-à-dire l'ignorance de leur condition et sa conséquente acceptation.

André Léo montre la contradiction dans laquelle tombent ceux qui affirment la nécessité que la femme se rallie à la Révolution et qui refusent en même temps sa contribution pour cette cause, parce qu'ils prétendent que ce soient toujours les autres à décider pour elle. C'est une contradiction, ajoute-t-elle, de laquelle il faut que les hommes qui veulent se dire démocrates sortent définitivement. Il faut qu'enfin ces hommes comprennent que la liberté et l'égalité économique et des conditions sociales doivent signifier aussi affirmation et respect des droits de tous deux les sexes.

André Léo s'adresse à ce propos au général Dombrowski, qui s'est montré, en ce qui concerne les femmes, éminemment réactionnaire. Elle lui rappelle que sans la participation des femmes, la journée du 18 mars aurait échoué: "Vous n'auriez jamais été général de la Commune, citoyen Dombrowski." Raisonnons un peu, général:

...croit-on pouvoir faire la Révolution sans les femmes? Voilà quatre-vingt ans qu'on l'essaie et qu'on n'en vient pas à bout. La première Révolution leur décerna bien le titre de citoyennes, mais non pas les droits. Elle les laissa exclues de la liberté, de l'égalité. Repoussées de la Révolution, les femmes retournèrent au catholicisme, et, sous son influence, elles composèrent cette immense force réactionnaire, imbue de l'esprit du passé, qui étouffe la Révolution toutes les fois qu'elle veut renaître...Quand l'intelligence des républicains s'élèvera-t-elle jusqu'à comprendre leur principe et servir leur intérêt? Ils demandent que la femme ne soit plus sous le joug des prêtres; et il leur déplaît de la voir libre penseuse. Ils veulent bien qu'elle ne travaille pas contre eux, mais ils rejettent son concours dès qu'elle veut agir...C'est que beaucoup de républicains, -je ne parle pas des vrais- n'ont détrôné l'empereur et le bon Dieu...que pour se mettre à leur place...La femme ne doit plus obéir aux prêtres; mais elle ne doit pas plus qu'auparavant relever d'elle-même. Elle doit demeurer neutre et passive, sous la direction de l'homme. Elle n'aura fait que changer de confesseur.(1)

Mais Dieu avait sur l'homme l'avantage immense de rester inconnu, ce qui lui permettait d'être un idéal, et, encore,la religion condamnait la raison et la science, tandis que la Révolution les a comme point de départ pour la recherche de la vérité et de la justice. En somme, c'est encore une fois une critique de méthode qu'elle avance: il ne faut pas se dire démocrate et nier ses droits à un être humain seulement parce qu'il est né femme. Justement, elle prétendait que la parité des droits fût admise par tous, si c'était possible, mais au moins par ceux

---

(1)A.LEO, La Révolution sans la femme, in loc.cit.

qui revendiquent l'égalité nécessaire à tout être humain. Faire comprendre cela était fondamental, car, faute de cette conviction, les révolutions n'aboutiraient jamais à une société véritablement juste.

Il y a eu, pourtant, des vrais socialistes qui ont admis l'importance du rôle de la femme dans la réussite du mouvement du 18 mars et l'importance de leurs actions pendant la Commune. Benoît Malon, par exemple, après avoir reconnu leur condition d'opprimées, fait l'éloge de ces femmes qui se sont dévouées à la Révolution et en rappelle les actions concrètes pendant les trois mois de la Commune.(1)
Comme le rappelle Edith Thomas aussi, "au contraire de tant de partisans de la Commune, imbus de préjugés bourgeois les plus traditionnels -Paul Martine, par exemple, ou le général Dombrowski-" le délégué à la guerre Rossel comprend au contraire le rôle que les femmes peuvent jouer, et dans le but de ne négliger aucune énergie, il fait appel à elles.(2)

Ayant lu l'article où André Léo se plaint de l'accueil que des officiers fédérés et des chirurgiens ont réservé à des ambulancières de la Commune, article du titre Aventures de neuf ambulancières à la recherche d'un poste de dévouement, Rossel répond personnellement au "citoyen" André Léo:

---

(1)B.MALON, La troisième défaite..., op.cit., pp.272-279.
(2)E.THOMAS, Rossel, 1844-1871, Paris, Gallimard, 1967, p.341.

Madame, j'ai lu avec regret dans "La Sociale" d'aujourd'hui un article où vous constatez le peu de cas que l'on fait des services volontaires offerts par les citoyennes sur le champ de bataille. Je vous prie de m'indiquer soit par une correspondance directe, soit plutôt par la voie de la publicité, comment je pourrais utiliser ces dévouements qui restent inutiles.(1)

André Léo lui répond par une lettre du 9 mai, où elle le remercie de son attitude envers les femmes:

Le ton haut et franc de vos récentes déclarations m'avait fait pressentir en vous un homme incapable de préjugés vulgaires. Ce que vous pouvez faire pour utiliser le dévouement des républicaines, vous le sauriez mieux que moi, puisque cela dépend de votre pouvoir...(2)

Mais André Léo connaît bien les limites du pouvoir sous la Commune et qu'il ne suffit pas de donner des ordres pour triompher du"mauvais vouloir". Les femmes se heurtent aux préjugés masculins et à l'esprit de corps des chirurgiens, alors qu'il faudrait tendre " à cette fraternité sérieuse de l'homme et de la femme, à cette union de sentiments et d'idées qui, seules, peuvent constituer dans l'honneur, dans l'égalité, dans la paix, la Commune de l'avenir...La république ne sera inébranlablement fondée, continue André Léo, que lorsque la moitié de l'humanité ne vivra plus dans les erreurs du passé"et que lorsqu"elle admettra enfin cette égalité. André Léo soumet ensuite à Rossel l'idée de "fonder des ambulances spéciales aux remparts et aux avant-postes, ambulances dirigées...par un ou deux chi-

---

(1)L.-R.ROSSEL, [Lettre à André Léo], in"La Sociale", 7 mai.
(2)A.LEO, Réponse au citoyen Rossel,délégué à la guerre, in "La Sociale", 9 mai.

rurgiens sans préjugés antiféministes." A ce propos elle propose:

Trois ou quatre jeunes femmes ont passé leurs examens avec succès à l'Ecole de Médicine de Paris; elles pourraient être mises à la tête de ces ambulances. Je ne doute pas de leur bonne volonté. Elles ont eu l'audace de forcer les portes de la science; elles ne manqueront point au service de l' Humanité et à celui de la Révolution.(I)

Si André Léo exalte, on l'a vu, le dévouement des femmes à la Révolution, elle admire aussi l'héroïsme de tous les soldats qui combattent et qu'elle appelle "les soldats de l'idée". Dans un très bel article , elle célèbre la mémoire des fédérés déjà morts et elle loue l'action de ceux qui continuent la bataille,sachant courir la mort, mais qui sont,en même temps, heureux de combattre pour l' "idée sociale".

Chaque jour -et chaque nuit- les rangs s' éclaircissent, les camarades tombent; on voit les cervelles jaillir, les membres sont écrasés; cet oeil où brillait la flamme s'éteint;la bouche qui criait:Vive la République! se ferme et se raidit; on s'en va conduire au cimetière, au son d'une musique funèbre, ce qui reste de l'ami, du voisin, au milieu des pleurs, des cris de la femme et des enfants, le coeur triste. Puis on retourne au combat en se disant: aujourd'hui, moi, peut-être...

60.000 soldats, c'est peu pour une armée. Mais 60.000 héros pour une seule ville, c'est beaucoup, c'est admirable!...

(I)A. LEO, Réponse au citoyen Rossel, délégué à la guerre,in loc. cit.

C'est surtout le manoeuvre qui se bat. Le soldat de la Révolution actuelle c'est le Peuple...Hier encore, il était dans son échoppe, la poitrine courbée sur les genoux, poussant l'alêne ou l'aiguille, ou battant le fer. Combien passaient à côté sans savoir, sans croire, qu'il y avait là un homme? Aujourd'hui, ce tailleur, ce cordonnier, ce menuisier, ce mouleur, se redresse tout à coup et, déposant l'outil et le tablier, s'est porté sur le champ de bataille. Il fait la plus grande chose que puisse faire un être humain, il se dévoue pour sa foi, il combat pour une idée, dont,peut-être, il ne verra pas le triomphe. Ce pauvre donne le plus précieux des biens de l'homme,sa vie, à l'humanité...Ce sang généreux, qui coule aujourd'hui, féconde le sillon de la grande récolte, sang de martyr populaire, appauvri par la misère, mais riche de ses éléments impalpables, qui sont ceux de la véritable vie.

Chers et nobles héros, soldats de l'idée, pauvres artisans sublimes, plus vous êtes obscurs, plus l'oeil ébloui se mouille à vous contempler!(I)

D'où vient l'héroïsme de ces soldats? Ce n'est pas "des hautes études classiques, de ce culte de la vertu qui inspirent si bien la jeune bourgeoisie". Le fait qu'il existe encore des hommes pareils, oblige de reconnaître que "l'humanité n'est pas dégénérée" et que "la France n'est pas en dissolution".

A Paris, à côté de ces soldats qui se donnent tout entiers à la Révolution, il existe bien des hommes qui se veulent indifférents et qui ne participent pas à la lutte.
André Léo en fait un portrait significatif:

(I)A.LEO,Les soldats de l'idée, in "La Sociale", 28 avril.

...quelque deux cent mille citoyens, bien portant et frais rasés, vont, comme se de rien n'était, à leurs petites affaires, ...lisent les journaux, jugent tranquillement des coups et s'abstiennent de prendre part à la lutte.(I)

Elle critique vivement ces Parisiens qui, tout en condamnant la Commune, ne s'en vont pas de Paris, et aussi ceux qui, favorables à l'idée communale, à l'indépendance de Paris et des citoyens d'un pouvoir central établi, ne s'engagent pas directement dans la lutte, en apportant des justifications qui ne sont pas solides. André Léo s'adresse directement aux "neutres". Par son intervention elle voudrait qu'ils prennent conscience de leur situation, et qu'ils se décident enfin à se ranger de l'un ou de l'autre côté, car, en ces moments, la neutralité est blâmable:

...il serait bon...de savoir simplement si l'on est pour ou contre la liberté communale, pour ou contre l'indépendance du citoyen... -Vous êtes contre? C'est-à-dire vous n'en voulez que pour vous, hommes de proie, car on peut mettre au défi tout être humain de déclarer qu'il aime être esclave...Mais en ce cas, que faites-vous ici? A Versailles! -Vous êtes pour la liberté. Vous haïssez Favre, vous méprisez Thiers. Vous trouvez infâme que des drôles s'arrogent...pour l'intérêt de leurs vanités... le pouvoir d'étouffer des âmes libres, et de récolter les fruits de l'activité des travailleurs.
Vous êtes pour l'idée communale, c'est-à-dire pour le droit individuel...

(I)A.LEO, Les neutres, in "La Sociale", 30 avril.

...Pour rien au monde vous ne souffririez qu'on réglât sans vous une question d'argent, et vous abandonnez au hasard d'une bataille inégale le premier intérêt de votre vie...!(1)

Ces hommes, pour ne pas combattre, trouvent les excuses les plus disparates. "Ceux-ci prétendent s'être retirés à cause des chefs...": On peut certes discuter les hommes qui représentent maintenant la Commune, explique André Léo, mais l'on sait que l'on peut même les changer par des élections. Ce n'est donc pas là une vraie raison. "...d'autres s'offusquent de certaines intempérances...": il faut prendre des mesures, certes, encore que la fatigue et le manque d'aliments sains soient pour beaucoup la cause de ces abus.

De toutes les raisons données par les neutres pour s'abstenir, la plus profonde est celle-ci, ajoute ironiquement André Léo: c'est que tout le monde n'y va pas. Rien de plus concluant; mais le remède est bien simple, citoyens. Que nul n'attende ce que fera l'autre, que chacun de vous parte le premier, tout le monde s'y trouvera.(2)

La Commune a besoin, en ce moment, de la contribution de tous les démocrates pour mener à bien la lutte. Il lui faut le concours des femmes et de tous les hommes convaincus de la nécessité de l'indépendance des communes, de la liberté et de l'égalité des citoyens, de la justice, enfin.
Personne ne doit rester à l'écart de la lutte, personne ne doit

---

(1)A.LEO, Les neutres, in "La Sociale", 30 avril.
(2)id.

être indifférent à sa propre cause, à la cause du peuple.Il faut se battre, car désormais c'est seulement après la victoire que la Commune pourra réaliser toutes les réformes que les travailleurs sentent nécessaires et auxquelles ils aspirent. Alors on pourra créer une société meilleure, qui ne sera pas parfaite, mais qui aura le moyen pour s'améliorer toujours plus: la participation active et directe des citoyens-mêmes à la gérence de la Commune.

II.2.3. Contre le mensonge et l'autoritarisme

On a déjà vu que d'importance André Léo donnait à la recherche de la vérité. Dans le premier paragraphe de ce chapitre,on l'a vu, André Léo critiquait violemment l'oeuvre de la propagande versaillaise basée sur le mensonge et qui avait pour but de se concilier la province, en la trompant sur Paris et sur les Parisiens. Contre ces attaques malhonnêtes, elle a organisé et conseillé d'organiser un travail d'information fondé sur la vérité, qui expliquât la situation réelle de Paris et de la France, sans s'appuyer sur aucun préjugé.
A première vue, nous pourrions croire la tactique d'André Léo un nouvel expédient pour influencer ceux qui ne se sont pas encore rangés du côté de la Commune. Au contraire, nous devons croire à sa sincérité et à son désir authentique de vérité,car, si elle n'a jamais arrêté un instant des critiquer les procédés malhonnêtes de propagande versaillaise, leur faux amour pour la

république, leurs manoeuvres bourgeoises et même monarchiques, elle n'a d'autre part pas hésité un instant à s'opposer à certaines décisions prises par la Commune qui révélaient des conduites non démocratiques. Elle a blâmé, comme nous le verrons mieux, aussi bien la décision qui avait amené à la suppression de la presse réactionnaire, que la conduite de la Commune envers Rossel, délégué à la guerre. Et plus d'une fois elle a vivement critiqué le Comité Central qu'elle croit être l'organisateur du désordre existant.
Mais, en ce moment, malgré ses défauts, la Commune reste quand même pour André Léo le seul représentant de la Vérité et de la Justice, car si ses hommes peuvent commettre des fautes et des erreurs, l'idée qu'elle représente est, au contraire, juste. Les hommes, on peut les changer, l'idée reste. C'est elle qui compte principalement, c'est elle que suit le peuple en masse.

André Léo ne perd jamais l'occasion, lorsqu'elle se présente, d'attaquer les équivoques auxquelles M. Thiers se prête si volontiers. Dit-il qu'il veut le droit commun? De prime abord, on dirait que tout le monde se trouve d'accord avec lui, mais nous "sommes dans un siècle où les mots ont besoin d'être définis.Le droit commun de M. Thiers et de l'Assemblée, c'est la liberté de l'ignorance et de l'esclavage de la pensée." Pour Paris, au contraire, "le droit commun c'est l'égalité". Une définition ainsi prononcée, quoique vraie, resterait abstraite si elle se limitait à son énonciation. Mais André Léo ne se

contente jamais de déclamer seulement des sentences: elle les fait toujours suivre d'exemples concrets. Dans ce cas, par exemple, pour démontrer sa thèse, elle nous rappelle les dispositions prises par M. Thiers et par l'Assemblée législative à l'égard de la nomination des maires. Les Versaillais avaient en effet décidé que seulement les villes qui comptaient moins de 6.000 habitants avaient le droit de choisir leur maire, tandis que les autres, les plus peuplées, devaient forcément accepter un maire leur assigné par le Gouvernement. Une pareille différence de régime n'est pas compréhensible sans un approfondissement de la question, André Léo s'en aperçoit bien, et c'est pour cela qu'elle essaye de l'expliquer:

...vous vous rappelez que ce petit homme, un des plus intelligents de France, vous savez, a forcé l'Assemblée à se déjuger pour lui accorder, au moins à titre provisoire, la nomination des maires, c'est-à-dire la tutelle du suffrage universel, dans les villes de 6.000 âmes. -Sans quoi, il déclarait ne pouvoir gouverner la France, la France des villes, la seule qui donne du mal à nos gouvernants. Mais pourquoi donc? [ou bien] les campagnards, laboureurs, maçons, bergers, etc. sont tous des philosophes qui pèsent, dans la solitude, le fort et le faible des choses humaines, entre Sénèque et Montaigne, à l'ombre des chênes de saint Louis et des hêtres de Virgile, et, d'autre part, les villes ne sont peuplées que d'abominables bandits sans foi ni loi, tous, comme on sait, repris de justice, et qui, en ce siècle de bouleversements, ont abandonné leurs cavernes traditionnelles pour le plein jour de Belleville, de Montmartre, des Batignolles...[ou bien] comme semble l'établir les statistiques, les villages sont illettrés, réduits au prêche et à l'almanach, tandis que les villes savent lire, même plus ou

moins penser, écrire, juger, se former une opinion à la manière justement dont M. Thiers s'en est fait une, par l'étude et la discussion. Mais alors, comment se ferait-il qu'on dût laisser les illettrés se conduire eux-mêmes et que les clairvoyants dussent être conduits?...de quel droit M. Thiers, un homme intelligent, se défie-t-il, de l'intelligence?(I)

André Léo, pour conclure, demande ironiquement à M. Thiers qu'il explique ce qu'il entend pour "la supériorité de l'homme illettré sur le penseur".

La raison de cette différence de traitement nous est maintenant claire; le fait est que les hommes de l' "ordre" veulent, par ces moyens, réussir à contrôler et à diriger les mouvements des villes aussi bien qu'en province.

Une autre décision de l'Assemblée, analogue à la précédente, en est une épreuve:la loi municipale de Paris, votée par l'Assemblée de Versailles peu avant, donne absurdement les mêmes dispositions à des quartiers différents: Passy, quartier aristocratique, qui compte 42.000 habitants, devra avoir le même nombre de députés que le quartier Popincourt, peuplé de 183.000 travailleurs. En plus, la loi précise qu'il faut avoir résidé au moins trois ans au même endroit pour être électeur, car "aux yeux de cette Assemblée de Bornes, l'immobilité est le signe de vertu. L'huître est le symbole de la sagesse." Puisque les charges municipales seront gratuites, André Léo condamne cette décision, en écrivant ironiquement:

(I)A.LEO, Le droit commun, in "La Sociale", 18 avril.

Ouvriers, mes amis, avisez-vous maintenant de nommer des vôtres pour administrer vos intérêts. Vous le pouvez, on ne vous le défend point. Seulement vos élus devront avoir des rentes ou apprendre à vivre sans manger.(1)

Voilà ce que pour l'Assemblée et pour M. Thiers est le "droit commun".

Mais cela n'est pas tout, car un autre comportement partisan de l'Assemblée est ici dénoncé: l'ouvrier qui fait de la politique est blâmé et considéré un factieux. Ces hommes de "la plus libérale des Assemblées" cherchent par tous leurs moyens à conjurer l'entrée de la politique dans les élections municipales, car, croient-ils, elle doit être une arme seulement pour eux, afin de réussir définitivement à embrouiller les idées de ces pauvres travailleurs.
Leur but est précisément celui de

conjurer cette funeste politique, dont ils ne veulent pas dans les élections municipales, et disant: -...je parle de l'ouvrier honnête, laborieux, qui vit de son travail, qui ne s'occupe pas de politique...-(2)

En effet, seulement de cette manière ils pourraient conserver leurs privilèges. "la classe oisive dirigeant les affaires publiques; le peuple travaillant pour elle et gouverné par ses soins". Seulement, à ce point, il faudrait au moins un peu d'honnêteté, en abolissant explicitément le suffrage universel:

---

(1)A.LEO, La plus libérale des Assemblées, in "La Sociale", 21 avril.
(2)id.

ce serait plus logique et plus cohérent.
Mais André Léo ne s'arrête pas là. Elle veut tout dénoncer, tout dire. Maintenant c'est le tour de Jules Favre et d'autres hommes de Versailles.
Une déclaration officielle de "La Gazette de Catalogne", adressée au ministre des affaires étrangères en France, lui en donne l'occasion. Voici le texte, qui est important parceqqu'il fait des accusations directes contre M. Jules Favre, en ne se souciant point de sa réputation ou de son "honneur" d'homme politique:

Il n'est pas vrai que la Prusse ait offert au gouvernement français d'intervenir entre l'insurrection de Paris et M. Jules Favre n'a sans doute affirmé cela que pour faire peur aux insurgés et agir sur l'esprit public en France.(I)

M. Jules Favre, écrit André Léo, est ici présenté publiquement comme un menteur qui raconte des fausseté dans des buts de parti. Si connu, si méprisé, on n'a pas honte de lui coller ses mensonges sur le visage et on le fait sans le moindre ménagement. La vérité, c'est que même les gouvernants de Versailles ont horreur de lui:

sa vie publique et sa vie privéeoffrent une vingtaine de cas pendables, qui enverraient aux galères vingt pauvres diables, et

---

(I)Texte reproduit dans cet article:A.LEO,Un soufflet prussien au grand orateur, in "La Sociale", 26 avril.

qui ôtent tout prestige à un homme public. Sans doute...,continue André Léo, il ne manque pas à Versailles d'autres chroniques...Oui, mais non imprimées, tandis que celle-ci...(1)

Adultère, faussaire, captateur d'héritages, falsificateur d'état civil, fabricateur reconnu de mensonges publics, dont la conduite ne montre pas qu'il est religieux. Mais,d'autre part, pourquoi les Versaillais devraient-ils se débarrasser d'un homme dont ils apprécient les services qu'il leur a si bien rendus, surtout quand ces services sont encore si récents, comme le fait d'avoir trahi et tué la République en écrasant la France?

Et puis, se demande encore André Léo, quel est celui des gouvernants de Versailles qui pourrait se charger de dire à M.Jules Favre: -Mon cher, nous ne pouvons plus vous garder, pour cause de mensonge.- Serait-ce M. Thiers?...M.Thiers qui jure de maintenir la République! J.Favre lui rirait au nez et M. Thiers ne pourrait garder son sérieux...Serait-ce les généraux de l'Empire?...Je ne vois dans tout ce monde que M.Cavardi,qui puisse se charger d'une commission aussi délicate. Ce bon M.Cavardi, vous vous le rappelez, celui qui veut que les tribunaux correctionnels punissent les négateurs de Dieu et de l'immortalité de l'âme. Celui-là est vraiment un homme sinobre. Il pourra, que dis-je, il devra,s'il entre jamais dans Paris, y établir l'Inquisition. Il ne faudra pas l'en blâmer, c'est sa conviction profonde.(2)

Par ses articles souvent ironiques, André Léo poursuit son oeuvre d'éclairage en faveur de la Vérité. Mais aujourd'hui celle-ci court un gros danger, car elle est toujours attaquée

---

(1)A.LEO, Un soufflet prussien au grand orateur, in loc.cit.
(2)id.

et violée par les gouvernants, qui sont ceux qui ont entre leurs mains les moyens d'information les plus sûrs et les plus diffusés. Au point où l'on en est, "cette France, vaincue, non par les Prussiens, mais par sa propre aristocratie", doit absolument lutter pour la vérité et pour la liberté, et cette lutte ne sera pas seulement nationale, mais universelle. Maintenant, "c'est là que le génie de la France doit triompher, et d'autant mieux que cette fois, chefs et soldats, têtes, bras et coeurs, tout est peuple contre l'ennemi."(I)

Ce combat, nécessaire pour le triomphe des droits en faveur des hommes et donc de la justice, doit être accompli pour obtenir toutes les libertés, l'autonomie des communes y comprises. L'autorité du gouvernement central ne doit plus s'exercer sur la France entière, car les différences trop sensibles existantes entre les départements et surtout entre les communes doivent empêcher des administrations uniformes. Chaque commune, ayant des nécessités particulières, doit être dirigée selon les voeux de ses citoyens et non par une Assemblée générale, élue par tous les Français. Mais le gouvernement central résidant à Versailles ne veut pas abdiquer son pouvoir absolu: il a toujours régenté la France, aussi bien la provinces que les villes, et maintenant il veut garder son autorité, en ne décentralisant pas son pouvoir. Il aurait trop peur de ce qui pourrait lui ar

---

(I) A. LEO, Un soufflet prussien au grand orateur, in loc.cit.

river s'il permettait l'autonomie des communes, et c'est pour cela qu'il a promulgué la loi sur la municipalité de Paris et sur le droit ou non des communes de nommer leur maire, qu'André Léo a critiquée.
Ce plan fait partie d'une tactique familière aux Versaillais, celle de l'appropriation du droit d'autrui.
La Commune de Paris, en réclamant son autonomie, en refusant d'être gouvernée par Versailles et en voulant s'administrer par elle-même, selon ses nécessités, décrète le refus de l'autoritarisme et de la centralisation du pouvoir. Contre ces principes, elle sanctionne le système de la "fédération", vrai système démocratique.
"La Sociale", qui est, on le rappelle, le journal qu'André Léo a fondé, se réjouit de cette décision de la Commune et entreprend de la défendre. La "fédération" représente, en effet, aux yeux de tous les communards, mais ici en particulier pour les rédacteurs de "La Sociale", contre les doctrines jacobines, un vrai principe révolutionnaire, qui peut être synthétisé en ces mots: "Ni dominer, ni être dominé". Pour l'expliquer un peu plus dans ses détails, "La Sociale" écrit:

Nous voulons, nous citoyens de Paris, gouverner, administrer, organiser notre cité comme nous l'entendons;...Nous voulons être les maîtres de régler -et de régler seuls-, chez nous finances, armée, justice, police, instruction, travail, etc.... Nous ne pouvons admettre que des lois générales règlent d'une façon identique, sur toute l'étendue du territoire national, des

intérêts différents d'un endroit à un autre, contradictoires souvent selon les latitudes et que la variété des races rend absolument incompatibles...(I)

Tous les communards sont d'accord sur ce point, car le refus de l'autoritarisme et le principe de la fédération sont à la base de leurs revendications.

Versailles prétendait justifier son pouvoir absolu et la centralisation en réclamant la nécessité de l' "unité" de la France. Chez les Parisiens le mot unité prend une signification tout différente, il veut signifier la fédération, l'association de ceux qui, dans un même endroit, veulent contribuer à l'amélioration de la qualité de leur vie. Encore une opposition de signification pour le même mot, donc.

La Commune a bien exposé cette différence dans une déclaration au peuple français:

L'unité, telle qu'elle nous a été imposée jusqu'à ce jour par l'Empire, la monarchie et le parlementarisme, n'est que la centralisation despotique, inintelligente, arbitraire ou onéreuse. L'unité politique, telle que la veut Paris, c'est l'association volontaire de toutes les initiatives locales, le concours spontané et libre de toutes les énergies individuelles, en vue d'un bien commun, le bien-être, la liberté et la sécurité de tous.(2)

(I) [A.LEO], Le programme de la Commune, in "La Sociale", 22 avril.
(2) Déclaration au peuple français écrite par la Commune le 19 avril. Cité d'après B.MALON, La troisième défaite..., op.cit., pp. 182-183.

La Commune écrit encore:

On vous trompe,frères,en vous disant que Paris veut gouverner la France et exercer une dictature qui serait la négation de la souveraineté nationale...Paris n'aspire qu'à se renfermer dans son autonomie, plein de respect pour les droits égaux des autres communes de France.(I)

Dans la "Déclaration au peuple français" la Commune de Paris explique à la France entière la signification et les limites de l'autonomie:

Paris veut l'autonomie absolue de la Commune étendue à toutes les localités de la France, et assurant à chacune l'intégralité desses droits, et à tout Français le plein exercice de ses facultés et de ses aptitudes, comme homme, citoyen et travailleur. L'autonomie de la Commune n'aura pour limites que le droit d'autonomie égal pour toutes les autres communes adhérentes au contrat, dont l'association doit assurer l'unité française.(2)

Ce que la Commune fait par cette déclaration,

c'est la critique au principe d'autorité: c'est la reconnaissance des droits de toutes les communes à se gouverner elles-mêmes,et la substitution de leur volonté propre à la volonté d'un pouvoir central...Le programme de la Commune de Paris n'est autre chose que la Déclaration des Droits de l'Homme transposée pour la cité.(3)

(I)Proclamation destinée aux départements, écrite par la Commission exécutive de la Commune.Cité d'après B.MALON,La troisième défaite...,op.cit.,pp.228-229.
(2)Déclaration au peuple français, in [A.LEO],Le programme de la Commune, in loc.cit. et in B.MALON,La troisième défaite...,op.cit.,p.I6I.
(3) [A.LEO],Le programme de la Commune, in loc.cit.

L'indépendance des communes de France, que réclament les rédacteurs de "La Sociale" avec tous les adhérents de la Commune, est aussi l'un des objectifs de l'Association internationale des travailleurs, qui, dans un manifeste, écrit:

L'autonomie de chaque commune enlève tout caractère oppressif à ses revendications et affirme la République dans sa plus haute expression.(1)

Si, en ces cas, les articles d'André Léo ont toujours fait d'écho aux idées et aux programmes déjà formulés par la Commune, en condamnant ensemble les abus de pouvoir, les mensonges, les corruptions et la politique oppressive du gouvernement de Versailles, d'autres fois elle s'est placée dans une position critique à l'égard du comité central et de certaines décisions incohérentes de la Commune.
André Léo, par exemple, condamne ouvertement la décision que la Commune ap prise de supprimer des journaux réactionnaires. En effet, "après le 18 mars, les journaux d'opinions opposées à la Commune disparurent rapidement",(2) "un régime de surveillance assez rigoureux fut institué, on exigea la signature de tous les articles et les attaques contre la République et la Commune furent passibles de la cour martiale."(3)

---

(1)Manifeste de l'A.I.T., in B.MALON, La troisième défaite..., p.116.
(2)G.BOURGIN, La Commune, Vendôme, Impr.des Presses Universitaires de France, 1979, p.67.
(3)G.BOURGIN, Ibid., p.127.

"La Sociale", contrairement à André Léo, se dit d'accord avec cette mesure et affirme que saisir des journaux comme "La Constitutionnel" ou "La Liberté", ce n'est pas violer la liberté de la presse, mais garantir le vrai droit commun aux citoyens:

Dire que la presse est libre, ce n'est pas conférer aux citoyens le droit de tout écrire sans encourir aucune responsabilité et sans pouvoir jamais être atteint pour ce qu'ils ont écrit. C'est dire tout simplement que toutes lois prohibitives, tous statuts répressifs, spécialement applicables aux crimes et aux délits commis par la voie de la presse sont abolis, et que ces crimes et délits ne sont plus désormais justiciables que du droit commun.
...Or, diffamer, calomnier, etc., c'est toucher à des intérêts, et les gouvernements ont le droit de se défendre comme des citoyens...Ils ne peuvent pas continuer plus longtemps à compromettre les intérêts publics. Si la Commune le souffrait, elle manquerait à tous ses devoirs et ce serait au peuple à se protéger lui-même.(I)

Mais André Léo, qui croyait que sous un régime républicain la liberté devait être complète, sans restrictions, aussi bien pour la parole que pour la presse, se désolidarise bientôt des autres rédacteurs de "La Sociale":

Je tiens à dégager sur ce point ma responsabilité par respect pour les principes qui constituent la force et toute la raison d'être de la démocratie. A mon avis, les abdiquer, c'est abdiquer sa mission. Si nous agissons comme nos adversaires, comment

---

(I)La liberté de la presse, in "La Sociale", 7 avril.

le monde choisira-t-il entre eux et nous?(1)

L'attaque contre le mensonge et la calomnie doit être faite seulement selon les règles de la justice, sans jamais violer la liberté de pensée des autres.

B.Malon,qu'on voit souvent d'accord avec André Léo, condamne lui aussi le fait d'avoir supprimé des journaux réactionnaires. Il appelle cette mesure inutile, mais surtout arbitraire,car elle a menti aux principes de la liberté individuelle et aux idées socialistes de la Commune. Mais, dit-il encore,cette mesure peut être comprise et justifiée par le ton des "journaux hostiles qui, non contents d'afficher leurs sympathies pour Versailles, dénaturaient les faits, insultaient grossièrement les défenseurs de Paris et prêchaient la révolte contre le gouvernement populaire."(2)

La liberté absolue de la presse, comme celle du citoyen, était défendue par l'Association internationales des travailleurs aussi.(3)

Ceci dit, nous devons admettre que la cohérence de la pensée d'André Léo n'admettait jamais de relâchements. Ennemie de tout autoritarisme, elle ne regardait jamais de quelle part il venait, car il fallait le combattre dans tous les cas.

---

(1)A.LEO,[En faveur de la liberté de la presse], in "La Sociale", 22 avril.
(2)B.MALON, La troisième défaite..., op.cit., pp.334-335.
(3)B.MALON, Ibid., p.116.

Par exemple, lors de l' "affaire" Rossel, André Léo n'hésite pas un instant à condamner la Commune, le Comité central et le Comité du salut public, qui l'avaient injustement accusé de trahison. Le 9 mai, quand Rossel avait attaqué le Comité du salut public et presque nominalement Félix Pyat, en disant que des intrusions maladroites avaient été la cause des dernières défaites, il ne disait que la vérité. Mais à cause de ces déclarations et d'autres désastres militaires arrivés en ces jours, la Commune décida de le faire arrêter.
Il n'en savait encore rien quand il écrivit sa lettre de démission à la Commune, le 9 mai.

Cette démission, qui était plutôt un exposé de ses griefs contre ceux qui l'entouraient et contre la Commune elle-même, écrite avec passion et sincérité par un homme indigné et désespéré, fut publiée dans les journaux: Félix Pyat, aux applaudissements de la Commune, dénonça ce fait comme un acte de trahison. C'était mal juger. La Commune tombait ici dans les errements des pouvoirs autoritaires et ne comprenait pas que le premier devoir qu'on a envers le peuple, c'est la vérité...Cependant il n'avait fait qu'après tout que dévoiler d'une façon violente, aigre peut-être, la situation intérieure, troublée par les intrigues des agents versaillais et "rendue absurde", selon son expression, par les conflits de pouvoir.(I)

Cette opinion de Malon coïncide encore une fois avec celle d'André Léo. Ils combattent tous les deux pour que la vérité triomphe toujours.

(I)B.MALON, La troisième défaite..., op.cit., pp.308-309.

Selon l'opinion de la Commune, la lettre de Rossel devait rester secrète, car on y lisait des offenses à son égard.
En vérité, cette lettre montre la réaction justifiée et compréhensible de Rossel, qui ne pouvait plus résister à l'anarchie, à la lâcheté et au désordre de la Commune:

Chargé par vous à titre provisoire de la délégation à la Guerre,disait la lettre, je me sens incapable de porter plus longtemps la responsabilité d'un commandement où tout le monde délibère et où personne n'obéit...Je ne briserai pas l'obstacle, car l'obstacle, c'est vous et votre faiblesse; je ne veux pas attenter à la souveraineté publique. Je me retire, et j'ai l'honneur de vous demander une cellule à Mazas.(I)

André Léo, indignée par les accusation de P.Pyat et par le mandat d'arrêt lancé par la Commune, défend vigoureusement le citoyen Rossel:

La lettre du citoyen Rossel est le cri de désespoir d'une conscience. Si elle se trompe, qu'on le prouve, si elle est vraie, qu'on fasse justice, non du citoyen Rossel, mais des abus qui nous perdent et que lui seul n'est pas à constater. Pourquoi ces réticences? Pourquoi ce tringe des faits? Pourquoi ces huis clos? Il y a donc encore des choses bonnes à dire, d'autres à cacher au public? Mais de quel droit? Ne sait-on pas que c'est nier la souveraineté populaire et les droits de la Vérité?... Ne voyez-vous pas que dans ces finesses gouvernementales toujours les mêmes, dans ces vieux machiavélismes, le sens moral se noie toujours? Le vrai sauveur de ce monde, c'est la vérité.

(I)L.-F.ROSSEL, Mémoires et Correspondance de Louis Rossel, 1844-1871,Paris, P.-V. Stock, 1908, pp.250-252.Voir en outre E.THOMAS, Les Pétroleuses, op.cit., pp.146-147.

Or, ou le mal existe ou il n'existe pas. S'il n'existe pas il faut démontrer, à force de lumière, cette inanité. S'il existe, pourquoi se taire? Conserver le mal, est-ce donc jamais servir le bien? Compromis étrange!...Non, ce sont là vieilletés et fausseries monarchiques, indignes d'une situation si grave et d'une cause si juste.(I)

Ce n'est pas le principe de la Commune qui est mis en cause par André Léo, ses idées sont toujours bonnes et valables; ce qui est mis en accusation, ce sont les hommes qui la représentent en ce moment. Les hommes, on peut les changer, on en trouve toujours, c'est l'idée qui reste et la vérité doit la sauver. Mais les hommes de la Commune se taisent sur bien des questions. Qu'est-ce qu'ils ont à cacher? Pourquoi leurs réunions sont-elles secrètes? et pourtant la Commune devrait rendre compte au peuple de ses affaires.

Le peuple qui meurt pour cette cause a le droit de savoir qui la sert ou qui la trahit. La vraie démocratie ne se défie pas de la vérité, car elle en est faite, elle en vient, elle y va et ne meurt que faute de lumière.(2)

"La Sociale", le jour avant, avait exprimé au nom de tous ses rédacteurs, sa solidarité avec Rossel: "Tant de haine sans preuve nous révolte." On ne peut pas traiter de cette manière un homme qui a donné tant de témoignages "de son dévouement à la République", "de son zèle absolu", de "son honnêteté politique

---

(I)A.LEO, Citoyens rédacteurs,in "La Sociale", I4 mai.
(2)id.

irréprochable". Il avait su encourager les troupes désespérées par son calme, tandis que le comité central et les chefs de légion "n'ont fait qu'entraver son action". Il a été considéré coupable de trahison seulement parce qu'il avait informé le peuple aussi bien des victoires que des défaites,sans avoir auparavant consulté la Commune, le Comité du Salut Public, le Comité central, les chefs de légion, etc.; "...devant toutes les accusations, les menaces dirigées contre le citoyen Rossel, nous lui restons dévoués."(I)
"La Sociale" condamnera encore une fois la décision prise par la Commune et elle l'expliquera en disant que la Commune a agi par ambition:

Le citoyen Rossel gênait votre ambition mesquine; ses connaissances militaires, sa clairvoyance, son sang-froid vous faisaient ombrage, il fallait vous en défaire -et vous avez employé le moyen le plus odieux: celui de l'accuser de trahison...Vous ne l'avez pas compris parce que vous n'êtes pas révolutionnaires, que vous n'êtes que de vulgaires ambitieux.(2)

Le 15 mai André Léo confirme de nouveau ses convictions à l'égard de Rossel et condamne ouvertement la Commune et le Comité Central qui l'avaient accusé de complot. Une féroce réquisitoire contre le Comité Central y est développée. En effet, celui-ci venait de déclarer dans une affiche, "aussi carrément que possible", qu'il s'emparait du pouvoir et qu'il le garderait.

(I)LES REDACTEURS, [défense de Rossel], in "La Sociale", 13 mai. La défense de Rossel avait été prise par "Le mot d'ordre"aussi.
(2)LES REDACTEURS, Les infâmes, in "La Sociale", 16 mai.

Les membres de la Commune sont-ils aveugles ou décidés à non pas voir? se demande-t-elle. En de si graves circonstances, c'est un devoir que de dire, à ses risques et périls, tout ce qu'on soupçonne et tout ce qu'on sait.(I)

André Léo accuse alors certains de ses membres d'être en train d'organiser un complot monarchique. "C'est là que sont les traîtres" et non pas du côté du peuple, comme ils ont en vain voulu le démontrer par la mise en accusation de Rossel. Le 18 mars se serait changé en révolution sociale contre leur volonté et maintenant les faits le démontrent, car la politique autoritaire qu'ils sont en train d'exercer ne peut certainement pas être en faveur de la cause du peuple, au contraire, dirigée contre elle. André Léo les accuse courageusement:

Qu'a fait le Comité central depuis l'élection de la Commune? Il avait annoncé dans un noble langage qu'il abdiquait sans arrière pensée; mais ses actes ont été contradictoires avec ses paroles. Il s'est posé en rival du pouvoir élu. Il a semé dans les rangs de la Garde nationale le désordre et la division.Il a excité les soldats contre les chefs et les chefs les uns contre les autres...Il a voulu se charger de l'administration militaire, et l'administration militaire est dans un état déplorable. Les munitions manquent au combat; les hommes manquent au succès des opérations...partout c'est l'indiscipline. Pendant ce temps, la défense perd du terrain; l'ennemi se rapproche. Le comité central ne poursuit qu'une organisation, celle du désordre.(2)

(I)A.LEO,Une enquête urgente, in "La Sociale", 15 mai.
(2)id.

Seule quelques-uns de ses membres, qui font maintenant partie de la Commune, sont des "citoyens honorables et dévoués". "Mais les autres?" se demande-t-elle. Elle ne croit pas à leur bonne foi, ni à leur dévouement sincère; selon elle ce sont des traîtres. Une oeuvre d'éclaircissement devient donc à ce point nécessaire et il faut que tous leurs antécédents soient connus, car "quand un peuple héroïque se fait tuer pour une grande idée, il a droit d'exiger de ses mandataires un peu de clairvoyance, de courage et de bon sens." André Léo veut qu'une enquête sérieuse sur chacun de ces hommes "suspects et funestes" soit faite pour rechercher la vérité. La Commune devra elle-même nommer une commission dans ce but. "Et qu'on se hâte, ajoute-t-elle, car la province qui venait à nous, recule de dégoût devant ces misérables débats, et Versailles avance."(1)

Même en cette occasion André Léo s'est démontrée pratique et concrète, en ne se limitant pas seulement à des discussions abstraites et inutiles, de défense et d'accusation, mais en proposant aussi les moyens pour sortir de la querelle.

Les accusations qu'elle a faites au Comité Central sont vraies dans l'essentiel. Il était juste de dire, en effet, que le Comité Central avait "accru l'anarchie et l'indiscipline, miné la Commune et contribué largement à son incapacité et à son impuissance".

---

(1) A. LEO, Une enquête urgente, in loc.cit.

Bien d'autres communards avaient partagé avec André Léo cette résolution, parmé lesquels on compte Edouard Vaillant, Jourde, Delescluze, Malon. Ce dernier, en particulier, pense comme André Léo que la Commune a mal fait de reconnaître le pouvoir au Comité du Salut Public, car, de cette manière elle a abdiqué son pouvoir entre les mains d'une dictature, lui ayant abandonné toutes les responsabilités de la situation. Au contraire, c'était la Commune qui devait accepter et résoudre ses responsabilités, car elle seule en avait le droit, puisqu'elle a été élue par le peuple. Et pour ce qui concerne le Comité Central, voilà comment Malon en parle:

...le comité central, que l'on croyait le dépositaire de l'idée sociale de la Révolution, affirme nettement qu'entre les socialistes et les jacobins, son libre choix l'attirait vers ses derniers. Il perdit, en prononçant cet anathème public contre les socialistes, sa première signification révolutionnaire. (I)

Malon aussi, en outre, pensait comme André Léo que quelques-uns des hommes du Comité Central se mouvaient dans une direction antirévolutionnaire, en faveur de Versailles. Il pensait en effet que les monarchistes avaient envoyé un de leurs hommes, M. Duthil, au Comité Central, "dans le but de porter la trahison au coeur même de la Révolution."(2) Il explique que

---

(1)B.MALON, La troisième défaite..., op.cit., pp.335-336.
(2)B.MALON, Ibid., p.297.

les agents provocateurs de Versailles s'y prirent très adroitement:

...ils ravivèrent la jalousie du Comité contre la Commune, accusèrent cette dernière de réaction et d'incapacité, et firent entendre au Comité qu'à moins de manquer à son devoir, il devait sauver Paris par un coup d'Etat. En même temps ils intriguaient auprès des chefs et des conseils de légion, faisaient élire officiers des hommes à eux, et ils se promettaient un prompt succès.(1)

André Léo se rappellera toujours les torts de la Commune lors du 5e Congrès de la Ligue de la Paix et de la Liberté, qui aura lieu à Lausanne quatre mois plus tard, en septembre, dans son discours du titre La guerre sociale elle dénoncera encore ces abus:

Plus que personne, j'ai déploré, j'ai maudit l'aveuglement de ces hommes -je parle de la majorité- dont la stupide incapacité a perdu la plus belle cause. Quelle souffrance, jour à jour, à la voir périr!(2)

Mais elle rappellera aussi qu' "une telle débauche d'infamies a succédé à ces fautes, qu'elles sont devenues honorables en comparaison."(3)
La comparaison entre les méfaits de la Commune et les violences des Versaillais ne peut donc même pas être proposée.

---

(1)B.MALON, La troisième défaite..., op.cit., p.298.
(2)A.LEO, La guerre sociale, Neuchâtel, impr.Guillaume fils, 1871, p.5.
(3)id.

Pour blâmable qu'elle ait été, la Commune représentera toujours à ses yeux l'idéal de la justice et de l'humanité, pour la réalisation duquel elle luttera toujours.

II.3. L'activité de journaliste d'André Léo après la Commune de Paris

II.3.1. "Le Réveil International": un court destin

Après la défaite de la Commune, André Léo, réfugiée en Suisse, collabore à la rédaction de "Le Réveil International".(1) Ce journal n'a pas eu de chance; il a en effet fait paraître, faute de capitaux, seulement neuf numéros. L'intention de Jules Guesde, son fondateur, était de créer un "grand quotidien" qui fût rédigé par des proscripts de la Commune et qui fût diffusé en France aussi. Mais la diffusion dans les villes françaises n'était pas du tout facile, et les deux saisies qu'a subi le journal en France en sont la preuve. Ses rédacteurs s'en plaignent et commentent:

"Le Réveil International" n'existe pas depuis huit jours et il compte déjà deux saisies. Ainsi le veut la "liberté de la presse" comme sous l'empire que nous a donné la République rurale. ...Quant aux motifs de la confiscation dont nous venons d'être l'objet, nous les ignorons encore et nous les ignorerons probablement toujours, le parti de l'ordre et de la propriété n'ayant pas l'habitude de se justifier pour si peu.

---

(1)"Le Réveil International", Genève, 1er-9 octobre 1871.Grand journal politique paraissant tous les jours.

...Mais nous n'aurions jamais osé supposer -qu'en admire notre naïveté- que pour entrer en France et trouver grâce devant les fonctionnaires d'un régime qui s'intitule républicain sur ses monnaies un journal ne dût être ni républicain ni français. Cette leçon vaut bien deux saisies, sans doute. Dans tous les cas nous ne pouvons que nous féliciter d'avoir fourni au gouvernement de Versailles une nouvelle occasion d'affirmer son libéralisme.(I)

II.3.2. Le Congrès de Lausanne

Dans le deuxième numéro de "Le Réveil International", André Léo parle du débat qui avait eu lieu au cinquième Congrès de la Ligue de la Paix et de la liberté, tenu à Lausanne le 27 septembre 1871, auquel elle avait été invitée par un des membres du comité.

Après un éloge à Mme Marie Goegg, qui avait lu un rapport sur le progrès que fait dans les esprits l'émancipation des femmes et sur le courage et le dévouement qu'elles ont montré pendant les terribles luttes de cette année, André Léo critique le discours de Lemonnier, qui voulait accorder, dit-elle, le capital et l'égalité, la propriété pour tous et l'accumulation des richesses, "en entreprenant simplement la fusion des incompatibles". Son erreur, selon André Léo, vient de ses prémisses et de ce qu'il confond la propiété, à maintenir, avec la capitali

---

(I)LA REDACTION, [Protestation], in "Le Réveil International", 7 oct. 1871, n°7.

sation, à abolir, ou, du moins, du fait qu'il les croit inhérentes l'une de l'autre. Cependant, il est clair que la capitalisation, autrement dit l'accumulation des richesses, entraînera toujours l'oisiveté.

L'oisif, dit André Léo, est comme un fils de bourgeois qui a son remplaçant à l'armée; c'est un autre qui se bat ou travaille pour lui. Un riche, suivant son importance, représente dix, vingt ou cent misérables.(I)

Lemonnier, continue André Léo, cherche à corriger les inconvénients de son principe par des "palliatifs", comme par exemple l'institution d'une large assistance publique et l'instruction gratuite à tous les degrés. Mais l'efficacité de ces remèdes reste vague et indéterminée, parce que

c'est comme une balance inégale, que l'on s'efforcerait d'ajuster au moyen de poids de toutes grandeurs. Mieux vaut un bon instrument.(2)

Si dans une balance, poursuit André Léo, on peut venir à bout de l'équilibre, dans le système social, au contraire, "la force du principe déjoue les expédients inventés". Par exemple, en Suisse, dans les cantons où l'instruction secondaire est offerte gratuitement à tous, on ne voit pas beaucoup d'enfants du peuple en profiter, parce que le travail les réclame tout jeunes: avant d'étudier, il faut vivre. En concluant la criti

---

(I)[A.LEO], Congrès de Lausanne, in "Le Réveil International", 2 oct. 1871, n°2.
(2)id.

que au discours de Lemonnier, elle écrit:

Le système social de Lemonnier, c'est toujours, élargi, repeint, adouci, amélioré, le vieux système: richesse et pauvreté, reliées par l'assistance. L'autonomie de l'individu, que l'auteur prend comme base, quoi qu'il en pense, y périra.(1)

La pensée d'André Léo à propos de la nouvelle organisation sociale qui garantirait la paix et la liberté est le sujet de son propre discours, (2)qu'elle défend dans cet article contre les vives attaques dont il a été l'objet pendant la séance.Interrompue plusieurs fois par ce public bourgeois, André Léo n'a pas même pu terminer de parler, la parole lui ayant été retirée par le président du Congrès:

Dès le commencement de ce discours, les réactionnaires de Lausanne avaient poussé des cris et fait du tapage.Un grand tumulte en était résulté, qui un moment avait dégénéré en rixe; la séance avait été suspendue. Mais, les interrupteurs expulsés, malgré les murmures et les braves, qui par moments se combattaient encore, le discours se faisait entendre et le silence était suffisamment rétabli, quand sur cette mise en demeure, adressée au Congrès, l'agitation change de côté; ce sont maintenant les adhérents et les membres du comité qui vont et viennent sur l'estrade, parlant au président et donnant tous les signes de la plus grande perplexité. M.Eytel invite Mme André Léo à conclure.
-Je ne puis donner mes conclusions, répond-elle,avant d'avoir établi les faits qui les motivent.

---

(1) [A.LEO] ,Congrès de Lausanne, in loc.cit.
(2)Ce discours fut publié sous le titre de La guerre sociale et imprimé à l'imprimerie O.Guillaume fils.

La parole fut alors retirée à l'orateur. Sous quel prétexte? C'est qu'elle n'était pas dans la question. Quoi! la guerre sociale, les horreurs et ses causes, qui sont les ambitions, les perfidies et les vices de la classe aristocratique, ce n'était pas la question, devant un congrès qui s'intitule "de la paix et de la liberté"!(1)

Dans ce discours, André Léo avait encore une fois mis en lumière les atrocités commises par les hommes du gouvernement de Versailles, leurs mensonges envers le peuple des campagnes qu'ils trompaient, leur conduite malhonnête qui avait comme but la sauvegarde de leur pouvoir et de leurs privilèges. Ces conservateurs, ces faux républicains étaient les mêmes personnes qui, le 4 septembre, ne se soucièrent point de défendre la France contre l'ennemi national, les Prussiens, mais mirent tout en oeuvre pour empêcher une démocratie populaire, qui ne les aurait plus favorisés, qui ne leur aurait plus fait goûter "cette oisiveté dorée" qu'ils avaient conquise au prix de bien d'autres capitulations; ils ne craignaient pas, eux, l'invasion: après tout, disaient-ils, Guillaume est un roi, et entre rois et conservateurs on s'arrange toujours, tandis qu'avoir le peuple pour maître au lieu de le gouverner, cela était terrible! Et ils préférèrent sacrifier la France et la République plutôt que de continuer à avoir cette peur.
C'était surtout Paris, Paris socialiste, qui les préoccupait,

---

(1) [A.LEO], Congrès de Lausanne, in loc.cit.

parce que tout son peuple était armé pour le défendre. C'est pour cela que pendant les cinq mois du siège ils se sont engagés dans une massive oeuvre de propagande, par laquelle ils ont réussi à persuader les campagnards que c'étaient les républicains qui avaient forcé l'empire à la guerre et que non seulement les Parisiens refusaient de se battre contre les Prussiens, mais encore qu'ils empêchaient Trochu de faire des sorties, par la nécessité de contenir leurs émeutes.
Ces hommes, continuait André Léo dans son discours, pour conserver leur pouvoir ont même consenti à s'unir momentanément dans un front commun contre le peuple tout entier:

Quelque divisés qu'ils soient, prêts à se dévorer dès qu'ils n'auront plus peur et qu'il s'agira de la curée, ils se sont mis pourtant tous ensemble: Mac-Mahon et Changarnier, Thiers et Rouher, le duc d'Aumale et Jules Favre, Jules Simon et Belcastel, Vacherot et du Temple, Ferry et Haussmann. Ils se sont réunis tous contre le grand ennemi, le Satan de la révolte populaire.

Thiers a oublié Wazan et les Orléans la confiscation. Audren de Kerdrel a oublié Deutz et Blaye. On voit trinquer, hurler, dénoncer et tuer ensemble les Villemessant de tous les journaux, les Galiffet de toutes les alcôves, les St-Arnaud de toutes les cuisses, les vieux et les petits crevés de tous les régimes. Ils se sont tous essuyés les joues sur les soufflets qu'ils se sont donnés, et se sont employés, d'un touchant accord, à fusiller, à incarcérer, à déporter et à budgéter en bons frères. -Parce que ces gens-là ont une foi; une foi inébranlable et profonde. Le comte de Chambord, le comte de Paris, le Bonaparte, ce sont leurs saints, ils ont un Dieu, le Privilège, et sur son autel ils sacrifient leurs ressentiments et leurs divisions.

C'est là leur force; et ils l'auront toujours, tant qu'elle ne sera pas détruite par une plus grande force contraire; car, en cas pareil, ils feront toujours ainsi.(1)

Selon André Léo, les démocrates devraient faire de même, parce que c'est précisément leur désunion qui fait leur faiblesse. Actuellement, ils n'ont pas tous la même foi, ni une foi profonde,

ils sont divisés en une infinité de petites chapelles, plus monarchiques qu'elles ne veulent en avoir l'air, et surtout en deux grandes sectes qui adorent l'une la liberté, l'autre l'égalité.(2)

Il est dans ces mots une attaque contre les bourgeois de la Ligue, qui aspirent à la paix et à la liberté, et non pas à l'égalité, tandis que selon André Léo elles sont étroitement liées et qu'on ne peut pas être libre si les inégalités sociales continuent d'exister:

...il ne peut y avoir d'égalité sans liberté, ni de liberté sans égalité. L'une implique l'autre absolument. Creusez l'un des deux termes et vous trouvez l'autre au fond.
-Si vous jouissez d'avantages, que je ne puis obtenir moi-même et qui me sont nécessaires, si je ne suis pas votre égal, vous êtes mon bienfaiteur ou mon maître. Je ne suis pas libre.
-Si l'égalité décrétée par vous, offense ma conscience, ordonne de mes goûts, tue mes initiatives, je ne suis pas libre; vous êtes mon pape et mon roi.(3)

---

(1) A.LEO, La guerre sociale, Neuchâtel, impr.Guillaume fils, 1871, pp.24-25.
(2) A.LEO, Ibid., p.25.
(3) A.LEO, Ibid., pp.25-26.

Sur la base de ce principe fondamental, qui peut paraître naïf, on pourrait

élaborer, sur le terrain des principes de la Révolution, un traité d'alliance, un programme commun à tous les démocrates sincères, programme au bout duquel toute liberté serait laissée à chacun de s'arrêter ou de poursuivre sa route. Il y faudrait seulement une bonne volonté vraie; l'étude sérieuse des questions, à la lumière des principes; au lieu de la critique âpre, et toujours un peu personnelle, qui grossit les malentendus, la recherche des points de rapport. Il faudrait employer à élaborer l'idée et à la répandre, le temps et les moyens qu'on perd à se dénigrer, à se combattre et à dépopulariser la cause par le bruit de ces dissentions. Il faudrait enfin renoncer à ses défauts, ce qui évidemment est difficile, et à ses préjugés, ce qui ne l'est pas moins; mais ce qui pourtant ne serait pas impossible à des hommes en marche sur la route de l'idée et du progrès. Le plus difficile, comme en toutes choses, est le premier pas de la mise en question des choses établies; mais l'esprit qui a fait cet effort peut les faire tous, pourvu que son mobile soit la recherche sincère.(1)

André Léo reconnaît que "ce rêve d'union" est peut-être "insensé", parce qu'il y a trop de préjugés qui divisent les démocrates libéraux des socialistes, mais elle veut espérer qu'il pourra se réaliser.

C'est surtout, dit-elle, la question du capital qui sépare ces deux partis; mais cette différence, même cette opposition des points de vue, pourrait s'éliminer si seulement on réfléchissait un peu et si on reconnaissait que

---

(1) A. LEO, La guerre sociale, op.cit., pp.26-27.

la plus grande partie de la bourgeoisie, toute la bourgeoisie moyenne et pauvre, souffre autant que le peuple du régime actuel du capital.(1)

En effet, dans cette société, où tout est réglé par l'ambition, par le désir d'arriver, les capacités des personnes ne comptent rien, parce que tout dépend d'un choix, d'une rencontre, d'une protection. Les bourgeois, aussi bien que les autres travailleurs, ne gagnent rien de cet état de choses, au contraire, ils y perdent, parce que le plus souvent ils ne réussissent pas à "parvenir" honnêtement comme ils le voudraient.(2)
Cette loi du capital se démontre alors être de nature aristocratique, parce qu'elle tend à concentrer le pouvoir en un petit nombre de mains, parce que

elle crée fatalement une oligarchie, maîtresse des forces nationales; elle est donc non seulement anti-égalitaire, mais antidémocratique; elle sert l'intérêt de quelques-uns contre l'intérêt de tous.(3)

Elle est le contraire de la justice et tous les démocrates sincères devraient la combattre.
Cette union qu'André Léo projette n'empêcherait pas chacun de conserver ses propres convictions et sa liberté; elle devrait servir seulement à garantir une défense organisée contre "l'ennemi de la paix sociale" et à chercher à réaliser un programme

---

(1)A.LEO, La guerre sociale, op.cit., p.28.
(2)Ce problème du capital et de la bourgeoisie sera mieux traité dans le premier chapitre de la troisième partie.
(3)A.LEO, Ibid., p.30.

commun, puisque les points sur lesquels on pourrait s'entendre sont nombreux:

toutes les libertés à reprendre, de presse, de colportage, de réunion; la liberté communale à fonder; l'impôt unique et progressif; l'oraganisation de l'armée nationale et citoyenne;et enfin et surtout peut-être, l'instruction démocratique, gratuite et intégrale.(I)

Ce discours représentait, on s'en rend maintenant compte, une harangue que ce public bourgeois ne pouvait qu'être peu disposé à écouter. Trop nombreuses étaient les attaques directes et indirectes qu'André Léo leur avait adressées, effrayante la proposition d'union avec les socialistes.(2)
Ce qu'André Léo voulait leur faire comprendre, c'était qu'une organisation qui s'appelle Ligue de la paix et de la liberté doit absolument reconnaître qu'il n'existe pas seulement la guerre qui se combat entre des nations différentes, mais qu'il y en a une autre aussi, la guerre qu'André Léo appelle "sociale", parce qu'elle naît de la lutte entre les différentes classes sociales d'une même nation. De cette guerre, la Commune a été le plus récent et le plus dramatique exemple. Cette Ligue

---

(I)A.LEO, La guerre sociale, op.cit., p.35.
(2)"Mme André Léo, qui cherchait toutes les occasions de faire entendre une protestation indignée contre les atrocités commises par les hommes de Versailles, se rendit à ce Congrès, et y lut un discours dont la hardiesse effaroucha son auditoire, et qu'on ne lui laissa pas achever."(J.GUILLAUME, L'Internationale.Documents et souvenirs.(1864-1878),op.cit., t.II, p.218.

de la paix et de la liberté ne peut pas oublier et rester indifférente devant ces réalités: elle doit chercher à les résoudre, en en éliminant la cause profonde, c'est-à-dire la survivance du privilège, que monarchistes et faux républicains prétendent ne pas voir mourir.
La conclusion du discours d'André Léo, qu'on ne lui a pas permis de lire, était en effet:

Vous avez déclaré que la paix entre les nations était incompatible avec la monarchie. Après ces treize mois de ruines, d'intrigues, de tueries et de calomnies, vous [devez](1)reconnaître et déclarer que la paix des nations chez elles-mêmes et la moralité publique sont incompatibles avec l'existence des aristocraties; et ajouter à votre titre de la paix et de la liberté, "l'égalité".(2)

II.3.3. Le différend dans l'Internationale

"Le Réveil International" a cessé de paraître le 9 octobre. André Léo, avec Arthur Arnould, E.Razoua, L.Marchand, devient rédactrice de "La Révolution Sociale",(3)journal qui vient d'être fondé par un autre proscrit, Edmond Claris.

On connait déjà quel a été le parti qu'André Léo avait adop

---

(1)Le mot est incertain, parce qu'il n'est pas bien lisible.
(2)[A.LEO], Congrès de Lausanne, in loc.cit.
(3)"La Révolution Sociale", Genève, 26 oct.-4 janv.1872; hebdomadaire paraissant le jeudi. A partir de nov.1871 il devient l'organe de la fédération jurassienne.

té, arrivée en Suisse, dans la discussion survenue à l'intérieur de l'Internationale, discussion qui venait de naître et dont le sujet était la scission qui s'était produite dans l'Internationale-même entre les sections marxistes et les sections bakouninstes, représetées, ces dernières, par l'Alliance de la Démocratie Socialiste.

Le 9 mars 1869, cette Association avait été acceptée à l'intérieur de l'Internationale, mais, malgré cela, le Comité Central de Genève avait refusé de la reconnaître comme section adhérente de l'A.I.T.. A la suite de ce refus, le Conseil Général dut choisir son parti et il "résolut", par une lettre du 29 juin 1870, signée H.Jung et adressée au Comité fédéral romand siégeant à la Chaux-de-Fonds,(I)que ce comité fédéral devait changer de titre et ne plus s'appeler "romand", parce que cet appellatif était de droit seulement au Comité fédéral de Genève qui, le seul, avait "toujours rempli ses obligations envers le Conseil général et envers l'A.I.T., et s'étant toujours conformé aux statuts de l'Association". Dans cette même lettre le Conseil général avait "amicalement" rappelé au comité "bakouniste", que les statuts de l'Association considèrent l'action politique comme un moyen d'émancipation, tandis que les hommes de l'Alliance disaient

---

(I)Cette lettre est reproduite dans J.GUILLAUME, L'Internationale, op.cit., t.II, pp.55-56.

...que toute participation de la classe ouvrière à la politique bourgeoise gouvernementale ne peut avoir d'autres résultats que la consolidation de l'ordre de choses existant, ce qui paralyserait l'action révolutionnaire socialiste du prolétariat; Le Congrès romand recommande à toutes les sections de l'A.I.T. de renoncer à toute action ayant pour but d'opérer la transformation sociale au moyen des réformes politiques nationales,et de porter toute leur activité sur la constitution fédérative des corps de métiers, seul moyen d'assurer le succès de la révolution sociale.
Cette fédération est la véritable représentation du travail, qui doit avoir lieu absolument en dehors des gouvernements politiques.(I)

Les différentes attitudes à adopter à l'égard des gouvernements et des partis politiques sont donc la cause principale de cette scission, qui restait toutefois intérieure à l'Internationale, parce que tous les deux groupes continuaient de se réclamer au Conseil général de Londres.

La division, c'étaient les marxistes qui l'avaient cherchée; les jurassiens, au contraire, aspiraient à l'unité de tous les socialistes: ils croyaient qu'une différence d'opinion sur la manière par laquelle arriver au socialisme n'aurait pas dû diviser les travailleurs. Ce que l'Alliance voulait, c'était l'autonomie des sections, c'était la liberté d'action des individus qui visaient au même but. Ils croyaient que

---

(I)Résolution VI votée par les bakounistes au Congrès romand de la Chaux-de-Fonds (4 avril 1870), où ils se trouvèrent en majorité. Cette résolution fut publiée dans "La Solidarité", II avril 1870, n°I, maintenant on la trouve dans J.GUILLAUME, L'Internationale, op.cit., t.II, p.15.

...vouloir imposer au prolétariat une ligne de conduite ou un programme politique uniforme comme la voie unique qui puisse le conduire à son émancipation sociale, est une prétention aussi absurde que réactionnaire.(1)

Cette liberté d'action n'était pas en contradiction, selon eux, avec l'idée de l'unité des travailleurs, mais, au contraire, elle était la garantie du respect des besoins et des droits de l'homme, dont l'Internationale devait être le représentant par excellence. Les marxistes ne pensaient pas de la sorte: ils croyaient que pour la transformation de la société, il fallait une union des travailleurs qui ne fût pas une unité seulement spirituelle, mais de lutte effective, qui engageât activement tous les socialistes. Cette société nouvelle ne pourra pas se réaliser en dehors de cette lutte, qui doit se faire en utilisant les mêmes moyens, en laissant des particularités d'action seulement aux différentes nations, selon leurs caractéristiques particulières.
Cette théorie paraissait aux fédéralistes autoritaire, parce qu'elle empêchait, à l'intérieur de l'Internationale, la coexistence de mouvements différents.(2)

---

(1)3e résolution, du titre Nature de l'action politique du prolétariat, votée au Congrès international fédéraliste de Saint-Imier, tenu le 15 et le 16 septembre 1872. A ce propos voir J.FREYMOND, La Première Internationale.Recueil de documents.Genève, librairie E.Droz, 1962, t.II, p.7.
(2)Les "alliancistes"attaquent encore le Conseil général, parce qu'ils disent n'avoir jamais reçu aucune mesure suspendant l'Alliance de sa qualité de section de l'A.I.T.:la dernière lettre qu'ils reçurent du Conseil général, disent-ils, était datée 25

L'année 1871 représente sans doute pour les "alliancistes" l'année la plus dure et la plus difficile. C'est en effet en septembre de cette année, précisément du 17 au 23 septembre, qu'a lieu à Londres une conférence de l'A.I.T., qui devait remplacer le Congrès de Paris, que la guerre, puis la Commune, avaient empêché.

Pendant cette conférence l'on vote 17 résolutions,(1)dont quelques-unes représentent de véritables dispositions contre l'Alliance et contre ces mouvements, comme "La Section de propagade et d'action révolutionnaire-socialiste,(2)qui prétendaient fai-

---

août 1869, lettre signée par Jung, secrétaire pour la Suisse du Conseil général, où il confirmait que l'Alliance faisait partie de l'Association internationale des travailleurs. La lettre de Jung se trouve dans J.GUILLAUME,L'Internationale, op.cit.,t.II, p.176; celle de Joukovsky, datée 10 août 1871, adressée au citoyen correspondant auprès du Conseil général pour la Suisse, et ici synthétisée, dans J.GUILLAUME,Ibid.,t.II,p.182.

(1)Les résolutions étaient"rédigées non par ces délégués eux-mêmes, mais par une commission du Conseil général, qui les rédigea une fois la Conférence terminée."(J.GUILLAUME,L'Internationale, op.cit., t.II, pp.291-294) On peut les trouver dans J.FREYMOND,La première Internationale, op.cit.,t.II, pp.233-244.

(2)La Section de propagande et d'action révolutionnaire-socialiste fut fondée le 6 septembre 1871(un mois exact après la dissolution de l'Alliance de Genève) par des proscripts et des communards français résidents à Genève. Parmi les fondateurs et les premiers membres signalons J.Guesde, G.Lefrançais, B.Malon, auxquels se joignirent A.Claris, André Léo,e.a; Elle avait pris la relève de l'Alliance, et pour cela elle avait été critiquée par Guillaume, qui aurait préféré voir les anciens alliancistes "rester à l'état d'individualités sans Sections, et réclamant

re partie de l'Association internationale des travailleurs tout en déclarant vouloir suivre un programme particulier.(I)

Il nous paraît intéressant de reproduire des passages des résolutions IX, XVI et XVII, qui sont celles qui nous intéressent le plus. Les jurassiens, lors de leur Congrès régional à Sonvillier, le I2 novembre I87I, prendront parti contre les ré

---

auprès du Conseil général contre l'exclusivisme de la coterie genevoise qui vous ferme ses portes". Guillaume craignait "qu'en recréant une section, vous donnerez lieu à la remarque parfaitement juste que c'est l'Alliance sous un autre nom".(Lettre de Guillaume à Joukovsky du I5 août I87I. Cité d'après J.GUILLAUME,L'Internationale,op.cit.,t.II,p.I64.) Guillaume avait vu juste: ce fut précisément cet argument, employé par Duval lors du Congrès de La Haye en septembre I872, qui amena le Congrès à ne pas valider le mandat de Joukovsky, délégué de la Section de propagande.(J.FREYMOND,La première Internationale,op.cit.,t. III, p.489.)

(I)"Dans le premier article de ses statuts, elle [la Section de propagande et d'action révolutionnaire-socialiste] 'déclare adhérer aux statuts généraux de l'Association internationale des travailleurs, en se réservant toute liberté d'action et d'initiative qui lui est donnée comme conséquence logique du principe d'autonomie et de fédération reconnu par les statuts et les congrès de l'Association'. En d'autres termes elle se réserva toute liberté de continuer l'oeuvre de l'Alliance."([K.MARX-F.ENGELS], Les prétendues scissions dans l'Internationale. Circulaire privée du Conseil général de l'Association internationale des travailleurs, Genève, impr. Coopérative, rue du Conseil général 8, 5 mars I872. Maintenant dans J.FREYMOND, Ibid., t. II, p.276.)

solutions de la Conférence, qu'ils déclareront autoritaires et à repousser:

Résolution IXe: L'action politique de la classe ouvrière.
Vu les considérants des statuts originaux où il est dit: "L'émancipation économique des travailleurs est le grand but auquel tout mouvement politique doit être subordonné comme moyen";
Vu l'adresse inaugurale de l'Association internationale des travailleurs (1864) qui dit: "...La conquête du pouvoir politique est donc devenue le premier devoir de la classe ouvrière";
***
Considérant en outre:
***
Que cette constitution du prolétariat en parti politique est indispensable pour assurer le triomphe de la révolution sociale et de son but suprême: l'abolition des classes;
***
La Conférence rappelle aux membres de l'Internationale: que dans l'état militant de la classe ouvrière, son mouvement économique et son action politique sont indissolublement unis.(1)

Résolution XVIe: Alliance de la démocratie socialiste.
Considérant:
Que "l'Alliance de la démocratie socialiste" s'est déclarée dissoute(...);(2)

---

(1)J.GUILLAUME,L'Internationale, op.cit.,t.II, pp.202-203 et J.FREYMOND,La première Internationale, op.cit., t.II,pp.235-236.
(2)Elle s'était en effet déclarée dissoute le 5 août 1871.Cette dissolution fut décidée contre l'avis de Bakounine, pour mettre fin à "toutes les calomnies lancées contre l'Alliance",pour les rendre impossibles à l'avenir et pour ne plus servir de prétexte de la désunion existante entre les sections genevoises et celles des montagnes du Jura.

...
Qu'il ne sera plus permis à aucune branche ou société déjà admise de continuer à former un groupe séparatiste sous la désignation de "Section de propagande", "Alliance de la démocratie socialiste", etc., se donnant des missions spéciales en dehors du but commun poursuivi par la masse du prolétariat militant réuni dans l'Association internationale des travailleurs;...
La Conférence déclare vidé l'incident de l'Alliance de la démocratie socialiste.(1)

Résolution XVII: Différend entre les deux fédérations de la Suisse romande.

...la Conférence fait appel à l'esprit de solidarité et d'union qui plus que jamais doit animer les travailleurs. Elle conseille aux braves ouvriers des sections des montagnes de se rallier aux sections de la Fédération romande. Dans le cas où cette union ne pourrait se faire, elle décide que la Fédération des sections dissidentes se nommera à l'avenir "Fédération jurassienne"...(2)

A cette époque le différend déborde déjà les frontières suisses, et les bakouninistes, ou mieux les jurassiens, comme on va désormais les appeler, ont trouvé des sympathies en France, en Belgique et en Espagne, bientôt en Italie aussi, en Angleterre et même en Hollande.

Les fédérations favorables à l'autonomie des sections s'organisent bientôt dans une Internationale antiautoritaire, qui demande au Congrès de La Haye "l'abolition du Conseil général

---

(1)J.GUILLAUME, L'Internationale, op.cit., t.II, p.209 et J.FREYMOND, La première Internationale, op.cit., t.II, pp.237-238.
(2)J.GUILLAUME, Ibid., t.II, pp.210-212 et J.FREYMOND, Ibid., t.II, pp.238-239.

et la suppression de toute autorité dans l'Internationale". Comme réponse, le Congrès exclue Bakounine et Guillaume de l'Association-même. La minorité donne alors libre cours à ses tendances, en organisant l'activité de sa propre Internationale.

On a cru indispensable rappeler brièvement, dans ses étapes essentielles, le cours des événements qui ont porté à la division définitive des deux groupes internationalistes, parce que les idées d'André Léo sur l'unité et sur l'antiautoritarisme peuvent bien se comprendre seulement en connaissant cette situation particulière.

Le 2I octobre I87I, dans une lettre à son amie Mathilde Roggerer, qui habitait à Bischwiller, en Alsace, André Léo écrit:

Oui, il y a des désunions dans l'Internationale, comme partout en ce monde. Ce sont les Allemands, par Marx, qui y font de la centralisation et du despotisme, la fausse unité, celle de Bismark. L'élément latin proteste et s'oppose. Il y aura peut-être un partage. C'est fâcheux. Mais les grands courants qui travaillent le monde à cette heure doivent se faire sentir là comme ailleurs.(I)

Les paroles de cette lettre mettent bien en lumière les principes qu'elle entend défendre et dont elle se fait l'un des porte-parole les plus convaincus: après la constatation "des désunions dans l'Internationale", elle en fait remonter la cause à l'esprit autoritaire des Allemands, qui, par Marx, établis-

---

(I)Lettre communiquée par Mme Charles Keller à Guillaume. Voir J.GUILLAUME,L'Internationale,op.cit.,t.II,pp.2I9-220.

sont une "fausse unité", une unité "forcée", dirait-on, parce qu'elle empêche la libre pensée et le libre développement des différents mouvements politiques. Le partage qui va s'annonçant n'est pas désiré, au contraire, il est craint, et pour l'empêcher tout le monde est invité à s'organiser et à faire sentir son exigence de liberté.

Ce qui est sans doute frappant d'entendre, c'est l'association qu'André Léo a établi dans ce passage entre Marx et les Allemands, dont il serait l'instrument d'action; et encore, l'opposition entre ceux-ci et l' "élément latin", qui proteste et s'oppose tout naturellement, paraît-il, par sa nature. Et pourtant, elle-même sait qu'il y a bien des "latins" qui font de la politique centralisatrice et antidémocratique!

Il est difficile de comprendre le pourquoi de ces affirmations, qui sont fausses et exagérées; peut-être la seule raison peut-on la chercher dans l'impétuosité qu'André Léo démontre quelquefois avoir à côté de son esprit raisonneur et froid, dans son tempérament que ses amis-mêmes définissent souvent facile aux exagérations.

Par contre, les mots qui expliquent le contenu de cette lettre: désunion, centralisation, despotisme, fausse unité veulent démontrer la cohérence et la continuité de sa pensée politique, qui a toujours placé, on s'en souvient, la vraie unité et la vraie liberté à la base de tout changement sensible, capable de réaliser une société meilleure.

Sous la puissance de ces idées, André Léo a réussi à faire de

"La Révolution Sociale" un organe de revendication du principe d'autonomie et de liberté contre la ligne politique de Marx et de ses partisans.(I)

Des attaques très violentes partent en effet souvent de ce journal contre le "Temple Unique", comme on l'appelle souvent. Dès le premier numéro, un article, qui n'est pas signé, mais que Guillaume affirme être à André Léo, aborde le problème de l'autorité. Le sujet de cet article est donné à André Léo par une fête de l'Internationale genevoise, à laquelle elle avait participé le lendemain du jour où elle avait écrit la lettre dont on vient de lire un passage.

D'abord, elle décrit le cortège des internationalistes, qui défilait en occasion de l'anniversaire de la fondation de l'Association internationale des travailleurs:

Dimanche dernier, sous un doux soleil d'automne, défilait dans Genève un long cortège, précédé d'une musique et d'un drapeau rouge, dans les plis duquel on déchiffrait la devise: "pas de droits sans devoirs; pas de devoirs sans droits.(2)

Puis elle plaisante, d'un ton enjoué, M.Grosselin, "ouvrier -ou petit patron- d'horlogerie, membre de l'Internationale et député au Grand Conseil", qui avait fait pendant la fête une harangue "pleine d'excellentes intentions, et faite pour contenter tout le monde":

(I)Cfr.J.GUILLAUME,L'Internationale,op.cit.,t.II,p.219.
(2)[A.LEO],Meeting de l'Internationale, in "La Révolution Sociale", 26 oct. 1871,n°1.

M. Grosselin promet à l'ouvrier le bien-être, la justice, l'égalité, mais sans rien ôter à personne; il est humanitaire, mais la patrie avant tout.(1)

Elle voulait lui expliquer que

on ne peut pas contenter à la fois les bourgeois et les prolétaires, l'Internationale et le Grand Conseil. La justice emporte la défaite du privilège et pour que le travailleur ait tout ce qui est à lui, il faut que l'oisif rende tout ce qu'il détient des droits d'autrui.(2)

C'est cela, dit André Léo, ce qu'ont à-peu-près dit les autres orateurs, parmi lesquels était M. Lefrançais, qui fit un "discours excellent", qui "renfermait de bonnes vérités en peu de mots".

André Léo termine son article par une historiette significative, qui allait servir de point de départ à la campagne qu'elle voulait entreprendre contre les intrigues des hommes du Temple Unique:

Au milieu des joies de cette fête, un fait étrange nous a frappés. Chaque membre de l'Internationale portait un noeud rouge.
-Eh quoi! vous avez négligé le signe distinctif, disons-nous à l'un des plus sérieux, des plus ardents, des plus vrais démocrates de ce pays, en l'abordant.(3)
-Pas du tout. Je suis expulsé.
-Impossible! Et pourquoi cela?

---

(1)[A.LEO], Meeting de l'Internationale, in loc.cit.
(2)id.
(3)Il s'agissait de Charles Ferron.(J.GUILLAUME, L'Internationale, op.cit., t.II, p.220.)

-Pour les mêmes raisons qui font que je viens d'être refusé, nous dit un autre,(1)frère de coeur de celui-là.
-Voulez-vous m'expliquer cette étrangeté?
-Un autre jour. Ici, quoi qu'on ait fait, nous sommes de la fête, et l'heure est trop belle pour la troubler du récit de mesquines intrigues, de personnalités et de coteries.-Nous y reviendrons.(2)

Dans le numéro suivant, en effet, elle y revient, en nous faisant participer à la conversation qu'elle avait eue avec un ami socialiste. Celui-ci allait lui expliquer comment les faits s'étaient effectivement passés à l'intérieur de l'Internationale. Il lui racontait comment l'Alliance avit été fondée:

...des membres de l'Internationale, dont l'un possédait un nom européen, tels autres une réputation locale d'intelligence, de dévouement et de loyauté qui associaient à leur nom le respect et la sympathie, imaginèrent de former avec leurs amis une section, qui résumât dans sa déclaration de principes,les derniers progrès accomplis par la pensée humaine.Eurent-ils le tort d'exhorer des mots qui effarouchent les enfants et servent de croque-mitaine à leurs bonnes? On pouvait leur en faire observation. (3)

---

(1)On ne sait pas de qui il s'agit, "sans aucun doute de quelque ancien membre de la Section de l'Alliance qui avait demandé à faire partie de la Section centrale."(J.GUILLAUME,L'Internationale, op.cit.,t.II, p.220.)
(2)[A.LEO],Meeting de l'Internationale, in loc.cit.
(3)[A.LEO],Comment des socialistes honnêtes, intelligents et dévoués sont expulsés de l'Internationale de Genève, in "La Révolution Sociale", 2 nov. 1871, n°2.

Ils ne devaient pas pour cela cesser d'en être membres. L'Association internationale des travailleurs, continua André Léo, n'est pas une "Sainte-Vehme"; on n'y aliène pas sa liberté:

Elle reçoit des francs-maçons, des compagnons, des déistes comme des athées, et ne défend même pas d'aller au temple ou à l'église, bien qu'elle déplore ces superstitions.
Après des hésitations, après avoir réformé les statuts, sur les observations qu'on lui adressa, l'Alliance enfin...fut admise comme section de l'Association internationale, par le Conseil général siégeant à Londres.(1)

Puis il lui expliquait les querelles qui suivirent le Congrès de la Chaux-de-Fonds:(2)

Les sections des Montagnes acceptaient l'Alliance: leur journal fut excommunié par le Conseil général...Quant aux sections de Genève, elles s'occupèrent -je ne dis pas tous les membres,mais certains, par qui les autres se laissaient conduire- elles s'occupèrent de chasser de leur sein ces athées, ces anarchistes, qui avaient osé déclarer déchu le principe d'autorité.(3)

---

(1)[A.LEO],Comment des socialistes..., in loc.cit.
(2)"Mme André Léo s'est trompée sur ce point, dans le récit qu'elle met dans la bouche de son interlocuteur: elle place avant le Congrès de la Chaux-de-Fonds, en 1870,l'incident relatif à la dénégation,par Mme Dmitrief,de l'authenticité des lettres d'Eccarius et de Jung, tandis que cet incident est du printemps de 1871."(J.GUILLAUME,L'Internationale,op.cit.,t.II,p.220, note 4.)
(3)[A.LEO],Comment des socialistes..., in loc.cit.

A ces mots l'auteur de l'article se récrie:

Vous me dites des choses si énormes!...Fantastique! Est-ce donc M. de Bismark qui règne au Conseil de Londres?(1)

Alors son interlocuteur dit:

Les citoyens expulsés eurent un tort grave, celui de rester passifs et ne point accepter la lutte; ils devaient à leurs frères, égarés par des intrigues, de les éduquer...Ils cédèrent au dégoût de voir des ambitions personnelles, et les jalousies et les acharnements qui s'en suivent, se donner carrière dans l'Association.(2)

Ayant entendu cela, André Léo ajoute amèrement:

Et moi qui avais cru que l'Association internationale était la société la plus démocratique qu'on pût rêver, la plus large,la plus fraternelle!(3)

La réponse de son interlocuteur est:

Vous aviez raison, c'est bien là ce qu'elle doit être, ce qu'elle est en esprit, ce qu'il faut qu'elle soit; car tous ceux qui voient en elle le grand instrument de la justice, ne l'abandonneront pas à la marche à rebours que travaillent à lui imprimer les cervelles allemandes et bismarkiennes.(4)

André Léo, après avoir écouté toute cette histoire, s'écrie ironiquement:

-Mais que la déesse Liberté nous soit en aide! Car nous avons

---

(1)[A.LEO],Comment des socialistes..., in loc.cit.
(2)id.
(3)id.
(4)id.

contrevenu à la dernière bulle papale, en divulgant ces choses aux Gentils,(1)et en discutant l'infaillibilité du Conseil suprême. Nous voilà, nous aussi, menacés d'excommunication, et nous n'avons plus qu'à livrer notre âme au démon de l'Anarchie pour ce qui nous reste à dire.(2)

Dans cet article on trouve de nouveau,et,ce qui est encore plus grave, cette fois publiquement déclamée, l'identification entre Marx et la politique allemande de Bismark: "Est-ce donc M.de Bismark qui règne au Conseil de Londres?";"...la marche à rebours que travaillent à lui imprimer les cervelles allemandes et bismarkiennes". Ces mots, encore une fois exagérés, ont coûté à André Léo la critique de ses amis jurassiens,(3)mais surtout de Marx, qui adressera contre André Léo et "La Révolution Sociale" des paroles très dures.

Dans la brochure sur Les prétendues scissions dans l'Internatio-

---

(1)"Allusion à la phrase finale de la résolution XVII de la Conférence de Londres, qui interdisait "aux journaux se disant organes de l'Internationale de discuter dans leurs colonnes,devant le public bourgeois, des questions à traiter exclusivement dans le sein des comités et du Conseil général,ou dans les séances privées et administratives des Congrès'."(J.GUILLAUME,L'Internationale,op.cit.t.II,p.22I.)

(2)[A.LEO],Comment des socialistes..., in loc.cit.

(3)"Quand nous eûmes,au Congrès de Sonvillier,à protester contre l'autoritarisme du Conseil général et contre les résolutions de la Conférence de Londres, la Fédération jurassienne sut se garder de ces fâcheuses exagérations de langage."(J.GUILLAUME,Ibid., t.II,p.22I.)

nale.(1)on lit en effet:

"La Solidarité" ayant cessé d'exister, les nouveaux adhérents de l'Alliance fondèrent "La Révolution Sociale" sous la direction supérieure de Mme André Léo, qui venait de déclarer au Congrès de la paix à Lausanne: que "Raoul Rigault et Ferré étaient les deux figures sinistres de la Commune, qui jusque-là (jusqu'à l'exécution des otages),n'avaient cessé, toujours en vain, de réclamer des mesures sanglantes".(2)

Dès son premier numéro, ce journal s'empressa de se mettre au niveau du "Figaro", du "Gaulois", du "Paris-Journal" et autres organes ordurières dont il réédita les saletés contre le Conseil général. Le moment lui parut opportun d'allumer, même dans l'Internationale, le feu des haines nationales.D'après lui,

---

(1)Dans cette circulaire privée le Conseil général de l'A.I.T. défend et justifie ses prises de position à l'égard de l'Alliance et d'autres sections socialistes qui avaient demandé leur admission à l'intérieur de l'Internationale.

(2)Au Congrès de Lausanne(27 sept.1871),organisé par la Ligue de la paix et de la liberté, André Léo avait textuellement déclaré:"Ces exécutions eurent lieu par les ordres seuls de Raoul Rigault et de Ferré, deux des plus malheureuses personnalités de la Commune, qui jusque là n'avaient cessé, toujours en vain, de réclamer des mesures sanglantes."(A.LEO,La guerre sociale, op.cit.,p.7.)Les jurassiens aussi critiquèrent André Léo pour cette phrase: "elle eut le tort, écrit Guillaume, en voulant repousser toute solidarité avec certains blanquistes, de se laisser aller à prononcer des paroles dures à l'égard de deux hommes...:Raoul Rigault, qui était mort, et Th.Ferré, qui allait tomber deux mois plus tard sous les balles des bourreaux versaillais à Satory. Nous la blâmâmes d'avoir parlé de la sorte; les exagérations -et elle en était coutumière- ne font de tort qu'à ceux qui s'y laissent aller."(J.GUILLAUME,L'Internationale,op.cit.,t.II,p.218.)

le Conseil général était un comité allemand, dirigé par un cerveau bismarkien.(I)

Après avoir établi que certains membres du Conseil général ne pouvaient se piquer d'être "Gaulois avant tout", "La Révolution sociale" ne eut que s'emparer du deuxième mot d'ordre que la police européenne faisait circuler, et dénoncer l' "autoritarisme" du Conseil.

Quels étaient donc les faits sur lesquels s'appuyaient ces criailleries puériles? Le Conseil général avait laissé mourir l'Alliance de sa mort naturelle et, d'accord avec le Comité fédéral de Genève, en avait empêché la résurrection. En outre, il avait requis le comité de la Chaux-de-Fonds de prendre un nom qui lui permît de vivre en paix avec la grande majorité des internationaux romands.

En dehors de ces notes "autoritaires", quel usage le Conseil général avait-il fait, depuis octobre 1869 jusqu'en octobre 1871, des pouvoirs assez étendus que lui avait conférés le Congrès de Bâle?(2)

Le citoyen Claris, le fondateur de "La Révolution Sociale", dans sa réponse au Conseil général, écrit:

...Je veux simplement relever les erreurs de fait, qui intéressent la direction et la rédaction du journal "La Révolution Sociale".

(I)Le Comité central précise à ce point, dans une note: "Voici quelle était la composition, par nationalités, de ce conseil: 20 Anglais, 15 Français, 7 Allemands (dont cinq fondateurs de l'Internationale), deux Suisses, deux Hongrois, un Polonais, un Belge, un Irlandais, un Danois et un Italien."

(2)[K.MARX-F.ENGELS], Les prétendues scissions...,op.cit., in J.FREYMOND, La première Internationale, op.cit., t.II, p.276.

"La 'Solidarité'ayant cessé d'exister", dit la circulaire privée, "les nouveaux adhérents de l'Alliance fondèrent 'La Révolution Sociale' sous la direction supérieure de Mme André Léo, etc."

Le débat qui s'est élevé récemment entre le directeur de "La Révolution Sociale" et les grotesques anonymes qui rédigent l' "Egalité" de Genève, débat qui a nécessité de ma part une lettre explicative publiée dans le journal l' "Internationale", de Bruxelles, aurait dû ouvrir les yeux aux membres du Conseil général sur ce point essentiel. J'ai fondé "La Révolution Sociale" au mois d'octobre dernier. Or, à cette époque, je ne faisais pas partie de la section de Propagande et d'action révolutionnaire-socialiste, de Genève, et le nôtre n'est devenu l'organe de la Fédération jurassienne qu'après le Congrès de Sonvillier, tenu en novembre, c'est-à-dire un mois après sa fondation. En second lieu, j'ai toujours eu la direction absolue de "La Révolution Sociale", et si Mme André Léo m'a donné quelques articles, c'est au même titre que mes autres collaborateurs, Arthur Arnould, E.Hamoua, L.Marchand, etc.

"La Révolution Sociale"n'a donc pas été fondée par "les nouveaux adhérents de l'Alliance", et Mme André Léo n'a pas eu de "direction supérieure"ou autre dans le journal.

"Dès son premier numéro, poursuit la circulaire, ce journal s'empressa de se mettre au niveau du "Figaro", du "Gaulois", du "Paris-journal" et autres organes ordurières dont il réédita les saletés contre le Conseil général",etc.

Je laisse de côté les expressions malpropres qui semblent composer le vocabulaire favori du Conseil suprême. Quant à assimiler "La Révolution Sociale" aux feuilles bonapartesques ci-dessus nommées, c'est infâme et absurde en même temps. Vous n'avez pas lu le premier numéro dont vous parlez, Messieurs de la circulaire. S'il en était autrement je serais bien forcé de reconnaître que vous avez la conscience plus noire et la tête plus carrée que je ne pensais. Mais non, vous nous faites un procès de tendances, vous épiloguez, vous ergotez, vous dé-

natures à plaisir des faits acquis, et vous répondez par des calomnies ridicules aux reproches d'autoritarisme et d'ambition que nous avions le droit et le devoir de vous adresser... (1)

Les deux passages qu'on a ci-dessus examinés sont bien explicatifs de l'atmosphère qui régnait à cette époque entre les deux groupes: l'animosité qui les dictait suffit à nous le faire comprendre!

Dans le numéro suivant, André Léo retourne encore une fois sur le thème du despotisme. Elle écrit:

...son prétexte [du despotisme] est qu'il y a des intelligents et des ignorants, des forts et des faibles, et que c'est aux premiers à guider les autres.(2)

Tout de suite après elle explique:

...le système a seulement cet inconvénient, d'éterniser l'enfance par la tutelle même. L'esclavage n'apprend jamais à être libre; la liberté seule fait l'apprentissage de la liberté.(3)

Cette observation, qui vaut pour tout genre d'autoritarisme, est encore une fois adressée en particulier au Conseil général, qui venait de publier les résolutions de sa Conférence,(4)réunie à

---

(1)Réponse du citoyen Claris aux Prétendues scissions.(J.FREYMOND,La Première Internationale,op.cit.T.II,p.304.)
(2)[A.LEO],L'esprit de l'Association Internationale, in "La Révolution Sociale", 9 nov.1871, n°3.
(3)id.
(4)Ces résolutions ont été reproduites dans une circulaire publiée par le Conseil général de l'Association.

Londres du 17 au 23 septembre 1871. Voilà comment elle en parle:

...voici les résolutions publiées qui bâtissent la vieille pyramide dans l'Internationale comme ailleurs: "il est défendu", "il ne sera plus permis", "le Conseil général a le droit d'admettre ou de refuser toute nouvelle société ou groupe", "le Conseil général a le droit de suspendre jusqu'au prochain congrès une section de l'Internationale".(1)

Selon André Léo et ses amis jurassiens, au contraire, c'est l'association qui représente la véritable unité, celle que les socialistes doivent chercher à réaliser. La France, dit André Léo, montre maintenant avoir la force de refuser la vieille et fausse unité qui la caractérisait, pour rechercher, par la lutte, par la révolte des travailleurs, la vraie unité, c'est-à-dire la vraie démocratie; l'Allemagne ne fait malheureusement pas de même:

Tandis que la France, après avoir, depuis le commencement de ce siècle, construit la fausse unité, qui réduit toutes les initiatives diverses, toutes les forces, toutes les puissances,à la capacité d'une seule volonté et d'un seul cerveau, s'aperçoit enfin de son erreur, s'efforce de détruire son oeuvre,et arrache, en s'ensanglantant elle-même, la tunique fatale qui l'étouffe et la consume, l'Allemagne, la neuve, l'originale Allemagne, recommence, en l'an 1871, l'oeuvre du grand Napoléon. Elle ne l'a pas inventée, c'est vrai, mais depuis cinquante ans elle la ruine. Et tandis que le courant de la Révolution, un à instant dévié, roule vers l'Océan de la liberté, l'Allemagne, elle, remonte vers le despotisme.(2)

---

(1)[A.LEO],L'esprit de l'Association Internationale,in loc.cit.
(2)id.

Puis elle continue, en confirmant encore son idée qu'on a tant critiquée: l'association entre Marx et Bismark:

Le pangermanisme est là, et il affecte comme une maladie tous les cerveaux allemands, si bien que, lorsqu'ils font du socialisme, c'est encore avec cela. Bismark ayant tourné la tête à tout le monde, du Rhin à l'Oder, en même temps que Guillaume Ier se faisait empereur, Karl Marx se sacrait pontife de l'Association internationale.(I)

Cette phrase choqua les jurassiens et Guillaume en particulier, qui reprocha à André Léo ses "emportements" et son "intempérance de langue".

En concluant son article, André Léo précise la signification véritable de l'unité, qui doit avoir pour base l'autonomie du citoyen et de la commune:

L'unité nouvelle n'est pas l'uniformité, mais son contraire; c'est l'expansion de toutes les initiatives, de toutes les libertés, de toutes les conceptions, reliées par le seul fait d'une nature commune;...c'est cette autonomie du citoyen, réalisée par l'autonomie du premier groupe social, la Commune, que

---

(I)[A.LEO],L'esprit de l'Association Internationale,in loc.cit. "A propos de cette phrase de 'La Révolution Sociale',Marx écrit à Bolte,le23 novembre 1871:'Bakounine s'est mis en rapport avec la partie canaille de la proscription française(mit dem verkommenen Teil der französischen Fluchtlingschaft)à Genève et à Londres.Le mot d'ordre est quêau Conseil général règne le'pangermanisme',le'bismarkisme'...Le crime consiste en ceci,que les éléments anglais et français sont dominés(!),en matière de théorie, par l'élément allemand,et qu'ils trouvent cette domination,c'est-à-dire la'science allemande',très utile et même indispensable'." (J.GUILLAUME, L'Internationale, op.cit.,t.II, p.222.)

la France vient d'ébaucher, en tâtonnant, de sa main blessée par le fer de l'unité despotique. C'est le second acte de la grande Révolution qui commence...Et l'Association Internationale, agent naturel de cette oeuvre, irait, à la suite de cerveaux étroits et affolés, recommencer l'épreuve faite, et si cruellement faite, de 1802 à 1871! Cela ne saurait être. Que la politique du vieux monde aille de ce côté; le socialisme n'a rien à faire avec elle; pour lui, c'est le chemin opposé qu'il doit prendre, celui de la liberté de tous dans l'égalité.(1)

Ces paroles sur l'unité, qui doit avoir comme présupposé la liberté et l'autonomie des communes, ne sont pourtant pas en contradiction avec la théorie marxienne. On a en effet déjà vu, dans le chapitre précédent,(2)que leurs idées sur la nécessité de décentraliser le pouvoir central coïncident. Marx-même,dans La guerre civile en France(The civil war in France), écrit:

L'unité nationale ne devait pas être brisée, mais, tout au contraire,organisée, par la constitution communale; elle devait devenir une réalité par la destruction du pouvoir de l'Etat,(3) qui prétendait être l'incarnation de cette unité, indépendant de la nation et supérieur à elle, tandis qu'il n'en est qu'une excroissance parasite. Les organes purement répressifs de l'ancien pouvoir gouvernemental une fois supprimés, ses fonctions légitimes, enlevées à une autorité qui usurpait la prééminence sur la société elle-même,devaient être restituées aux agents responsables de la société...(4)

---

(1)[A.LEO],L'esprit de l'Association Internationale,in loc.cit.
(2)Voir la page 195 de cette thèse.
(3)C'est Guillaume qui souligne, pour rendre évidente la correspondance entre les deux pensées.
(4)K.MARX,La guerre civile en France, texte cité d'après J.GUILLAUME,L'Internationale,op.cit.,t.II,p.191.

Et peu après il continue:

La constitution communaliste aurait restitué au corps social toutes les forces jusqu'à présent absorbées par l'Etat, ce parasite qui exploite et qui entrave le libre mouvement de la société.Par ce seul acte, elle aurait inauguré la régénération de la France.(I)

Ces paroles paraissent aux jurassiens en contradiction avec le portement du Conseil général, parce que s'il admet, disent-ils, le principe de l'autonomie pour les communes, il devrait l'admettre au sein de l'Internationale aussi.
Son autoritarisme est encore une fois condamné dans le n°6 de "La Révolution Sociale", où on lit:

L'autoritarisme est un poison dont toute notre atmosphère est empestée...:les églises et les palais;...Mais notre devoir est d'autant plus de le rechercher et de le combattre; et la gloire et la force de l'Internationale est d'avoir été conçue en dehors de lui, de s'être développée contre lui, et son oeuvre n'est autre que d'en triompher.
Or, est-ce par des moyens autoritaires qu'une oeuvre pareil le peut être accomplie? que le principe autoritaire peut être vaincu?...Il y a des milliers de siècles que ce système détruit et dégrade l'humanité.
Le principe autoritaire sera vaincu,...
Le moyen d'arriver à ce résultat, en attendant l'instruction intégrale donnée à tous, est de soumettre à chaque membre de l'association tout ce qui concerne l'oeuvre commune; c'est de pratiquer ce qu'on professe, en respectant la dignité humaine et le droit individuel; c'est de laisser à chaque groupe,comme à chaque individu, la liberté d'action qui lui appartient;c'est

---

(I)K.MARX,La guerre civile en France, texte cité d'après J.GUILLAUME,L'Internationale,op.cit.,t.II,p.191.

enfin de rompre à tout jamais avec la vieille organisation sociale, avec toutes ces constructions hiérarchiques qui étagent les pouvoirs et font descendre d'en haut la parole, l'imposition, qui meut la foule obéissante...(I)

A propos de cette critique contre l'autoritarisme du Conseil général de Ma Marx, André Léo écrit dans une lettre à sa "bonne et chère enfant", Mathilde Roederer, le I2 novembre:

Nous faisons ici une campagne contre les résolutions de la Conférence de Londres, qui sont unitariennes et autoritaires, et contre Karl Marx, le mauvais génie, le Bismark de l'Association internationale. C'est moi qui ai attaché le grelot. Vous avez dû voir tout cela si vous recevez "La Révolution Sociale".(2)

Et le 9 janvier I87I, à sa jeune amie Elise Grimm, qui se trouvait en ce moment en Angleterre, et qui lui avait demandé des renseignements, écrit de cette façon à propos de l'action du Conseil général en France:

Serrallier(3)écrit des lettres ignobles où, à défaut de raison, il insulte et ne fait que des personnalités. Le Mousseu(4)est un ministre ridicule. Les hommes sérieux, Theisz, Avrial,etc., se sont retirés, ne pouvant approuver les agissements de ce Conseil, dont Karl Marx est le mauvais génie.(5)

(I)[A.LEO],Le débat survenu dans l'Internationale, in "La Révolution Sociale", 30 nov.I87I, n°6.
(2)Lettre communiquée à Guillaume par Mme Charles Keller.(J. GUILLAUME,L'Internationale,op.cit.,t.II,p.222.)
(3)Secrétaire correspondant pour la France du Conseil général de l'A.I.T. Il écrivait de nombreuses lettres pour décrier les hommes mal vus par la coterie de Londres.(J.GUILLAUME,Ibid.,t. II,p.259.)
(4)Secrétaire correspondant pour les branches françaises des Etats-Unis.
(5)Cité d'après J.GUILLAUME,Ibid.,t.II,p.260.

Une autre lettre significative à cet égard est celle qu'André Léo a écrite à Mathilde Roederer le 13 juin 1872. Elle fait connaître à son amie les impressions qu'avait reçues James Guillaume à la lecture de Les prétendues scissions dans l'Internationale, et qu'il lui avait communiquées auparavant:

Voici à propos de Marx, un passage d'une lettre que j'ai reçue de Neuchâtel:

"Nos seigneurs de Londres viennent de publier contre nous une circulaire confidentielle imprimée. Je l'ai reçue hier par voie indirecte. Vous y êtes bien arrangée. Mais c'est Malon qui est le plus maltraité. Cela sort évidemment de la plume de Marx. Comment un homme de talent peut-il s'avilir jusqu'à écrire des choses aussi abjectes? C'est un mystère pour moi."

C'est James Guillaume qui m'a écrit ainsi, un loyal s'il en est.(1)

Puis elle écrit son opinion personnelle:

Tout cela, pour la cause, est bien triste. Les hommes qui se disent hommes de l'avenir, donnant ainsi dans toutes les intrigues et les vilenies du passé, luttant avec le parti de l'ordre de calomnies et de machiavélisme, où cela peut-il nous mener? Je ne suis pas si étonnée que Guillaume. Ces gens-là sont des fanatiques, et croient servir l'idée par de tels moyens, en perdant ceux qu'ils estiment être des obstacles.(2)

L'unité, la coexistence, la coopération, l'autonomie des différentes sections à l'intérieur de l'A.I.T., qu'André Léo et ses amis jurassiens espéraient voir se concrétiser, ne se réalise-

---

(1)Lettre communiquée à Guillaume par Mme Charles Keller.(J. GUILLAUME, L'Internationale, op.cit., t.II, p.295.)
(2)id.

ront pas. Au contraire, la séparation résultera définitivement sanctionnée lors du Congrès général tenu à La Haye.

II.3.4. Deux articles sur l'éducation

"La Révolution Sociale" n'a fait paraître que dix numéros. Claris s'était embarqué dans son entreprise passablement à la légère, croyant pouvoir abonner beaucoup de monde; mais cela n'a pas été possible, parce que la France lui était fermée.(1)

La fédération jurassienne n'ayant plus d'organe officiel, (2)pour propagander ses idées elle publie, comme l'année précédente, un petit almanach. L' "Almanach du peuple pour 1872" paraît à la fin de décembre. Il contient des articles d'Adhémar Schwitzguébel, de Michel Bakounine, de Gustave Lefrançais, de Benoît Malon, et enfin de notre écrivain André Léo.
Elle y traite, "sous une forme humoristique" -d'après les mots

---

(1)"Dans le numéro du 21 déc., il adressa un appel pressant aux amis de la cause communaliste et aux membres de la Fédération jurassienne, en avouant que, lors de la fondation du journal, 'il avait complètement négligé le côté commercial et financier'. Le 28 déc.,le journal ne parut pas, faute d'argent. Le 4 janv., quelques fonds étant rentrés, le n°10 put paraître;dans un avis placé en tête,Claris disait:'Une combinaison nouvelle avec la Fédération jurassienne est sur le point d'aboutir;dans ce cas, la vie de notre journal se trouvera très sérieusement assurée'. ...mais'les négotiations entreprises pour la continuation du journal échouèrent',et le n°10 fut le dernier."(J.GUILLAUME,L'Internationale,op.cit.,t.II,p.237.)
(2)Le futur organe de la Fédération jurassienne sera le "Bulletin".

de Guillaume- le sujet de l'éducation et de l'enseignement. Dans L'éducation et la bible,(1)tel en est le titre, André Léo met en contrapposition l'enseignement basé sur la science et sur la vérité de celui qui s'appuie, pour démontrer des faits, sur l'irréel, sur des épisodes bibliques et religieux. Tandis que le premier fait du bien à l'enfant, parce qu'il l'oblige à penser et à juger, l'autre lui est même nuisible, parce qu'il lui fait seulement"croire", sans comprendre.(2)

Le problème de l'éducation est le sujet d'un autre article aussi d'André Léo, qui paraît l'année suivante, en 1873, dans l' "Almanach du peuple pour 1873", et qui s'appelle L'éducation démocratique.(3)

II.3.5. Autres expériences

Dans les années qui suivent, André Léo, toujours engagée dans la vie politique, continue de collaborer pour d'autres

---

(1)A.LEO,L'éducation et la bible,in "Almanach du peuple pour 1872"; maintenant in A.A.V.V,Simples questions sociales,Saint-Imier, S.d., pp.22-26.
(2)On ne s'arrête pas plus longtemps à parler du problème de l'éducation, parce qu'il sera traité de manière plus approfondie dans le chapitre sur l'instruction.
(3)A.LEO,L'éducation démocratique,in "Almanach du peuple pour 1873",3e année, Neuchâtel,Guillaume fils éd.,Déc.1873.

journaux.

Vers la fin de 1877, des morceaux de lettres dont on est en possession attestent son intention de fonder le "Socialisme progressif".(1)Le 9 octobre 1877, elle écrit à son amie Elise Grimm:

Quand ferons-nous la revue le "Socialisme progressif"? C'est difficile à dire. Car,si nous avons jusqu'à présent vingt-cinq abonnés, c'est bien le tout, je crois. Il est vrai que nous n'avons encore reçu aucun avis de notre correspondant de Belgique, qui en a promis au moins cinquante. Il nous faudrait un peu moins de deux cents abonnés pour faire les frais. Si nous arrivons à cent, nous chercherons dix actionnaires à soixante francs, et nous marcherons.(2)

De nouveau à Elise Grimm, le 17 janvier 1878, elle écrit:

Vous devez avoir reçu maintenant deux numéros du "Socialisme progressif". Nous avons à-peu-près assez d'abonnés pour couvrir les frais, mais pas tout à fait. Cette revue n'est pas aussi bien faite qu'il le faudrait. Ce qui nous manque, ce sont deux ou trois bons collaborateurs, pas plus. Nos belges sont trop abondants et écrivent mal; ceci entre nous, bien entendu.(3)

Un mois après, le 12 février 1878, dans une lettre à son amie Mathilde Roederer, on lit:

Notre quatrième numéro s'achève...Nous nous sommes embarqués un peu imprudemment, sous la foi de promesses qui ne sont pas tenues, et nous craignons vivement de ne pouvoir finir l'année, faute de fonds.Outre cela, nos abonnés ne paient pas. Il nous en faudrait une soixantaine de plus.(4)

---

(1) Revue bi-mensuelle qui paraît à Lugano.
(2) D'après GUILLAUME,L'Internationale, op.cit.,t.IV,p.309.
(3) id.
(4) D'après J.GUILLAUME,id.

D'après J.Guillaume, cette revue ne vécut pas plus d'un an.

Quelques années plus tard, en 1880, un article intéressant d'André Léo, La femme en Italie,(1)paraît dans le numéro 6 de l' "Ordre Social".(2)

Ici André Léo établit une comparaison entre les positions du code français et celles du code italien vis-à-vis de la femme. Si, pour ce qui concerne la mariage, dit-elle, le code italien est également injuste que le code français, toutefois, dans le nouveau code italien on trouve "plus de politesse et d'égalité".

Ainsi, la femme séparée a la libre disposition de ses biens, sans être restreinte à l'humiliante et bizarre formalité d'avoir à demander l'autorisation d'un homme auquel elle n'est plus unie. De plus, l'épouse administre elle-même ses biens paraphernaux -c'est-à-dire ceux qu'elle possède ou vient à posséder en dehors de la dot stipulée au contrat, et c'est le mari qui a besoin, pour les administrer à sa place, de son autorisation.La mère, à défaut du père, a le droit de la tutelle des enfants,et tout le long du chapitre matrimonial les époux sont désignés indifféremment par leur titre commun de conjoints, ou: l'un des conjoints, de même que dans tout le reste du code, l'homme et la femme sont indifféremment désignés sous le titre de "la personne". Il faut remarquer ces choses dans l'état actuel.(3)

Le code italien de 1865 reconnaît à la femme les droits de ci-

---

(1)A.LEO,La femme en Italie,in l' "Ordre Social",n°6,pp.175-183.
(2)L' "Ordre Social", revue mensuelle des sciences sociales,Paris, A.Ghio, Zürich, librairie de "l'ordre social".
(3)A.LEO,Ibid.,pp.175-176.

toyenne qu'auparavant ne lui étaient pas reconnus. Les progrès, bien que faibles, de la condition de la femme en Italie sont essentiellement dus à Salvatore Morelli, député depuis 1867 de l'extrême gauche.

Dès son entrée à la Chambre, ce champion italien du droit féminin

Déposa sur le bureau plusieurs projets de loi; l'un pour la réforme radicale de l'instruction publique -un autre pour la crémation des cadavres- pour séparer l'Eglise et l'Etat- pour l'émancipation de la femme, "au nom de l'intérêt et de la moralisation de la nation".(1)

Dans une lettre, il écrivait à André Léo:

Je me suis attaché incessamment à faire comprendre au Parlement et au pays, que l'on ne résoudra aucun problème social tant que la femme, qui a reçu de la nature la mission de créer, d'élever et de "diriger"(?)l'homme depuis sa naissance jusqu'à sa mort, n'acquerra pas la science de la vie, avec les pouvoirs pédagogiques, pour fonder dans la famille la doctrine civile, de même que jusqu'à présent elle a tenu la doctrine religieuse qui a hébété l'humanité. C'est uniquement par cette persistance depuis vingt ans que j'ai obtenu: -que les femmes soient plus respectées -que la direction des écoles élémentaires leur soit confiée, soit complètement, soit pour la plus grande partie -qu'elles soient admises aux écoles techniques et professionnelles -qu'elles soient reçues à pouvoir affirmer la vérité en témoignant dans les actes publics et privés.(2)

Salvatore Morelli a vu l'un de ses projets de loi être accepté par la Chambre: par là

---

(1)A.LEO,La femme en Italie, in loc.cit., p.177.
(2)id.

la femme italienne a acquis le droit--qu'elle n'a point ailleurs, je crois- de signer un contrat de mariage, une déclaration de naissance, une convention entre particuliers.(I)

Puisque les lois ne font malheureusement pas les moeurs,Morelli croit justement que l'éducation publique, laïque, gratuite et obligatoire doit être le nouveau grand objet de la société italienne, et qu'il ne peut pas y avoir de moralisation sans instruction, en vivant selon les préceptes de la superstition religieuse.

En Italie, Mazzini aussi, et avec lui tous ses partisans, soutient le droit de la femme égal à celui de l'homme.

Dans Les devoirs de l'homme, Mazzini explique en ces mots son idée à ce sujet:

Aimez, respectez la femme. Ne cherchez pas en elle seulement un appui, mais une force, une inspiration, un doublement de puissance de vos facultés intellectuelles et morales. Chassez de votre pensée toute idée de supériorité à son égard. Vous n'en avez aucune. Le préjugé,une éducation inégale, et l'éternelle oppression de la femme ont créé cette "apparente" infériorité, sur laquelle on s'appuie maintenant pour maintenir l'oppression. Mais l'histoire des opprimés n'enseigne-t-elle pas que l'oppresseur s'appuie toujours sur un fait créé par lui-même?..."Devant Dieu Un et Père", il n'y a ni homme ni femme; mais l'être humain dans lequel, sous forme d'homme ou de femme, se rencontrent tous les caractères qui distinguent l'humanité de l'ordre des animaux: tendances sociales, capacité d'éducation, faculté de progrès...La femme et l'homme sont les deux notes sans lesquel-

---

(I)A.LEO,La femme en Italie, in loc.cit.,p.177.

les l'accord humain n'est pas possible...Que la femme soit donc la compagne et l'associée, non seulement de vos joies et de vos douleurs, mais de vos aspirations, de vos pensées, de vos études et de vos tentatives d'amélioration sociale. Qu'elle soit votre égale dans la vie civile et politique...(I)

Selon lui, la femme doit être honorée. Elle a son influence et suit sa vocation. Elle peut écrire et parler. Cependant l'exemple en est assez rare. André Léo cite quelques-unes de ces femmes, et, tout en considérant la positivité de leur activité, elle critique leur étroitesse et leur intolérance, caractéristiques de tous les sectaires.

La question de la femme est fondamentale dans l'oeuvre d'André Léo; D'accord avec Salvatore Morelli, elle pense qu'une moralisation de la société et qu'une justice effective ne peuvent pas se réaliser sans promouvoir l'émancipation de la femme, sans aspirer et lutter pour la reconnaissement de l'égalité des deux sexes.
Ce but à atteindre est, pour André Léo, aussi important et nécessaire, pour le triomphe de la justice, que la lutte pour l'égalité économique entre les individus.
Avec Salvatore Morelli, elle pense aussi que tout cela pourra se réaliser seulement en présupposant une éducation nouvelle pour l'enfant, qui tienne compte des exigences particulières de l'homme, en quête de vérité et de justice. Non plus, donc,

---

(I)A.LEO,La femme en Italie, in loc.cit.,p.180.

une éducation qui ait pour point de départ, et même d'arrivée, la religion. La science seule, synonyme de vérité, en devra être le fondement.
Cette nouvelle éducation permettra en même temps aux classes exploitées de prendre conscience de leur condition et de se révolter contre le système existant, en exigeant de nouvelles conditions de vie.

Education, problème de la femme, société divisée en classes sont pour André Léo, on s'en aperçoit, des questions qui se relient et dont les difficultés et les injustices ne peuvent être vaincues qu'en établissant leur rapprochement. Autrement dit, seulement en considérant et en recherchant à améliorer contemporainement ces trois réalités, seulement n'en laissant de côté aucune, on pourra espérer dans la réalisation de la vraie justice.

Ces questions, qui sont les thèmes principaux autour desquels se développe son oeuvre littéraire, seront la matière de nos prochains chapitres.